

SÉANCE PLÉNIÈRE**PLENUMVERGADERING**

du

van

JEUDI 07 AVRIL 2011

DONDERDAG 07 APRIL 2011

Après-midi

Namiddag

La séance est ouverte à 14 h 16 par M. André Flahaut, président.

Le **président**: Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises sur le site web de la Chambre et insérées dans l'annexe du compte rendu intégral de cette séance.

Ministre du gouvernement fédéral présent lors de l'ouverture de la séance: Yves Leterme

Excusés

Devoirs de mandat: Elio Di Rupo

Raisons de santé: Minneke De Ridder, Denis Ducarme

Raisons familiales: Meyrem Almaci (votes/stemmingen)

Empêché: Mathias De Clercq

Gouvernement fédéral

Steven Vanackere, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles: en mission à l'étranger (Russie)

Questions**01 Questions jointes de**

- **M. Theo Francken** au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "l'entretien avec le prince Laurent et son suivi" (n° P0215)
- **M. Gerolf Annemans** au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "l'entretien avec le prince Laurent et son suivi" (n° P0216)
- **M. Jean Marie Dedecker** au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "l'entretien avec le prince Laurent et son suivi" (n° P0217)

01.01 Gerolf Annemans (VB): J'ignore combien d'hommes d'affaires belges essaient actuellement de sauver leurs investissements, propriétés et avoirs en Libye, en Angola ou au Congo, ni combien font régulièrement affaire avec des régimes dictatoriaux. Je sais par contre qu'il n'y a qu'un seul homme d'affaires belges qui combine le tout avec un salaire faramineux payé par le contribuable belge.

Après tout ce que l'on a encore appris cette semaine sur le compte du prince Laurent, je me demande quelle vision des choses a aujourd'hui le premier ministre. Pas plus tard que la semaine dernière, il nous donnait encore une réponse typique du CVP: il parlerait au prince et celui-ci pourrait choisir! J'ai appris dans la presse que le premier ministre mène actuellement l'enquête sur toutes les asbl du prince Laurent. Le Vlaams Belang a dans l'intervalle pris l'initiative de demander les renseignements en question auprès du tribunal du commerce de Bruxelles. Si l'on se penche sur les statuts de ces asbl et leur comptabilité de ces trois dernières années – toutes les données sont réunies dans ce dossier que je remettrai au premier ministre-, on n'y trouve pas trace de fraudes. Des soupçons de fraude existent pourtant bel et bien, sans quoi de telles structures ne sont pas mises en place. Au vu de ces informations, le premier ministre peut difficilement demander un nouveau report d'une semaine avant de s'exprimer clairement sur le statut du prince Laurent.

01.02 Theo Francken (N-VA): Nous avons encore parlé du prince Laurent la semaine dernière et il est une nouvelle fois sous les feux des projecteurs. Il a invité quelques diplomates libyens la semaine dernière. Il se moque donc éperdument de nous! S'en rend-il bien compte? Comme par hasard, il visite toujours des représentants de dictatures africaines et rencontre toujours fortuitement les dictateurs. Et lorsqu'il risque de perdre sa dotation, il collabore avec un mouvement rebelle. Mais il se rend toujours dans des pays qui possèdent d'abondantes matières premières.

La semaine dernière, le prince a été rappelé à l'ordre. Le premier ministre s'est engagé à mettre clairement les choses au point avec lui mais il ne l'a toujours pas fait.

Quelle est la position exacte du gouvernement? Quels accords seront conclus avec le prince Laurent?

01.03 Jean Marie Dedecker (LDD): Le carrousel du théâtre populaire de Laeken continue à tourner à plein régime. La brebis galeuse des Saxe-Cobourg ne peut désormais même plus figurer sur les boîtes de biscuit Delacre.

Durant trois semaines successives, le premier ministre est venu déclarer ici qu'il adresserait un "dernier avertissement" au prince Laurent, après qu'il est apparu, premièrement, que le prince n'avait pas payé ses billets d'avion et, deuxièmement, qu'il s'était rendu au Congo. Aujourd'hui, nous apprenons qu'il aurait reçu des diplomates libyens et qu'il planifie un voyage au Gabon. Dans l'intervalle, le premier ministre s'est rendu chez le prince. Le premier ministre sait-il à présent qui a payé ces voyages en Afrique? Il ne s'agit sûrement pas de la fondation GRECT car cette ASBL ne possède qu'environ 1 000 euros en caisse. Le prince n'y puise pas un centime car cette ASBL est uniquement actionnaire dans trois sociétés immobilières qui affichent ensemble un endettement de 8 millions d'euros et une perte de 2 millions d'euros. Je puis fournir les détails à ce sujet au premier ministre.

Quelle a été la teneur de l'entretien du premier ministre avec le prince Laurent et qu'a-t-il été convenu pour l'avenir?

01.04 Yves Leterme, premier ministre (*en néerlandais*): J'ai eu, depuis jeudi dernier, différents entretiens avec le prince Laurent et son entourage direct. Ces contacts m'ont permis de me faire une idée plus complète des activités du prince. Il m'est apparu clairement qu'un certain nombre de ces activités ne sont pas compatibles avec son statut de prince de Belgique, ni avec la position qu'il occupe.

Je dois rencontrer le prince demain dans l'après-midi. Je lui communiquerai à cette occasion les nouvelles règles et les nouveaux engagements auxquels il devra se soumettre strictement et qui rendront impossible, à l'avenir, la poursuite ou la répétition de ces activités et pratiques inacceptables. Après cette entrevue, je prévois de me réunir avec les présidents de la Chambre et du Sénat afin de leur faire rapport sur le contenu de nos discussions.

Le **président**: Le président de la Chambre est également disponible pour le premier ministre!

01.05 Gerolf Annemans (VB): Le premier ministre a omis de préciser la sanction liée au non-respect de ces conditions, à savoir la suppression de la dotation. Mais convenons dès à présent de nous revoir à ce sujet la semaine prochaine.

01.06 Theo Francken (N-VA): Je me rallie à ces propos mais nous devons également voter dans les meilleurs délais sur notre proposition de loi relative à la dotation du prince Laurent et veiller à ce qu'il respecte les conditions que le gouvernement lui imposera en matière de voyages à l'étranger et de contacts avec les diplomates.

01.07 Jean Marie Dedecker (LDD): Je souhaiterais savoir aujourd'hui ce que le premier ministre proposera précisément au prince. Il n'a du reste pas répondu à mes questions concrètes. Qui a payé le voyage au Congo et quelles personnalités le prince y a-t-il rencontré? Que s'est-il passé avec les diplomates libyens? Je souhaite des explications sur le comportement du prince qui reçoit 306 000 euros par an du contribuable pour faire deux choses: se taire et éviter toute implication dans des affaires louches.

01.08 Yves Leterme, premier ministre (*en néerlandais*): Compte tenu de la gravité de ce dossier et de ses

effets néfastes sur la crédibilité de nos institutions, je me garderai d'improviser. De nouveaux faits sont révélés tous les jours. Le gouvernement et le Parlement doivent disposer de la faculté de statuer sur la base du tableau le plus complet possible du déroulement exact des faits.

01.09 Gerolf Annemans (VB): Nous pouvons nous contenter provisoirement de cette réponse mais après Pâques nous ne nous en satisferons plus.

01.10 Yves Leterme, premier ministre (*en néerlandais*): Je me tiens à la disposition de la Chambre et du Sénat. En ce qui me concerne, je peux fort bien me passer de vacances de Pâques.

01.11 Jan Jambon (N-VA): Le premier ministre souligne pour la première fois l'importance des institutions. C'est la raison pour laquelle je propose de convoquer la Conférence des présidents tout à l'heure afin de planifier éventuellement une séance la semaine prochaine. Ce dossier est en effet de nature à mettre en péril les institutions. Nous nous devons de suivre son évolution de très près.

01.12 Jean Marie Dedecker (LDD): Je ne comprends pas l'attitude du premier ministre. Il dit à juste titre qu'il y a sans arrêt de nouveaux éléments. À titre d'exemple, le bilan du Grect n'a jamais été publié. Il incombe pourtant au gouvernement – le prince Laurent étant placé sous la curatelle du gouvernement – de régler ce genre de choses.

Étant donné que le premier ministre rencontrera le prince Laurent demain, je demande que notre assemblée plénière décide – puisque je ne fais pas partie de la Conférence des présidents, d'ailleurs aucun membre de mon groupe n'en fait partie (*Hilarité*) – de convoquer lundi ou mardi prochain une réunion de la commission compétente.

Le **président**: Je vous suggère une suspension de séance après le vote sur le projet de loi relatif à l'exécution de l'accord interprofessionnel, afin que la Conférence des présidents se réunisse et détermine quelle suite donner à l'entrevue que le premier ministre aura demain avec le prince Laurent.

Chacun est-il d'accord ? (*Oui*)
L'incident est clos.

02 Question de M. Gerolf Annemans au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la création d'une "Fédération Wallonie-Bruxelles"" (n° P0219)

02.01 Gerolf Annemans (VB): Je suppose que le premier ministre fédéral de ce pays fédéral est au courant de la création récente de la "fédération Wallonie-Bruxelles", que des constitutionnalistes des deux côtés de la frontière linguistique ont entre-temps déjà qualifiée d'inconstitutionnelle.

Les dénominations des parties de cet État fédéral ont été décidées au terme d'interminables débats. Et voilà que tout à coup, deux Régions décident de leur propre initiative de s'attribuer une autre dénomination. L'intention est assez claire. Cela fait longtemps que je dis que les francophones sont bien mieux préparés à la fin de la Belgique que les Flamands qui doivent se contenter des Kris Peeters et consorts. En choisissant ce nom, ils préparent l'opinion internationale au fait que la Wallonie constituera, avec Bruxelles, un pays à côté de la Flandre. Les francophones y travaillent en permanence. Pendant ce temps, ils négocient au sujet de BHV et depuis les dernières élections, M. Jambon, ils se fichent de vous. MM. Demotte et Picqué, l'un et l'autre responsables d'une Région, mettent ainsi en œuvre une partie de leur stratégie de l'après-Belgique.

Le premier ministre fédéral a-t-il des observations à formuler à propos de ce changement de dénomination?

Le **président**: Et cette question est posée au sein du Parlement fédéral!

02.02 Yves Leterme, premier ministre (*en néerlandais*): J'ai été informé par voie de presse du projet politique de "Fédération Wallonie-Bruxelles" proposé par des représentants de la Communauté française et de la Région de Bruxelles-Capitale et en ai pris acte. Je tiens à souligner que l'État fédéral n'avait pas été informé de cette initiative. Par ailleurs, je n'ai connaissance d'aucune initiative réglementaire concrète dont la constitutionnalité pourrait être examinée par la Cour constitutionnelle. Le projet en question sera semble-t-il soumis aux membres du Parlement de la Communauté française en tant que projet de résolution.

En ma qualité de premier ministre démissionnaire, il ne m'appartient pas de prendre position quant au contenu de certaines propositions institutionnelles présentées par des partis politiques.

02.03 Gerolf Annemans (VB): J'observe que les partis partisans d'une Belgique confédérale ont chaleureusement applaudi le premier ministre après sa réponse. *(Rires)* Cette réponse est tout à fait digne d'un chrétien-démocrate.

Le choix du terme "fédération" renvoie clairement à un pays et non à une entité fédérée. Le premier ministre, mais également les ministres flamands du gouvernement bruxellois n'ont pas été informés de cette initiative.

Le premier ministre aurait dû déclarer que tant que la Belgique existera, la ville de Bruxelles sera cogérée par la Flandre et hébergera les institutions du futur État flamand et des institutions flamandes actuelles. Il aurait dû dire que si la Belgique cesse d'exister, Bruxelles sera la capitale de la Flandre où les francophones bénéficieront des droits d'une minorité. Toujours dans ce cas de figure, le droit international disposera que Bruxelles est une enclave administrée par la Flandre.

L'incident est clos.

03 Question de M. Kristof Calvo au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "l'importation de déchets faiblement radioactifs en provenance de l'étranger" (n° P0220)

03.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Mon groupe ne se plaint pas chaque semaine du fait que le premier ministre ne peut prendre telle ou telle mesure au motif qu'il dirige un gouvernement en affaires courantes. Cette situation ne résulte en effet pas d'un choix de sa part, mais du manque de dynamisme d'autres partis. *(Protestations sur les bancs de la N-VA)*

Ceci dit, nous attendons tout de même de ce gouvernement que pour chaque mesure envisagée, il prenne la peine de se demander si elle est absolument nécessaire. J'ai dès lors été profondément choqué d'apprendre que ce gouvernement avait récemment autorisé le traitement en Belgique de 120 tonnes de déchets médicaux faiblement radioactifs en provenance d'Allemagne, sachant que c'est la première fois depuis vingt ans que nous importons ce genre de déchets. Mon indignation s'est encore renforcée quand j'ai lu que l'entreprise censée traiter ces déchets, Belgoprocess, était confrontée à de graves problèmes de sécurité qui ont été mis au jour en décembre dernier à la faveur d'un audit.

Comment le premier ministre peut-il, en tant que chef d'un gouvernement en affaires courantes, justifier une telle décision, compte tenu du rapport particulièrement accablant de l'Agence fédérale de contrôle nucléaire concernant cette entreprise de traitement de déchets?

03.02 Yves Leterme, premier ministre *(en néerlandais)*: Il ne s'agit pas en l'occurrence d'un changement de politique, mais de la mise en œuvre d'une décision antérieure. Le Conseil des ministres du 2 juin 2006 a, en situation de plein exercice, approuvé le principe du traitement éventuel de déchets étrangers en Belgique moyennant, bien entendu, le respect d'une série de conditions strictes.

À ce jour, aucun déchet n'a encore été importé dans notre pays. La décision prise le 3 mars 2011 par les ministres Van Quickenborne et Magnette implique uniquement que l'ONDRAF peut signer un contrat pluripartite en vue du traitement de 120 tonnes de déchets faiblement radioactifs en provenance d'Allemagne. Ces déchets ne peuvent être importés que si l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire délivre la licence d'importation, ce qui ne se fera que si toutes les conditions de la législation applicable sont remplies.

L'audit de Belgoprocess n'a aucun impact sur la gestion éventuelle des déchets concernés en Belgique. Les ministres Magnette et Van Quickenborne n'ont donné leur assentiment que sur la base d'un avis positif de l'AFCN, qui dispose que l'audit n'a mis en évidence aucun élément compromettant la sécurité de cette mission de traitement. L'AFCN confirme également dans cet avis que les déchets satisfont aux conditions fixées dans le cadre de la licence et du dossier de sécurité relatif aux installations du site de Belgoprocess à Dessel, où les déchets seront traités.

L'AFCN a constaté qu'en application d'une directive européenne, l'Allemagne doit reprendre possession des

déchets après leur traitement, ce que ce pays a par ailleurs confirmé.

03.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Le cadre politique n'est effectivement pas neuf, mais le gouvernement a pris la décision formelle d'importer des déchets et de confier leur traitement à une entreprise qui, d'après l'Agence fédérale de contrôle nucléaire, n'est même pas en mesure de traiter les déchets belges en toute sécurité. Le gouvernement donne le feu vert sans en informer le Parlement ni les habitants de Mol et Dessel.

Une seule conclusion s'impose: quoi qu'il en dise, notre gouvernement n'accorde pas tellement d'importance à la sécurité nucléaire et à la transparence.

L'incident est clos.

04 Questions jointes de

- **M. Guy Coëme** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'octroi de bonus par Dexia" (n° P0221)

- **M. Mathias De Clercq** au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "l'octroi de bonus par Dexia" (n° P0218)

04.01 Guy Coëme (PS): Une semaine après le vote unanime de la résolution visant à modérer les rémunérations des grands patrons des entreprises bancaires aidées par l'État, nous apprenons que le patron de Dexia rafle 2 millions de salaire (1 million de rémunération fixe, 600 000 euros de bonus, 200 000 de prime de performance et 200 000 de prime extralégale)!

Pour vous, 600 000 euros, représentent-ils un bonus raisonnable?

Estimez-vous que votre demande de modération a été entendue par les responsables de ces banques?

Dexia s'inscrit-elle dans une politique de rémunération raisonnable? Cette banque a-t-elle tourné le dos à ses mauvaises pratiques?

Nos appels et celui du nouveau gouverneur de la Banque nationale n'ont manifestement pas été entendus par Dexia. Seule la force de la loi peut contraindre les banques à faire preuve de décence. Qu'allez-vous faire?

Vous vouliez sanctionner les anciennes pratiques et avez parlé d'une taxation sur le résultat. Qu'allez-vous faire?

Le salaire fixe de M. Mariani pour 2009 et 2010 était de 1 million, mais sa rémunération totale, de 2 millions! Avec un bonus diminué de 800 à 600 000 euros, les 200 000 euros de différence viennent d'une prime de performance! Celle-ci était-elle versée l'année dernière? Sinon, ce serait une provocation de Dexia qui montrerait que rien n'a changé dans cette banque. *(Applaudissements sur les bancs du PS)*

04.02 Mathias De Clercq (Open Vld): Monsieur Mariani, CEO de Dexia, a reçu un bonus de 600 000 euros en sus de son salaire fixe et d'un versement pension. La Chambre a pourtant ratifié la semaine dernière une proposition relative à la politique de rémunération des établissements financiers soutenus par le pouvoir fédéral. Aucun bonus excessif ne peut être alloué au top management tant que l'aide publique n'a pas été entièrement remboursée. Le Parlement flamand a également approuvé à l'unanimité une proposition de ce genre. Le premier ministre a appelé à une modération de ces bonus. Le gouverneur de la Banque Nationale a été plus loin encore.

Dexia bénéficie d'une aide de l'État de plusieurs milliards. L'autorité fédérale possède des participations dans Dexia, tout comme la Région flamande. Le rapport du FMI est très clair: nos banques en situation assez précaire auront encore besoin de l'aide fédérale pendant un bon moment.

Quelles instructions les représentants de l'autorité fédérale ont-ils reçues au conseil d'administration? Quelles instructions recevront-ils à la prochaine assemblée générale? Le gouvernement trouve-t-il admissible le versement de bonus aussi excessifs?

04.03 **Didier Reynders**, ministre (*en français*): Les contacts ont été pris avec les présidents des conseils d'administration des comités de rémunération et les représentants de l'État pour leur demander d'appliquer les codes les plus stricts en matière de rémunérations. Je leur ai aussi communiqué la résolution votée par votre Assemblée demandant de ne pas octroyer de rémunération ou bonus excessif.

(*En néerlandais*) Les instructions données aux membres du conseil d'administration et au président étaient qu'il fallait appliquer très strictement les règles. Pour Dexia, les montants de 2011 sont identiques à ceux de 2010, non pas pour les collaborateurs d'avant la crise mais pour ceux arrivés après la crise. Je n'ai cependant entendu aucune réaction à ce sujet.

(*En français*) Concrètement, c'est l'application des règles demandées par le régulateur: en 2011, il y a une part fixe plus élevée, une part variable plus faible et un étalement du paiement de celle-ci (quatre ans au lieu de trois). Il n'y aura aucun paiement en actions ou options sur actions. Dans le cas de Dexia, il s'agit des mêmes montants que l'année dernière.

Une telle rémunération est-elle normale? Non! Dans mon département, la tension salariale n'atteint pas 1 à 10. Mais il y a des entreprises, y compris publiques, où cette tension atteint 1 à 100; l'augmentation y dépasse parfois 30 %. Si le Parlement veut se saisir du débat sur le niveau des rémunérations, qu'il le fasse!

Mais dans le cas pris pour cible, ne faites donc pas croire qu'un bonus exceptionnel a été octroyé aux dirigeants de Dexia! C'est la même rémunération que l'an dernier. Or, l'an dernier, on ne m'a pas appelé à cette tribune pour en parler!

04.04 **Guy Coëme** (PS): La réponse du ministre confirme mes craintes. Dexia a laissé entendre qu'il y avait une diminution par rapport à l'année précédente, et vous nous répondez que c'est la même chose; l'opinion publique jugera. Alors que les travailleurs sont bridés dans l'évolution de leur traitement ou salaire, c'est choquant!

Monsieur le Ministre, nous vous avons mis en garde, mais rien n'a été fait! Dès lors, le PS dépose trois propositions. D'abord, nous veillerons à une limitation de la rémunération variable à 30 % de la rémunération fixe pour les entreprises publiques cotées en bourse. Ensuite, nous demandons que soient publiées les rémunérations des grands patrons. Enfin, les entreprises publiques autonomes devront donner l'exemple et il devra y avoir un minimum d'écart entre les grands patrons et la moyenne.

Notre Parlement va bien sûr se saisir de cette question, tellement cette pratique est choquante à notre époque!

04.05 **Mathias De Clercq** (Open Vld): L'octroi de tels bonus au CEO d'une institution financière qui reçoit des milliards d'aide publique et au sein de laquelle l'État détient une participation, est un camouflet pour les contribuables. Pour mon parti, une telle situation est inacceptable. Les représentants des autorités fédérales au sein de ces institutions sont tenus de se conformer à la résolution de la Chambre.

L'incident est clos.

05 Questions jointes de

- **M. Joseph George** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le prix du diesel" (n° P0222)

- **M. Jean Marie Dedecker** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la fiscalité des véhicules à moteur diesel" (n° P0223)

05.01 **Joseph George** (cdH): La presse a évoqué un rapport officiel élaboré par les quatre ministres de l'Environnement des Régions et du fédéral, qui remettrait en cause le système belge du "tout au diesel", en raison de son impact négatif sur l'environnement et sur la santé.

Une concertation a-t-elle eu lieu à ce sujet? Disposez-vous de ce rapport? Envisagez-vous des pistes pour réduire la part du diesel dans le parc automobile, comme, par exemple, une taxation uniforme sur tous les carburants? Le cas échéant, dans quels délais?

05.02 Jean Marie Dedecker (LDD): Notre espérance de vie dépasse à présent les 80 ans mais notre nouvel ennemi est la particule et le nouveau bouc émissaire, le véhicule à moteur diesel. Selon la Cellule interrégionale de l'environnement, le nombre de particules présentes dans notre air a diminué de 43 % entre 1990 et 2006, 85 % des particules proviennent de l'étranger et 10 % seraient émises par les véhicules à moteur diesel. Sur ces 10 %, 62 proviendraient en outre des camions et des bus. Malgré cela, on va relever les accises sur les véhicules à moteur diesel alors que la limite d'émission de particules fixée par l'Europe est de 0,005 gramme par kilomètre.

Pendant des années, on a encouragé le moteur diesel en raison de son prix, de sa durée de vie et de ses faibles rejets de CO₂. Et voilà que l'on trouve – sans véritable raison – une nouvelle idée pour lever des taxes. Sera-t-elle réellement mise en œuvre?

05.03 Didier Reynders, ministre (*en français*): J'ai lu la presse et les déclarations des ministres, mais je n'ai reçu aucun rapport ni proposition fiscale sur le sujet.

(*En néerlandais*) Dans le cadre du budget 2011, la seule chose qu'on m'ait demandé est de faire de nouveau application du système du cliquet inversé qui implique que toute augmentation des accises sur le diesel doit être contenue à partir d'1,5 euro par litre. Par conséquent, jamais une demande de majoration des prix n'a été à l'ordre du jour, bien au contraire.

(*En français*) Monsieur George, depuis plusieurs années j'ai l'intention d'introduire une taxe sur les billets d'avion en raison de l'absence de taxation sur le kérosène. Il se fait qu'une de nos Régions s'oppose à cette initiative de crainte qu'elle fasse fuir les sociétés *low cost*!

(*En néerlandais*) Il y a aussi un problème de confiance entre les citoyens et les pouvoirs publics, dès lors que depuis de nombreuses années, nous encourageons l'acquisition de voitures à moteur diesel, pourtant plus coûteuses, en prélevant des accises moindres sur le diesel que sur l'essence. Il faut donc que nous poursuivions cette politique au moins pendant quelques années.

La ristourne sur la facture d'achat de voitures émettant moins de 115 grammes de CO₂ par kilomètre reste d'application en 2011. En 2010, l'enveloppe budgétaire prévue à cet effet était de 230 millions d'euros, ce qui couvrirait des ristournes allant même, pour certains véhicules, jusqu'à 15 %. Cette mesure reste également d'application en 2011.

(*En français*) J'ai trouvé indécentes, au moment où les prix flambent, les propositions d'augmentation de la charge fiscale sur l'énergie. Je suis heureux qu'on ait plutôt choisi la voie du cliquet inversé et aussi que nous maintenions intégralement le système du diesel professionnel pour les transporteurs. Ce n'est pas le moment d'agresser à nouveau ce secteur par des charges supplémentaires.

Si les Régions veulent s'en prendre aux utilisateurs du diesel, qu'elles le fassent. Moi, je le leur déconseille et en tout cas, au fédéral, je n'en ai pas l'intention.

05.04 Joseph George (cdH): Je prends acte du fait que vous n'avez pas le rapport en question. J'interrogerai votre collègue et lui demanderai qu'il me communique ce rapport, que je vous transmettrai. Par ailleurs, je n'ai jamais demandé qu'on augmente les taxes, je vois seulement ce qui est suggéré. Le débat est sur la place publique et il faudra bien donner des réponses. Personne dans mon groupe n'a été signataire de ce document.

05.05 Jean Marie Dedecker (LDD): Je remercie le ministre pour la clarté de sa réponse. Un gouvernement en affaires courantes et finissantes offre au moins l'avantage que l'on ne lèvera pas de nouveaux impôts. Je suis très satisfait du fait que le processus décisionnel en la matière ne soit pas encore altéré par les particules fines.

L'incident est clos.

06 Question de Mme Nadia Sminate à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le projet pilote de l'INAMI et du VDAB en matière d'activation des personnes en incapacité de travail" (n° P0224)

06.01 Nadia Sminate (N-VA): Comme romaniste, je compare volontiers la commission des Affaires sociales à la fameuse pièce *En attendant Godot*. Le collègue de parti bruxellois de la ministre, qui préside cette commission, nous fait lanterner constamment, en effet, en annonçant que la ministre nous rejoindra "tôt ou tard". Cependant, je refuse d'accepter plus longtemps que la ministre des Affaires sociales ne se soit plus présentée devant notre commission depuis quatre mois déjà, et c'est pourquoi je lui pose ma question en séance plénière.

En 2010, la Belgique comptait environ 400 000 personnes en incapacité de travail, qui recevaient une allocation mais aucun autre accompagnement. Je me suis donc réjouie d'apprendre que ce groupe sera activé par le biais d'un accord de coopération entre le VDAB et l'INAMI. Malheureusement, le projet ne s'adresserait qu'à cent personnes, l'activation est facultative et il n'est aucunement question d'une répartition géographique équilibrée, étant donné que les autres services régionaux pour l'emploi n'y sont pas associés.

Pourquoi ne doit-on activer que les Flamands en incapacité de travail? Pour toute clarté, il s'agit d'un projet utile, mais ce problème important mérite plus d'attention.

06.02 Laurette Onkelinx, ministre (en néerlandais): Le projet entre l'INAMI et le VDAB a débuté le 1^{er} mars 2011 et sera évalué après un an. L'activation de ce groupe-cible n'est pas neuve, mais bien la collaboration intensive entre l'INAMI et les institutions régionales en vue d'une plus grande efficacité. Un projet analogue sera lancé à Bruxelles et en Wallonie avant la fin 2011. Selon l'INAMI, d'ailleurs, le nombre de personnes en incapacité de travail qui suivent actuellement une réadaptation professionnelle est deux fois plus élevé en Wallonie qu'en Flandre.

L'INAMI sélectionnera les 100 personnes sur la base d'un avis des médecins-conseils pour obtenir un groupe représentatif. Une brochure comportant des directives pour l'ensemble des médecins-conseils est en cours de rédaction. Dans le cadre du budget 2011, nous préparons à présent le plan "*Back to work*", que je présenterai en temps opportun.

06.03 Nadia Sminate (N-VA): La ministre défend ici un projet dans le cadre duquel le VDAB veillera à l'activation des chômeurs sur le marché du travail. Elle apporte ainsi la preuve irréfutable que cette matière devrait être gérée par les Régions. Étant donné son influence, elle est particulièrement bien placée pour promouvoir ce système en tant que tel.

L'incident est clos.

07 Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre du Budget sur "le pacte de stabilité et la contribution de la Région de Bruxelles-Capitale" (n° P0225)

07.01 Hendrik Bogaert (CD&V): Tout comme les autres entités fédérées, Bruxelles a également entériné, en 2010, l'accord sur la trajectoire budgétaire à suivre. Or il s'avère que la Région n'est pas du tout en train de suivre cette trajectoire. On lit en effet dans le rapport du Conseil supérieur des Finances que Bruxelles compte sur 496 millions d'euros supplémentaires sur la base de l'accord communautaire. Pour l'heure, un tel accord n'existe pas et n'est sans doute pas près d'exister. Indépendamment de la question de savoir si Bruxelles bénéficie d'un financement suffisant ou non, il est clair que, provisoirement en tout cas, le montant supplémentaire espéré ne sera pas octroyé. Or le budget doit obligatoirement être soumis à l'Europe dans le courant du mois.

Le ministre sommera-t-il dès lors Bruxelles de s'en tenir à la trajectoire convenue? Ou essaiera-t-on, par des moyens détournés – Beliris, la mainmorte – d'apporter un complément de financement?

07.02 Guy Vanhengel, ministre (en néerlandais): Le 3 février 2010, le gouvernement fédéral, les Régions et les Communautés ont conclu un accord de coopération sur les objectifs budgétaires. Sur la base des chiffres provisoires pour la Région de Bruxelles-Capitale, il s'avère que la celle-ci respecte l'objectif d'un déficit de 313 millions d'euros en 2010. La Région semble même faire mieux, puisque le déficit sera vraisemblablement limité à 280 millions d'euros, soit 33 millions d'euros de moins que prévu.

Je me réfère également aux rapports du Conseil supérieur des Finances dont il ressort que pour la période

2000-2009 Bruxelles a enregistré un meilleur résultat que prévu, à concurrence de 175 millions d'euros.

Le montant de 496 millions d'euros inscrit dans les tableaux du Conseil supérieur a effectivement fait l'objet de discussions. L'explication est toutefois simple. Ce montant a été inscrit au budget à la demande de la Cour des comptes et résulte de la certification des comptes de la Région bruxelloise. La Cour des comptes demande en effet d'inscrire à partir de 2011 les emprunts de plus d'un an au budget. Il s'agit d'une opération budgétairement neutre.

Il n'y a donc aucune raison d'agir à l'égard de la Région de Bruxelles-Capitale. Je suis toutefois disposé à mener un débat en commission sur les entités qui n'ont pas respecté leurs engagements.

07.03 Hendrik Bogaert (CD&V): Je ne comprends pas bien: Bruxelles demande 500 millions supplémentaires, mais le budget bruxellois est sur la bonne voie. C'est tout de même contradictoire. Qu'en est-il exactement?

07.04 Guy Vanhengel, ministre (*en néerlandais*): M. Bogaert ne doit pas délibérément semer la confusion. Il s'agit en l'espèce du simple respect d'accords. Les déficits de la Région de Bruxelles-Capitale satisfont aux accords. Certaines Régions ont affirmé ne pas vouloir de déficits mais en affichent quand même, contrairement aux accords donc.

07.05 Hendrik Bogaert (CD&V): Je ne vois guère d'où provient le montant de 496 millions d'euros. Je comprends en revanche que si Bruxelles poursuit sur sa lancée en 2011 et en 2012, la Région pourra rapidement présenter un budget en équilibre, ce qui nous renforce dans notre conviction que tant qu'il n'y aura pas d'accord communautaire, aucun eurocent supplémentaire ne pourra être versé à Bruxelles. Soyons clairs à ce sujet.

L'incident est clos.

08 Question de Mme Valérie Déom au ministre de la Justice sur "l'évaluation de la charge de travail auprès des tribunaux" (n° P0226)

08.01 Valérie Déom (PS): Vous attribuez à la cour d'appel de Mons tous les maux dans le retard pris par l'étude sur la charge de travail des cours et tribunaux. Or, depuis février 2009, les magistrats de cette cour vous demandent de revoir la méthode de l'étude pour la rendre plus scientifique et objective. En juin 2010, vous acceptez enfin et vous consultez des experts. Mais la cellule mise en place ne prend pas du tout en compte leurs recommandations.

Quelles mesures allez-vous prendre pour que la même situation ne se reproduise pas avec la cour d'appel de Liège? Qu'en est-il du caractère scientifique et objectif de la méthode de mesure de la charge de travail? Quand pourrons-nous disposer de résultats?

08.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): J'insiste beaucoup pour que l'étude sur la charge de travail dans les tribunaux soit enfin finalisée. Un protocole a été signé avec les magistrats, les priant de faire le nécessaire pour organiser et mesurer la charge de travail. Sur demande du premier président de Mons, j'ai fait un deuxième protocole, en juin 2010, en ajoutant des équipes académiques pour répondre à toutes ses demandes. Entre-temps, je constate que, malgré tout, M. Franeau décide de ne plus participer à ces travaux.

C'est une perte de temps.

Le 4 mars, M. Londers, président de la conférence permanente des chefs de corps du siège, a écrit ce qui suit: "À l'unanimité, les membres présents ont exprimé leur détermination de poursuivre la mise en place d'un système de mesure de la charge de travail pour toutes les juridictions et ce, dans les meilleurs délais". Ils ont invité la cour d'appel de Liège à devenir site pilote pour le volet civil des cours d'appel. Je suis très heureux qu'à l'occasion de son assemblée générale d'hier, la cour d'appel de Liège ait accepté.

J'espère que nous aboutirons rapidement à la mise en place de ce système de mesure de la charge de travail. C'est indispensable pour la modernisation de la Justice.

08.03 Valérie Déom (PS): J'entends bien que des équipes scientifiques ont été adjointes au projet. Malheureusement, il n'est pas tenu compte de leurs recommandations. J'espère que nous ne rencontrerons pas avec la cour d'appel de Liège les mêmes écueils.

Monsieur le ministre, je dois vous avouer que je ne m'y retrouve pas dans les méthodes utilisées.

L'incident est clos.

09 Question de M. David Clarinval au ministre de la Justice sur "la prison de Sambreville" (n° P0227)

09.01 David Clarinval (MR): Dans le dossier de la prison de Sambreville, vos services et la Région wallonne semblent se renvoyer continuellement la balle. Vous avez annoncé une rencontre avec le ministre-président Demotte il y a quatorze jours pour résoudre le problème de pollution du site. Cette semaine, le ministre Henry annonçait qu'il n'y a pas de problème important à cet égard: une dalle de béton suffirait.

Avez-vous rencontré le ministre Demotte? Quelle proposition la Région wallonne a-t-elle faite pour aboutir enfin? Quel est l'agenda de ce dossier à présent? Êtes-vous d'accord avec le ministre Henry?

09.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): Rien n'a changé depuis ma réponse à Mme Déom le 24 mars (voir *Compte rendu analytique* 53 PLEN 25, p. 14). Je n'ai toujours pas reçu de lettre circonstanciée ou d'invitation à discuter avec la Région wallonne. J'ai reçu une lettre de Sambreville.

En mars de l'année dernière, nous avons décidé en Conseil des ministres d'annoncer notre accord pour Sambreville, mais pas pour le site de Saint-Gobain, qui présenterait des risques pour la santé publique.

Sambreville m'a confirmé sa préférence pour ce site de Saint-Gobain. Mais faute d'annonce de prise en charge des coûts d'assainissement du terrain, le dossier ne peut pas avancer.

J'attends une initiative de la part du gouvernement wallon.

09.03 David Clarinval (MR): Je prends note que vous n'avez pas rencontré le ministre Demotte et que la Région wallonne fuit ses responsabilités dans ce dossier.

L'incident est clos.

10 Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la présence éventuelle de radioactivité dans les produits alimentaires" (n° P0228)

10.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Le 25 mars, une modification d'un règlement européen de 2009 a élargi les normes en vue de tolérer une dose de radioactivité supérieure dans les aliments importés. Le même jour, on affirmait que les normes étaient renforcées au niveau européen, ce qui est paradoxal.

Que s'est-il passé le 25 mars? Pourquoi a-t-on pris ces deux décisions paradoxales? Avez-vous constaté une augmentation de la radioactivité dans les aliments importés? Allez-vous réagir?

10.02 Sabine Laruelle, ministre (*en français*): Le contrôle de l'importation des produits alimentaires est encadré au niveau européen. Tous les contrôles sont effectués non pas au pif mais aux PIF (postes d'inspection frontaliers).

Nous n'avons pas de vols directs en provenance du Japon. Les PIF sont surtout situés dans nos ports maritimes. Lorsqu'un produit est arrivé via un autre pays européen, il a été contrôlé, puis il y a libre circulation et nous ne pouvons pas intervenir.

La DG Sanco a demandé aux États membres, le 15 mars dernier, d'amplifier les contrôles sur l'importation de produits alimentaires venant du Japon. L'AFSCA a évalué le risque et analysé les quantités de produits importés. En 2010, les importations représentent un millier de tonnes de poissons et de crustacés en

provenance du Japon. La majorité des poissons utilisés par les restaurants japonais sont produits en Europe. On importe aussi, en provenance du Japon, quelques dérivés de céréales, d'huile de soja, d'algues, etc.

Depuis l'incident nucléaire au Japon, aucun produit alimentaire n'a quitté le Japon pour arriver en Belgique. Le 4 avril, l'AFSCA a cependant pris un échantillon de farine en provenance du Japon, destinée à l'alimentation de poissons d'ornement. Mais le bateau était parti avant le 11 mars 2011.

Si des produits dépassent les normes, ils n'entreront pas sur le territoire européen et nous devons avertir l'Agence fédérale de contrôle nucléaire.

Je n'ai pas été informée du relèvement des normes dont vous faites mention. Je vais me renseigner.

10.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Je trouve sidérant que vous ne soyez pas au courant de ce règlement du 25 mars qui se réfère à une législation adoptée après Tchernobyl et qui permet le relèvement des normes de radioactivité dans les produits alimentaires pour des raisons éventuelles d'approvisionnement. Les Verts au Parlement européen ont pris une initiative pour qu'on retourne à des normes plus exigeantes.

L'incident est clos.

11 Questions jointes de

- **Mme Ann Vanheste** au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la campagne 'Votre entreprise en ligne'" (n° P0231)

- **M. Peter Logghe** au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la campagne 'Votre entreprise en ligne'" (n° P0236)

- **M. Peter Dedecker** au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la campagne 'Votre entreprise en ligne'" (n° P0232)

11.01 Ann Vanheste (sp.a): Le ministre fait de la publicité pour une initiative commerciale de Google, Belgacom et bpost qui met à la disposition des PME un espace gratuit sur le Net. De nombreuses PME, qui pratiquent également le *webhosting*, s'en sont émues et les organisations professionnelles parlent de concurrence déloyale. Est-il bien opportun que le ministre de l'Economie fasse de la publicité pour une activité commerciale?

11.02 Peter Logghe (VB): Selon une étude de Google et d'Ipsos, 49 % à peine des PME belges sont présentes sur le Net. Le ministre a-t-il connaissance de cette étude? Quelles actions a-t-il entreprises pour inciter les PME à se manifester sur le Net et à quels résultats ces actions ont-elles abouti?

Les PME qui n'ont pas encore leur propre site web évoquent une absence d'intérêt, un manque de temps ou un coût trop élevé. Le ministre met tout en oeuvre pour attirer le plus possible de particuliers sur le net et pour étendre l'administration en ligne. Quel plan d'action a-t-il élaboré pour attirer les PME sur le net?

11.03 Peter Dedecker (N-VA): Il importe que nos PME aient un site web de qualité. Nous devons résorber notre retard en la matière et je ne doute pas des bonnes intentions du ministre. Je ne comprends toutefois pas qu'un ministre libéral fasse la promotion d'une action commerciale émanant de trois grandes entreprises. Notre pays compte en effet nombre d'entrepreneurs qui hébergent des sites web. De plus, l'action promue par le ministre n'a rien de philanthropique étant donné que le site web n'est disponible gratuitement que pendant six mois. Après cela, le prix demandé est plus élevé que beaucoup d'autres possibilités.

Pourquoi le ministre fait-il la promotion de cette action? Qui, au fond, fait de la publicité pour qui? Le ministre a déjà fait savoir sur Twitter et dans une lettre ouverte qu'il ferait de même pour d'autres entreprises. Est-ce à dire que n'importe quelle autre entreprise peut utiliser le ministre pour faire de la promotion sur son site web? Où se situe la limite? Quelles sont les règles déontologiques du ministre?

11.04 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): Les trois entreprises citées m'ont demandé le 9 février dernier d'être présent à leur conférence de presse du 30 mars. Étant à l'étranger ce jour-là, j'ai accepté la proposition d'enregistrer un message vidéo, dans lequel j'explique les raisons pour lesquelles une entreprise ne peut plus fonctionner sans site internet. J'ai répondu à cette demande parce que des actions

similaires sont organisées, du reste avec succès, dans treize pays européens. Selon les initiateurs, 185 000 nouveaux sites internet ont ainsi été créés au Royaume-Uni. Ce n'est pas non plus la première fois que je soutiens des initiatives d'entreprises souhaitant se connecter en ligne.

Si je suis le raisonnement des auteurs des questions, plus aucun ministre ne peut encore se montrer dans la presse ou à la télévision. On ne verra donc plus de ministres à côté des nouveaux modèles de voitures... J'ai au contraire l'intention de soutenir systématiquement toutes les initiatives des petites ou des grandes entreprises. En mai par exemple, les développeurs indépendants de sites internet auront l'occasion de présenter leurs projets à un large public. Où convient-il de fixer la limite? Elle se situe au niveau des entreprises non subsidiées. Et je n'apparaîtrai pas dans des publicités ou sur des panneaux publicitaires.

La réduction de la fracture numérique revêt une importance capitale. C'est la raison pour laquelle un plan numérique visant à inciter davantage de familles à se connecter à l'internet a été lancé en 2009. Le nombre de familles connectées à l'internet est passé de 64 à 73 % et le fossé avec les pays voisins a été réduit. Des nouvelles actions seront nécessaires et je me chargerai de les organiser.

11.05 Ann Vanheste (sp.a): Je continue de m'étonner du soutien apporté par le ministre à ce projet et j'ai le sentiment que le monde des petites entreprises qui doivent lutter pour leur place sur le marché lui est assez étranger.

11.06 Peter Logghe (VB): Il conviendrait peut-être de prendre d'urgence des initiatives pour familiariser les PME avec les sites web et l'internet, mais a-t-on déjà cherché à savoir pourquoi de nombreuses PME ne franchissent pas le pas?

11.07 Peter Dedecker (N-VA): S'il est positif que le ministre souhaite voir nos PME en ligne et promouvoir le commerce électronique, il s'indique toutefois de le faire dans le respect de l'éthique. Le ministre ne peut pas faire sa propre publicité sur les sites web d'entreprises dont il définit la politique. Il s'agit en l'occurrence d'un conflit d'intérêts. Par ailleurs, la situation est différente de l'incident concernant Audi. L'ancien premier ministre Verhofstadt ne s'était pas mis en tort et il avait souligné qu'il ne convenait pas que l'image d'un ministre soit utilisée dans des campagnes d'entreprises commerciales. Son sens de la déontologie était manifestement plus fort.

L'incident est clos.

12 Question de M. Damien Thiéry au ministre de la Défense sur "le comité d'avancement des officiers supérieurs et les déséquilibres linguistiques à l'armée" (n°P0229)

12.01 Damien Thiéry (MR): Un groupe de travail procède à un certain nombre d'auditions. Il a pour effet de confirmer le déséquilibre linguistique au niveau des hautes fonctions de l'Armée.

Il y aurait actuellement 63 % de néerlandophones contre 37 % de francophones au niveau des officiers supérieurs et 71 % de néerlandophones contre 29 % de francophones auprès des généraux.

J'ai appris qu'un comité d'avancement devait se réunir très prochainement. Il concerne essentiellement les officiers supérieurs. N'aurait-il pas mieux valu attendre la fin des travaux et les recommandations du groupe de travail avant de permettre à ce comité d'avancement de prendre certaines décisions? Avez-vous pris des directives ou des mesures pour corriger ce déséquilibre?

12.02 Pieter De Crem, ministre (*en français*): Au sein de la catégorie de personnel des officiers, 60,4 % sont néerlandophones et 39,6 % sont francophones.

Un groupe de travail chargé de l'examen de l'équilibre linguistique à l'armée a été créé au sein de la commission de la Défense le 17 novembre 2010. Les comités d'avancement sont chargés de désigner parmi les candidats ceux qu'ils jugent les plus aptes à exercer des fonctions du grade supérieur. Il s'agit donc d'un examen des compétences. Le régime linguistique ne joue aucun rôle. Les listes qui me sont soumises ne sont nullement influencées par moi-même ni par mon cabinet.

Le groupe de travail n'a pas encore remis ses conclusions et je ne souhaite pas, dès lors, déjà les évoquer.

12.03 Damien Thiéry (MR): Les chiffres que vous avancez ne correspondent pas aux chiffres fournis par le chef d'État-major lors de son audition.

Vous avez en votre pouvoir deux bras de levier pour limiter ce déséquilibre. Le premier consiste à donner des recommandations afin d'éviter à terme d'accentuer le présent déséquilibre. Le second est votre pouvoir de limiter ou d'ouvrir des places.

Nous aurons l'occasion de vous entendre, ainsi que votre prédécesseur. Nous en tirerons alors des conclusions.

L'incident est clos.

13 Question de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les déclarations du patron de la CREG relatives au calcul des bénéfices du nucléaire" (n° P0230)

13.01 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Le directeur de la CREG, M. Guido Camps, a fait calculer l'avantage d'amortissement d'Electrabel et ce chiffre – soit plus d'un milliard d'euros – est contesté par Electrabel. Au cours d'une audition organisée au Parlement, les points de vue de la CREG et d'Electrabel se sont révélés inconciliables. Le gouvernement souhaite à présent laisser reposer le débat et envisage l'instauration d'une taxe sur l'uranium. Dans l'intervalle, la Banque nationale doit se pencher sur la différence entre les chiffres de la CREG et ceux d'Electrabel. M. Camps s'inquiète car sa position semble sérieusement menacée. Aujourd'hui, une attaque directe a été lancée contre la CREG, la facturation des certificats verts dans les tarifs du réseau de distribution par la CREG étant subitement aussi remise en cause.

Il est clair que l'autorité régulatrice de l'énergie n'est pas toujours prise au sérieux. Le gouvernement fait-il encore confiance à la CREG?

13.02 Paul Magnette, ministre (en néerlandais): Ce débat ne date pas d'hier. Nous ne devons pas oublier d'où nous venons. En 2007, personne n'évoquait cette rente. Il existait seulement une proposition de loi du PS et du sp.a visant à lever une taxe sur la rente. Les libéraux s'y étaient à l'époque opposés.

En 2008, j'ai donné à la CREG le pouvoir de calculer les coûts de production des exploitants nucléaires en vue d'évaluer le montant de la rente. J'ai imposé une taxe de 250 millions d'euros sur la base de l'évaluation provisoire de la rente. Saisie par Electrabel qui désirait attaquer ce prélèvement, la Cour constitutionnelle m'a donné raison.

La CREG a rendu une évaluation en 2010 et le montant de la rente a fait l'objet de discussions. Tandis que le SPF Finances se fonde sur un montant d'environ 1 milliard d'euros, la CREG évoque un total de 2 milliards. Le gouvernement est dès lors confronté à un problème puisqu'il doit déterminer qui, du SPF Finances ou du régulateur, se rapproche le plus de la vérité. Nous avons décidé d'un commun accord de charger la Banque nationale de la réalisation d'une évaluation impartiale et objective en vue de pouvoir clore le débat. L'évaluation annuelle nous permettra de lever une taxe structurelle. Nous attendons dès lors les résultats de l'évaluation objective et examinerons sur cette base la question de savoir s'il s'impose de modifier la taxe.

13.03 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Le ministre ne répond pas à ma question, qui était de savoir s'il a confiance ou non dans le régulateur. Il a besoin d'un contrôleur des contrôleurs.

Dans les pays qui nous entourent, un régulateur est précisément cet acteur impartial qui est censé fournir au gouvernement des informations objectives. Peut-être le Parlement pourrait-il payer un réviseur pour qu'il examine la comptabilité d'Electrabel.

La politique énergétique est en proie au chaos. À partir du moment où on se met à contester le régulateur, le Parlement n'a plus guère d'autre option que de prendre lui-même les choses en mains.

L'incident est clos.

14 Questions jointes de

- M. Bruno Tobback à la ministre de l'Intérieur sur "Belgoproccess" (n° P0233)

- Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "Belgoprocess" (n° P0234)

14.01 Bruno Tobbac (sp.a): Depuis la catastrophe au Japon, nous avons été confrontés en Belgique à toute une série de fuites – au sens figuré du terme – dans le domaine de la sécurité nucléaire.

Il ressort d'un rapport de Belgoprocess, d'une part, que les analyses de sécurité et de risques ont accumulé un retard de plusieurs années et d'autre part que la protection contre l'incendie pose problème. Dans nos centrales, les combustibles nucléaires ne seraient pas stockés dans des bunkers. Personne ne saurait quelle quantité de déchets se trouve exactement sur ces sites. De plus, de petits incidents se produiraient à intervalles réguliers.

Le ministre a annoncé qu'il soumettrait nos centrales à des tests de résistance ou stress tests mais j'ai l'impression qu'ils ne suffiront pas pour nous donner un aperçu de la sécurité nucléaire dans notre pays.

Ne serait-il pas plus logique qu'outre ces tests de résistance, nous réalisions une étude portant sur l'ensemble de notre complexe nucléaro-industriel, une étude, donc, qui ne porterait pas seulement sur les centrales nucléaires mais aussi sur Belgoprocess, l'IRE et les installations de Mol? Dans le pays le plus densément peuplé d'Europe, ce ne serait pas, me semble-t-il, un luxe superflu.

14.02 Leen Dierick (CD&V): Depuis la catastrophe au Japon, la sécurité nucléaire retient à nouveau davantage l'attention. L'audit de Belgoprocess par l'AFCN en novembre de l'an dernier a provoqué une véritable tempête médiatique. Face aux lacunes dans les procédures menées par Belgoprocess et mises à jour par l'audit, l'entreprise a été invitée à définir un plan d'action.

Où en est-on actuellement? Quand ces lacunes seront-elles comblées? Qu'en est-il des recommandations de l'audit qui devaient être transposées dans des arrêtés royaux, plus particulièrement en ce qui concerne l'analyse des risques?

14.03 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): L'AFCN a effectivement réalisé un audit de sûreté chez Belgoprocess en octobre 2010. Les résultats peuvent être consultés sur le site de l'AFCN. Un plan d'action a été établi sur la base de l'audit et présenté à l'AFCN à l'automne 2010. L'agence a jugé le plan trop vague, avec des objectifs à trop long terme et manquant d'engagements fermes.

Il est important de préciser que le rapport d'audit portait sur des éléments tels que la gestion des rejets, la gestion dynamique de l'analyse de risques, la prévention et la lutte anti-incendie. L'AFCN a toujours soutenu que Belgoprocess pouvait poursuivre ses activités mais que certains points devaient être améliorés.

L'AFCN a demandé une adaptation du plan d'action qui devra être redéposé pour le 15 mai 2011. L'entreprise a alors jusqu'en 2015 pour améliorer les points qui posent problème. L'AFCN a insisté sur l'exécution rapide du plan et entend effectuer un audit de suivi au bout de 18 mois, soit en novembre 2012.

L'abréviation "KB" en néerlandais est source de malentendu. Dans le jargon interne de Belgoprocess, on l'utilise pour "kwaliteitsbeheer".

Tout le monde sait que lors de la réunion avec les experts, j'avais plaidé pour l'organisation de tests de résistance dans les centrales nucléaires. Cette semaine, j'ai chargé l'AFCN d'étendre ces tests à l'IRE, au CEN, à Belgoprocess et à l'ensemble des installations nucléaires.

Nous attendons une proposition de l'Europe en matière de résistance de nos centrales nucléaires. Sur la base de cette proposition, l'AFCN proposera un test adapté à Belgoprocess, au CEN, à l'IRE et à toutes les autres installations, afin que tout le patrimoine nucléaire soit testé.

14.04 Bruno Tobbac (sp.a): Je me réjouis de l'organisation de tests de résistance ailleurs que dans les centrales. Je me demande encore quelle en sera la teneur. J'espère qu'ils iront plus loin que la vérification de la résistance aux tremblements de terre et aux tsunamis.

Il est grand temps de franchir la façade de sécurité que l'on a érigée depuis des années. Je m'interroge quant au fait que les centrales nucléaires ne peuvent pas être inspectées de manière impromptue.

Je plaide pour une évaluation publique de tous les points relatifs à la sécurité de l'ensemble des installations nucléaires de ce pays. Assurons la transparence de tout le processus industriel nucléaire.

14.05 Leen Dierick (CD&V): Il est clair que la sécurité de nos installations nucléaires est d'une importance primordiale et doit s'inscrire dans la culture d'entreprise. Le fait que l'audit en question a eu lieu prouve en fait que les instances de contrôle font du bon travail.

Je suis heureux d'apprendre qu'un plan d'action révisé doit être élaboré pour le 15 mai 2011. Nous assurerons en tout cas un suivi minutieux des points à améliorer au sein de la Sous-commission de la sécurité nucléaire.

L'incident est clos.

15 Question de Mme Catherine Fonck à la ministre de l'Intérieur sur "les problèmes de sécurité à Charleroi" (n° P0235)

15.01 Catherine Fonck (cdH): La situation est devenue préoccupante à Charleroi. Après la mort d'une jeune toxicomane, il y a eu des troubles, à Gilly et Montignies-sur-Sambre. Dans la nuit de lundi, sept voitures et un bulldozer ont été incendiés. Des mesures de sécurité ont été prises par la police locale et la réserve fédérale. Le procureur du Roi a décrété la tolérance "double zéro".

Quelles mesures de sécurité sont-elles prises par la réserve fédérale? Qu'en est-il de l'accord de coordination entre la Justice, la police locale et la police fédérale? La situation est-elle sous contrôle? Les auteurs de troubles viennent-ils de Charleroi ou d'autres localités? Enfin, il semble qu'une drogue plus dangereuse que la cocaïne soit apparue. Avez-vous pris des mesures dans ce domaine?

15.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Les dispositions prises par la police locale de Charleroi sont un renforcement général des patrouilles et des diverses unités d'intervention.

Un renfort fédéral a été fourni par la mise à disposition d'une section de la réserve générale et d'une section prête à intervenir.

Des réunions de coordination ont eu lieu avec le procureur du Roi de Charleroi, les autorités communales, le bourgmestre et son chef de corps ainsi que le Dirco de la police fédérale de Charleroi.

La réponse apportée aux problèmes rencontrés à Charleroi se traduit essentiellement par une présence renforcée des services de police et une réponse rapide du parquet. Il a été procédé à 25 arrestations administratives et à sept arrestations judiciaires. Il n'est pas établi que les auteurs de troubles proviennent de la région bruxelloise. Il serait question ici de réactions épidermiques de bandes de jeunes. Des enquêtes judiciaires sont en cours.

Nous attendons les résultats des examens effectués sur la cocaïne pour mesurer sa toxicité. En cas de problème, l'Institut national de criminalistique et de criminologie et le SPF Santé seront immédiatement informés.

Les dispositifs préventifs veillent à ramener le calme.

15.03 Catherine Fonck (cdH): On peut souligner ici les mesures efficaces et une bonne coordination. Mais la vigilance reste de mise.

Il importe d'intensifier le travail de lutte contre le trafic des drogues en général.

L'incident est clos.

Projets et propositions

16 **Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} février 2011 portant la prolongation de mesures de crise et l'exécution de l'accord interprofessionnel, et exécutant le compromis du gouvernement relatif au projet d'accord interprofessionnel (1322/1-5)**

Discussion générale

16.01 **Herman De Croo** (Open Vld): La Conférence des présidents a modifié l'ordre du jour à la demande du Sénat. Je voudrais insister auprès des orateurs pour qu'ils fassent preuve de concision.

Le **président**: Je ne peux que prendre acte des inscriptions et des temps de parole annoncés. Je demanderai à M. Van Quickenborne de prendre place au banc du gouvernement, Mmes Onkelinx et Milquet nous rejoindront par la suite. *(M. Van Quickenborne prend place au banc du gouvernement)*

16.02 **Meryame Kitir**, rapporteuse: La commission a examiné le projet de loi le 29 mars 2011. La ministre de l'Emploi a rappelé que le projet est basé en grande partie sur le projet d'accord interprofessionnel, qui n'a pas été approuvé par l'ensemble des partenaires sociaux. Le projet de loi prévoit la prolongation des mesures anti-crise: la prolongation du chômage économique pour les employés et la prime de crise pour les ouvriers. Un rapprochement progressif des statuts ouvriers et employés est également prévu.

Un régime de suspension de l'exécution du contrat de travail est mis en place. La seule nouveauté pour les ouvriers réside dans le fait que l'employeur doit s'acquitter d'un supplément venant s'ajouter aux allocations de chômage. Le montant minimum a été fixé à deux euros. Pour les employés, le régime de suspension n'a jamais eu qu'un caractère temporaire. Le projet de loi vise à pérenniser ce régime.

Les employeurs pourront utiliser le régime de chômage économique temporaire si une CCT a été conclue ou s'il existe un plan d'entreprise et l'entreprise doit être considérée comme étant en difficulté. Si l'employeur réunit ces conditions, il adressera une notification au bureau régional de l'ONEm.

Il existe deux formes de suspension, d'une part, une suspension complète de l'exécution du contrat de travail et, d'autre part, un régime de travail à temps partiel, lequel doit compter au moins deux jours de travail effectif par semaine.

Un supplément aux allocations de chômage est également prévu pour les employés. Le montant du supplément doit être fixé dans une CCT ou dans un plan d'entreprise. Si l'employeur a également occupé des ouvriers, le montant du supplément doit être au moins équivalent à celui octroyé aux ouvriers.

Le Fonds de fermeture des entreprises (FFE) prendra désormais en charge, comme il le fait déjà en ce qui concerne les ouvriers, le montant des allocations de chômage.

Certaines dispositions concernent les délais de préavis en cas de licenciement. Les nouvelles mesures pour les ouvriers et pour certaines catégories d'employés entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2012 pour tous les nouveaux contrats.

Pour les ouvriers, un accord a été conclu par analogie avec la CCT n°75: le délai qui y est prévu sera multiplié par un coefficient de 1,15. Les nouveaux délais augmenteront en fonction de l'ancienneté du travailleur. Ce nouveau régime ne s'appliquera pas lorsqu'un délai de préavis dérogatoire a été prévu. Les commissions et les sous-commissions paritaires ont toutefois été invitées à indiquer pour le 1^{er} janvier 2013 leur intention d'augmenter le délai convenu ou de maintenir leur propre délai dérogatoire.

Le projet de loi prévoit également d'intégrer l'ancienneté acquise en qualité de travailleur intérimaire dans le calcul de l'ancienneté. Un régime déterminant de nouveaux délais de préavis sera également applicable aux employés à partir du 1^{er} janvier 2012. Il concerne les employés bénéficiant d'une rémunération annuelle brute dépassant 30 535 euros. Dans ce cas-ci également, l'expérience dans le cadre du travail intérimaire entrera en ligne de compte.

En ce qui concerne les maladies professionnelles, le plafond de rémunération pouvant être pris en compte pour le calcul de l'indemnisation sera augmenté de 0,7 % à partir du 1^{er} janvier 2011. La prime d'accompagnement est principalement inspirée de la prime de crise et à partir du 1^{er} janvier 2012, elle sera

payée à l'ouvrier au moment où son congé lui est notifié. Cette prime sera intégralement prise en charge par l'ONEm.

Le projet prévoit également la prolongation du régime de prépension: prépension à 56 ans moyennant 40 ans d'ancienneté et prépension à 56 ans moyennant 33 ans d'ancienneté en combinaison avec 20 ans de travail en équipes ou de nuit ou en combinaison avec une incapacité de travail dans le secteur de la construction.

M. Gilkinet a déploré le fait que la norme salariale de 0,3 % n'ait pas été traitée au Parlement, ce qui a empêché les parlementaires de déposer des amendements à ce sujet. Il a présenté plusieurs amendements.

Mme Demir a rappelé que le N-VA soutenait le projet d'accord interprofessionnel paraphé par toutes les instances patronales et syndicales. Elle a présenté plusieurs amendements.

M. Vercamer a fait observer que ce projet de loi était le fruit d'un compromis obtenu après une concertation avec les partenaires sociaux et qu'il ne fallait pas mettre en péril l'équilibre trouvé en introduisant de nouvelles propositions au cours de la discussion parlementaire. Des décisions devront être prises dès l'entrée en fonction d'un gouvernement de plein exercice.

M. Bonte et Mme Kitir ont notamment présenté des amendements sur le jour de carence et les bonus.

Mmes Rutten et De Block estiment que l'accord du gouvernement est judicieux mais constatent que les partenaires sociaux ne sont pas parvenus à un accord.

Pour M. D'haeseleer, le projet de loi est une occasion manquée puisqu'il aurait enfin pu permettre d'harmoniser les statuts des ouvriers et des employés.

Mme Fonck défend la proposition de loi, estimant qu'elle offre une solution équilibrée.

M. Mayeur s'est félicité du maintien de l'indexation automatique des salaires et du pouvoir d'achat garanti par la liaison des allocations et des bas salaires au bien-être.

M. Calvo a également présenté plusieurs amendements.

La ministre a répondu aux différentes questions et l'ensemble a été adopté par 11 voix et 6 abstentions.
(Applaudissements)

J'ai été élue dans ce Parlement par des milliers de personnes qui gagnent leur pain à la sueur de leur front, par des travailleurs qui désirent également faire entendre leur voix jusqu'au niveau politique le plus élevé et qui contribuent plus que quiconque à notre économie et à la prospérité du pays. Leurs intérêts sont cependant loin d'être défendus par tous. Je suis redevable à ces travailleurs d'avoir fait en sorte que je puisse aujourd'hui prendre la parole. L'AIP les concerne particulièrement étant donné qu'il y va de leur gagne-pain. Les dispositions convenues dans le cadre de l'AIP revêtent une importance particulière, car si de nombreux collègues ne connaissent probablement même plus avec précision le prix d'un pain, pour l'homme de la rue, en revanche, chaque eurocent compte.

Cet accord n'a hélas pas fait l'unanimité et les syndicats se sont parfois battus en ordre dispersé. Cette situation indique l'immensité du fossé entre défenseurs et détracteurs des propositions.

L'AIP est inscrit à notre menu. Ce que les négociations interprofessionnelles entre employeurs et travailleurs n'a pu résoudre doit être résolu ici par des négociations entre partis politiques.

La proposition comporte des points positifs comme l'adaptation des préavis des ouvriers et la prolongation de la prépension pour certaines catégories de travailleurs. On y trouve aussi une prime d'accompagnement en faveur des travailleurs licenciés, une meilleure indemnisation des maladies professionnelles, un relèvement du salaire minimum et une exonération fiscale d'une partie des indemnités de préavis.

Il nous reste une série de questions et de remarques. Pourquoi n'avoir pas supprimé le jour de carence? Sur ce point, nous présentons à nouveau notre amendement. Pourquoi n'avoir pas allongé davantage les délais de préavis des ouvriers? Nous déposons aussi deux amendements à ce sujet. Et comment espérer une

modération de la part des ouvriers et employés au moment même où les bonus s'envolent et où, par exemple, celui du PDG de Dexia atteint 800 000 euros?

Pour notre groupe, le gouvernement n'a pas suffisamment réagi dans les médias et nous ne pourrions que nous abstenir lors du vote. Nous montrons ainsi notre préoccupation envers ceux dont le travail constitue le gagne-pain et qui portent une responsabilité à l'égard de leur famille. Si nous voulons que tous les Belges continuent à vivre dans une société harmonieuse, le fossé entre riches et pauvres ne peut se creuser davantage. Mettons donc un terme à la folie des bonus. *(Applaudissements sur les bancs du sp.a, du PS et d'Ecolo-Groen!)*

16.03 Zuhail Demir (N-VA): Il y a dix ans, un professeur de droit du travail m'a déconseillé de faire une licence spéciale en droit du travail vu les fortes chances de voir toute la réglementation modifiée. Le gouvernement en affaires courantes est aujourd'hui sur le point, grâce à ce projet de loi, de couler le statut unique dans le béton.

Il y a deux mois, j'ai plaidé dans l'hémicycle pour la concrétisation complète de l'accord interprofessionnel parce que le texte comporte des équilibres fragiles et qu'il a été démontré que l'AIP constitue la solution la plus réaliste. Je constate aujourd'hui qu'il ne reste rien de l'accord conclu et que les équilibres sont bouleversés. Mon groupe a donc présenté huit amendements.

Je dois féliciter Mme Milquet d'avoir fait adopter par le Parlement, en un seul jour et après une seule réunion de commission, le projet loi qui règle la question extrêmement complexe du statut unique. Elle boucle en un jour un dossier sur lequel des experts travaillent depuis plusieurs décennies. Cela en dit long sur le Parlement, sur le gouvernement ou alors sur les partenaires sociaux.

Les mesures anticrise "temporaires" sont prolongées une fois de plus, jusque fin 2011, et on envisage même de leur conférer un caractère structurel après 2011. Ces mesures ont effectivement permis de sauver un nombre important d'emplois pendant la crise financière mais les rendre structurelles sans la responsabilisation nécessaire des employeurs et l'activation des travailleurs générera des effets pervers. Le rapport de l'OCDE, auquel Mme Milquet se réfère volontiers, avait d'ailleurs mis en garde contre ces conséquences. Quel sera l'incidence financière sur la sécurité sociale? L'inactivité est en outre récompensée.

On affirme que ce projet de loi constitue la première étape vers l'harmonisation du droit de licenciement dans le cadre du statut unique. À mon estime, on crée plutôt ici le fondement d'un statut unique.

16.04 Hans Bonte (sp.a): Mme Demir se montre euphorique en ce qui concerne l'énorme avancée dans le cadre du statut unique mais je ne partage pas son point de vue. Il est également dérangeant que la ministre ne soit pas présente lors de la discussion de cette matière.

Mme Demir peut-elle m'expliquer pourquoi elle semble vouloir maintenir une situation dans laquelle en cas de maladie, un ouvrier manuel perd son premier jour de salaire, tandis qu'un employé ne perd rien. Comment justifie-t-elle cette discrimination?

16.05 Zuhail Demir (N-VA): Je ne suis pas contre la suppression du jour de carence. Nous l'avons d'ailleurs dit à la ministre Milquet en commission, mais elle a répondu que les partenaires sociaux n'étaient pas parvenus à un compromis en la matière. Apparemment, cette question doit faire l'objet d'une discussion au sein du Conseil National du Travail. M. Bonte n'était pas présent à cette réunion de la commission et ne pouvait donc le savoir.

Nous avons toujours été partisans d'une harmonisation des statuts, et nous avons à présent franchi une première étape dans le domaine du droit de licenciement. M. Bonte doit poser sa question sur le jour de carence à la ministre Milquet, pas à moi.

16.06 Hans Bonte (sp.a): J'ai dit moi aussi que je trouvais gênant que la ministre ne soit pas présente, mais ici, en l'occurrence, je m'adresse à ma collègue Mme Demir, en tant que représentante d'un groupe important au sein de la Chambre, et je lui fais remarquer que dans la concertation sociale, il n'y a d'accord sur rien. Il n'y avait pas et il n'y a toujours pas d'accord interprofessionnel.

16.07 **Zuhal Demir** (N-VA): Le sp.a a pourtant voté en faveur du projet en commission, avec Ecolo-Groen!. Nous nous sommes abstenus.

16.08 **Hans Bonte** (sp.a): Je demande simplement pourquoi la N-VA s'accroche à cette discrimination entre ouvriers et employés. Pourquoi Mme Demir vote-t-elle contre une proposition qui lève cette discrimination?

16.09 **Zuhal Demir** (N-VA): Nous avons toujours affirmé notre intention de soutenir un AIP intégrant le jour de carence. Cependant, comme la ministre a dit qu'il n'y a pas de compromis concernant le jour de carence et que des négociations doivent encore être organisées au CNT sur ce point, nous nous sommes abstenus. Par contre, Mme Kitir l'a bien adopté.

16.10 **Hans Bonte** (sp.a): Nous avons aussi présenté quatre amendements, entre autres sur la suppression de la discrimination concernant le jour de carence. Le groupe de Mme Demir, tout comme d'autres groupes, utilise le projet d'IPA pour juger qu'il ne convient pas de supprimer la discrimination. Il est regrettable que ces groupes refusent de prendre leur responsabilité de législateur après le pénible constat de l'impossibilité, pour les partenaires sociaux, d'aboutir à un accord. C'est d'ailleurs l'une des raisons de notre abstention.

16.11 **Zuhal Demir** (N-VA): Il sera discuté du jour de carence au CNT. Si nous n'avons pas adopté l'amendement, c'est par respect pour la concertation sociale. M. Bonte n'a d'ailleurs pas adopté mon amendement non plus. Je suis bel et bien favorable à l'harmonisation des statuts.

Nous formulons toutefois des observations critiques en ce qui concerne la prime d'accompagnement que l'ONEm octroiera à partir de 2012 en cas de licenciement. Il s'agit en réalité d'une prime de licenciement déguisée alors qu'aucun accompagnement concret n'est prévu. Il n'est nullement question de l'activation dans le projet de loi, alors que nous y attachons beaucoup d'importance. La dénomination 'prime d'accompagnement' a donc été mal choisie, notamment parce que l'accompagnement est une matière régionale. Nous avons proposé par le biais d'un amendement de modifier la dénomination en 'prime de licenciement'. Nous lisons à présent dans le projet d'accord que l'on parle maintenant d'une 'allocation de licenciement'.

Nous ne trouvons pas logique que la population active doive supporter une partie des frais de licenciement. Je ne comprends pas que les libéraux approuvent une telle disposition. (*Colloques*)

Quoi qu'il en soit, nous avons franchi la première étape sur la voie de la suppression de la différence entre ouvriers et employés. Hélas, les délais de préavis fluctueront en fonction du moment où le contrat de travail aura été rompu, ce qui sèmera une grande confusion dans les entreprises mais aussi du côté des salariés. À partir de 2012-2014, le tribunal du travail devra essentiellement régler la question de savoir quel régime de licenciement sera d'application. Or nous pensons que le législateur doit justement créer de la sécurité juridique et éviter absolument de semer la confusion.

La finalité du présent projet de loi est de procéder à un rapprochement des délais de préavis applicables aux ouvriers et aux employés, ce qui posera des problèmes dans le secteur pétrolier où ces délais ont déjà été assimilés les uns aux autres. Si cette réglementation y est également appliquée, les ouvriers de ce secteur bénéficieront d'un délai de préavis plus important. Le chef de cabinet de la ministre a déclaré à ce sujet en commission que cette mesure devrait être élaborée à l'échelon de l'entreprise. Nous ne sommes pas d'accord car nous pensons que c'est au législateur qu'il incombe de créer de la sécurité juridique. Un certain flou subsiste en ce qui concerne la réglementation définitive. En toute hypothèse, ce sont les travailleuses et les travailleurs qui paieront la note.

Le gouvernement prolonge différentes formes de prépension de deux ans. Dans l'accord interprofessionnel initial, une évaluation du contrat de solidarité entre les générations était liée à cette prolongation. Ce projet n'évoque en rien cet élément. Cela ne coûte pourtant rien de le rappeler dans le projet de loi. Je n'ai d'ailleurs pas obtenu de réponse à ma question relative à l'évaluation déjà annoncée en 2007 dans un arrêté royal.

De nombreux aspects de ce projet de loi seront encore réglés par arrêté royal, comme la fixation de la norme salariale et l'enveloppe bien-être mais je n'ai pas vu les textes de ces arrêtés royaux. Une exonération fiscale

est également prévue pour les deux premières semaines du délai de préavis. La question est de savoir quel sera le coût de toutes ces mesures?

Ce projet de loi est une occasion manquée. Les instances européennes demandent la modération salariale, une révision de l'index et la flexicurité mais le texte du projet de loi est exactement à l'opposé. Nous ne retrouvons aucun élément relatif à une étude de l'index, que les partenaires sociaux avaient intégrée à leur premier accord. Le fragile équilibre de l'AIP initial a totalement disparu. La N-VA s'abstiendra donc. *(Applaudissements sur les bancs de la N-VA)*

16.12 Yvan Mayeur (PS): L'échec des négociations entre les partenaires sociaux est certes dommageable, mais dans le contexte politique actuel, le PS se réjouit que le gouvernement se soit saisi du dossier et se soit prononcé en faveur de la préservation du pouvoir d'achat.

L'indexation automatique des salaires et des allocations sociales est particulièrement importante pour les bas revenus. On ne peut la remettre en question, ni au niveau belge, ni au niveau européen.

Les coûts énergétiques, qui déterminent de plus en plus la compétitivité des entreprises, doivent être contrôlés.

Cela dit, une marge d'augmentation salariale aussi faible que celle reprise par le gouvernement (0,3 %) présente le risque de casser la solidarité. Par conséquent, nous voulons nous interroger sur le principe d'une norme impérative.

L'actualité nous y pousse.

Nous voterons le texte. Néanmoins, nous reviendrons avec des propositions relatives à la limitation des rémunérations.

Nous sommes satisfaits car le gouvernement a pris la décision de renforcer les salaires les plus faibles et de répartir l'intégralité de l'enveloppe destinée à l'adaptation au bien-être des allocations sociales et des plafonds salariaux.

Cependant, le projet d'accord professionnel ne présentait aucune trace d'une augmentation du salaire minimum. C'est donc les deniers publics qui devront suppléer cette carence. Ce qui n'est pas normal. Le dégageant et la répartition d'une enveloppe bisannuelle bien-être sont aujourd'hui des mécanismes structurels qui n'ont rien à voir avec la conclusion d'un accord interprofessionnel. L'enveloppe doit être définie pour le 15 septembre et il n'est pas normal qu'elle devienne une monnaie d'échange dans des négociations pour un accord interprofessionnel.

Ce n'est pas acceptable. Ces deux éléments sont essentiels et les critiques du PS à cet égard sont importantes.

L'harmonisation des statuts ouvrier et employé est une partie importante de l'exécution de ce projet. Notre position est qu'il faut tirer les statuts vers le haut. À l'avenir, nous voulons notamment une réduction de fait de ce qu'on appelle dans le projet les hauts salaires des employés.

Nous reviendrons avec une proposition de loi sur la question, même si nous pensons qu'il s'agit d'une matière qui doit relever de l'accord interprofessionnel.

16.13 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Il est facile de créer un écran de fumée en parlant de choses qui nous choquent aussi et en même temps de voter sans état d'âme un texte que vous décrivez comme mauvais!

16.14 Yvan Mayeur (PS): Quand nous déposons une proposition de loi, nous faisons notre métier! L'accord intervenu au gouvernement, on le respecte, ce qui ne nous empêche pas de donner notre point de vue.

16.15 Hans Bonte (sp.a): Mon groupe ne suit pas la même stratégie que le PS qui fait partie de ce gouvernement boiteux en affaires courantes. M. Mayeur a bien évidemment raison quand il dit que nous

devons faire notre travail. La sp.a fait son travail! Indignés par le versement de primes scandaleuses à des CEO en ces temps de modération salariale pour les travailleurs, nous présentons un amendement afin d'éviter ce genre de dérive.

Nous agissons de la même manière en ce qui concerne le statut des ouvriers et des employés. Tout le monde regrette l'absence d'AIP. Nous serons bientôt à nouveau confrontés à un arrêt de la Cour constitutionnelle qui oblige le législateur à gommer cette discrimination. Le PS maintient délibérément la discrimination pour ce qui est du jour de carence. Cela n'a rien à voir avec la loyauté envers le gouvernement ou avec l'AIP parce qu'il n'y a pas d'AIP.

Les représentants de la CSC ont fait savoir en dehors de l'enceinte du Parlement que les ouvriers doivent être mieux protégés et que le jour de carence doit être supprimé or ils font aujourd'hui exactement le contraire. Ceci concerne une catégorie de la population qui n'a déjà pas vraiment confiance dans la politique. Songez-y!

16.16 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Lorsque nous avons la capacité de prendre nos responsabilités, comme vous, nous le faisons en respectant la parole donnée. Et nous essayons de négocier en amont les meilleurs accords sur le plan social et environnemental.

16.17 Stefaan Vercamer (CD&V): M. Bonte semble oublier qu'il y avait bel et bien un projet d'AIP comportant une proposition relative au jour de carence. Il a toutefois été rejeté par le syndicat socialiste. *(Tumulte)*

16.18 Yvan Mayeur (PS): Il est inacceptable que le jour de carence n'ait pas été supprimé et que nous n'ayons pas avancé à ce sujet.

Le régime de suspension du contrat de travail des employés est une mesure temporaire de crise qui deviendra structurelle à partir du 1^{er} janvier 2012. Les critères de l'entreprise en difficulté comportent un risque d'utilisation abusive de cette mesure. Certaines entreprises pourraient être tentées d'utiliser le chômage temporaire in fine pour réduire leurs coûts et avec les moyens de la sécurité sociale. Vous avez d'ailleurs déposé un amendement à mon initiative, je vous en remercie.

16.19 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): La meilleure manière de me remercier, c'est de le voter! Vous avez effectivement fait progresser cet excellent amendement. Je le redépose aujourd'hui et je compte sur votre soutien tout à l'heure!

16.20 Yvan Mayeur (PS): Cet amendement ne rencontrera aucune majorité aujourd'hui dans ce Parlement. Il est plus efficace de le redéposer sous forme de proposition de loi.

Présidente: Corinne De Permentier

16.21 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Vous avez une drôle de conception de la démocratie! Si on vous suit, les partis de la minorité ne peuvent jamais déposer d'amendement!

Votre suggestion de transformer nos amendements en propositions de loi est excellente, et ces propositions seront à prendre en considération après Pâques. Nous pourrions donc corriger ce mauvais texte que nous ne voterons pas aujourd'hui.

16.22 Yvan Mayeur (PS): Ma conception de la démocratie est que 12 plus 26 sur 150, cela ne fait pas une majorité! Par ailleurs, les réticences patronales à conclure des conventions collectives de travail ont des conséquences dommageables pour les employés. L'absence d'encadrement sectoriel accentue, en outre, les disparités entre travailleurs.

C'est pourquoi, je redemande à la ministre qu'elle recommande aux partenaires sociaux et au banc patronal d'engager des négociations sur la conclusion de conventions sectorielles.

En ce qui concerne le rapprochement des statuts ouvrier et employé, quelques remarques au sujet de la prime d'accompagnement, rebaptisée "allocation de licenciement". Dans le cadre des mesures temporaires

de crise, on peut comprendre la dispense accordée aux employeurs de verser leur quote-part, mais elle ne peut constituer une solution à long terme. Rendre cette allocation structurelle ne doit pas déresponsabiliser l'employeur par rapport à une allocation forfaitaire qui n'existerait pas si les ouvriers bénéficiaient d'un vrai délai de préavis.

Ces délais ne sont pas des privilèges, mais une assurance contre les licenciements. Tout ce qui peut soulager un travailleur mis au chômage est bienvenu, mais faire payer l'intégralité par la sécurité sociale, donc par les travailleurs eux-mêmes, est un non-sens. Il vaut mieux relever les préavis des ouvriers au niveau de celui des employés, soit un nivellement vers le haut des statuts.

Le groupe PS apportera son soutien au projet qui traduit l'accord interprofessionnel amendé par le gouvernement. Le pouvoir d'achat de l'ensemble de la population est consolidé dans un contexte européen marqué par l'austérité.

Ensuite, la concertation sociale fédérale est maintenue et est une référence pour le gouvernement.

Ces deux éléments sont essentiels. Nous soutenons le projet, mais le PS restera vigilant au sujet des points abordés.

16.23 David Clarinval (MR): Il est inutile de rappeler le contexte difficile dans lequel les partenaires sociaux étaient parvenus à conclure un accord interprofessionnel. Le rejet par deux syndicats signataires fut, dès lors, déplorable. Le gouvernement a pris les choses en main pour trouver un compromis et mettre en œuvre un accord équilibré.

Ce projet de loi doit être examiné dans un ensemble comprenant la norme salariale et des mesures fiscales concernant notamment les bas salaires.

Relevons plusieurs points positifs. Ainsi, est prévue la prolongation des mesures de crise jusqu'à la fin de l'année. Le projet prévoit un mécanisme pérenne de chômage économique pour les employés. Nous nous réjouissons aussi d'une première étape dans l'harmonisation des statuts ouvrier et employé.

Soulignons aussi les points faibles de ce texte. La notion de prime d'accompagnement n'est pas adéquate: c'est une prime de licenciement. Il aurait fallu l'assortir d'un processus d'activation du travailleur ayant perdu son emploi.

Nous déplorons aussi la disparition de l'étude relative au système d'indexation. C'est finalement un texte de compromis. Le MR le soutiendra.

16.24 Stefaan Vercamer (CD&V): Ce projet de loi constitue en fait une copie améliorée de celle des partenaires sociaux. Leur projet d'accord comportait notamment une réglementation pour le jour de carence. Tous les partenaires sociaux n'ayant pas défendu le projet avec le même enthousiasme, cette réglementation n'est à présent pas inscrite dans le projet. (*Protestations de M. Bonte*) Monsieur Bonte, il est un peu trop facile de retirer cet élément du projet d'accord et de le régler par le biais d'une loi. L'équilibre global a ainsi été perturbé.

16.25 Hans Bonte (sp.a): Le processus démocratique normal de la concertation sociale n'a pas permis d'aboutir à un AIP. Ce n'est pas parce que plus de 50 % des membres de l'ACW ont adopté le projet que l'on dispose subitement d'un AIP! Si M. Vercamer respecte la concertation sociale, il doit accepter la situation. Dois-je conclure de ses propos qu'il estime que le texte du projet concernant le jour de carence était une bonne réglementation?

16.26 Stefaan Vercamer (CD&V): En ce qui concerne le jour de carence, la majorité des décisions sont prises au niveau sectoriel. Rien n'empêche M. Bonte d'inscrire dans les prochains mois à l'ordre du jour de la concertation sociale les points qui n'ont pas encore été réglés.

16.27 Zuhal Demir (N-VA): M. Bonte, j'ai le texte du projet d'AIP sous les yeux! Le jour de carence y était mentionné mais le syndicat socialiste s'y est opposé. Je ne comprends absolument pas les propos que vous tenez maintenant.

16.28 Hans Bonte (sp.a): Personnellement, je respecte la concertation sociale. Si un projet d'AIP est rejeté dans ce contexte, alors cet AIP n'existe pas. L'histoire nous apprend que notre législation sociale et du travail a toujours été élaborée par le biais de la concertation syndicale, par la concertation dans les entreprises et les secteurs.

M. Vercamer dit, à juste titre, que le jour de carence a été supprimé dans de nombreux secteurs et entreprises. Cependant, il n'a pas été éliminé dans les secteurs où la position des syndicats est la plus faible. Les responsables politiques progressistes ont comme vocation historique de protéger les plus faibles par des lois. On ne peut pas se retrancher derrière un projet qui a été rejeté par une grande partie des syndicats.

16.29 Zuhail Demir (N-VA): La loi de '78 comporte le jour de carence des ouvriers. Il a été instauré par le gouvernement Tindemans II, dont le Parti Socialiste Belge faisait partie à l'époque. Je ne comprends pas pourquoi M. Bonte nous rebat les oreilles maintenant pour le supprimer de nouveau.

16.30 Stefaan Vercamer (CD&V): M. Bonte a une mémoire sélective lorsqu'il s'agit d'histoire sociale. Il est déjà arrivé dans le passé qu'un projet d'accord social soit descendu en flammes et les partenaires sociaux ont alors convenu avec le gouvernement de s'en tenir tacitement aux accords.

Nous ne pouvons tout de même pas faire comme si le projet d'accord n'avait pas existé parce que certains partenaires sociaux l'ont rejeté! Comme dans le passé, nous en tenons compte. Et le gouvernement l'a encore quelque peu amélioré.

16.31 Hans Bonte (sp.a): Aucun un accord interprofessionnel digne de ce nom ne peut être fondé sur de telles méthodes. Il existera toujours bien l'un ou l'autre projet dont le gouvernement pourra estimer qu'il s'agit d'un accord interprofessionnel et sur la base duquel il fera ce qui lui plaît.

16.32 Stefaan Vercamer (CD&V): Le gouvernement a amélioré le projet d'accord social à l'issue d'une concertation approfondie. Il a même opéré des choix très clairs dans un contexte budgétaire limité.

Les nombreuses discussions, y compris informelles, qui ont eu lieu ont également prouvé que le projet était soutenu par un grand nombre d'acteurs. Or cette condition est un ingrédient essentiel de la paix sociale. Nous voterons dès lors en faveur de ce projet de loi.

L'affectation de l'enveloppe du bien-être constitue un élément tout aussi important et indissociable de ce projet. Alors que les partenaires sociaux désiraient qu'un minimum de 60 % des 498 millions soient utilisés, le gouvernement s'est engagé à dépenser 100 % de ce montant. Cette décision permettra d'augmenter le montant des pensions les plus anciennes et les plus basses ainsi que des allocations les plus faibles, y compris l'allocation d'invalidité, que nous désirons déjà adapter depuis longtemps. À nos yeux, cette évolution constitue le prolongement logique de la politique de justice sociale définie il y a trois ans. Il s'agit également d'un levier important dans la lutte contre la pauvreté et d'une étape importante dans le cadre de l'objectif de réduction de l'écart de bien-être.

J'invite le gouvernement à continuer à protéger notre pouvoir d'achat en Europe par le maintien du mécanisme de l'indexation, du principe de la détermination du salaire et de l'implication des partenaires sociaux.

Les propositions relatives à l'harmonisation des statuts des ouvriers et des employés constituent une première étape qui ne permettra cependant pas d'apporter une contribution majeure à la transparence de notre droit du travail.

Nous pouvons nous en accommoder dès lors que nous considérons ces propositions comme un premier pas vers un système harmonisé définitif. Nous attirons néanmoins l'attention sur l'absence d'échéance, car nous ne voudrions pas qu'en 2016, les partenaires sociaux nous disent qu'ils ne sont toujours pas parvenus à un accord. Le prochain gouvernement devra s'attacher à responsabiliser les partenaires sociaux de façon à veiller à ce que le statut unique devienne effectivement une réalité en 2016.

J'ai encore une question technique à propos des délais de préavis. À l'article 10, il est question d'ouvriers, et,

à l'article 25, d'employés. À l'article 25, les situations dans lesquelles l'article s'applique ne sont pas précisées. Il serait bon, dans un souci de clarté, que ces précisions soient ajoutées.

16.33 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Cette journée de débats en commission des Affaires sociales a été frustrante; beaucoup de collègues ne se sont pas exprimés et aucune majorité alternative ne s'est dégagée sur les amendements déposés. J'estime que c'est un manque de courage.

16.34 Yvan Mayeur (PS): Même si certains de vos amendements, notamment ceux inspirés par moi, sont bons, même si nous les votons, nous ne sommes pas majoritaires dans cette assemblée. Cet acte n'a donc aucun intérêt. Pire, l'accord de gouvernement serait rompu et, éventuellement, permettrait à d'autres, de créer d'autres ruptures.

La logique, quand on appartient à un gouvernement, est de soutenir le projet provenant du gouvernement. Vous proposez un écran de fumée!

16.35 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Je connais votre stratégie consistant à annoncer le pire pour dire ensuite qu'il n'est pas arrivé et que c'est grâce à vous! Je vous dénie aussi la paternité des amendements redéposés par mon groupe aujourd'hui.

Nous sommes dans une crise institutionnelle grave. Sans rééquilibrage, la rupture de la paix sociale nous coûtera cher. Cela concerne tout le monde, pas seulement le groupe PS. Quand j'entends vos déclarations courageuses à la tribune, je m'étonne de l'absence de cohérence de vos votes.

Cet accord interprofessionnel est une originalité belge. Il permet de protéger les secteurs moins bien représentés. Depuis 2007, les partenaires sociaux ont assuré une certaine stabilité à notre économie. Souvent, ils se sont montrés plus responsables que les mandataires politiques.

La loi de 1996 relative à la compétitivité est claire. Le gouvernement doit soumettre une nouvelle proposition dans le but d'obtenir le consensus. Jusqu'ici, il n'a pas obtenu davantage de soutien. Cette loi prévoit un troisième tour et c'est là que le Parlement a sa responsabilité à prendre. Nous jouons donc notre rôle d'opposition pour tenter d'améliorer le texte.

Cet accord s'inscrit dans un contexte de dégradation générale. Notre économie manque de régulation parce que de mauvaises réponses sont apportées à de bonnes questions. Je citerai en exemple la question du coût de l'énergie qui fait retirer ce paramètre de ceux pris en considération pour le calcul de l'index alors qu'il faudrait mobiliser l'ensemble des moyens publics et privés pour permettre à chacun plus d'efficacité énergétique.

Le troisième élément qui explique cette situation, c'est la crise financière et le retour de l'arrogance. Les bonus patronaux et la lenteur des réformes nécessaires font craindre aux travailleurs d'être obligés de payer la crise une nouvelle fois.

Dernier élément insécurisant, le contexte européen. La nouvelle gouvernance économique, le semestre européen, le pacte pour l'euro, l'obligation d'équilibrer les budgets, l'austérité généralisée, tout cela ne crée pas un contexte favorable à de bons accords. Il ne peut pas y avoir de bons accords interprofessionnels s'ils ne s'adossent pas à un bon projet politique. Or, ce projet porteur n'existe pas. Il est urgent de donner une impulsion à ces mesures de régulation qui permettent d'améliorer les échanges et de protéger les économies qui fonctionnent comme la nôtre avec des critères sociaux et environnementaux élevés. Il faut investir dans l'économie de demain. Et là, la question énergétique est centrale. Nous attendons du gouvernement qu'il donne des signes en ce sens.

Cet AIP est peut-être le plus mauvais de l'histoire de la concertation sociale. Je ne jette pas la pierre aux négociateurs qui ont tenté d'aboutir et je ne nie pas les premières avancées dans l'amélioration du statut d'ouvrier, mais je refuse de présenter comme des avancées ce qui n'est que l'application de la loi.

La liaison partielle des allocations sociales au bien-être a été payée par les travailleurs dans le cadre du pacte de solidarité entre les générations. Il ne s'agit pas de la leur faire payer à nouveau! Il est insupportable de devoir négocier trois fois de petits avantages sociaux essentiels dans un contexte où des travailleurs et

des allocataires sont de plus en plus pauvres.

Ce texte de compromis comporte plus d'une faiblesse. La première se situe dans le donnant, donnant entre l'amélioration du statut ouvrier et la dégradation du statut employé. Améliorer le statut ouvrier est urgent. Il faut donner à cette catégorie des conditions salariales et contractuelles dignes. Les différences qui existent encore entre ces statuts sont vexatoires, comme le jour de carence par exemple. Nous avons manqué ici une occasion de mieux rapprocher ces statuts.

Certes, il y a des améliorations pour le préavis des ouvriers. En revanche, nous ne trouvons pas acceptable que cela se fasse au détriment des conditions de préavis des employés. Le préavis est là non seulement pour préserver un certain niveau salarial, mais surtout pour placer une barrière contre le licenciement. Nous proposons donc un amendement pour supprimer les articles visant à diminuer les conditions de préavis des employés.

Deuxième faiblesse: les avancées sociales. Le projet d'AIP prévoyait une augmentation en deux temps de la durée de préavis des ouvriers. La deuxième augmentation a disparu dans le texte gouvernemental. De plus, cette augmentation ne concernera que les futurs contrats, même si le Conseil d'État a qualifié cela de discrimination injustifiable. De même, élément positif, on propose de valoriser les périodes d'intérim pendant un an avant le début du contrat. Mais pourquoi limiter cette avancée à une seule année? Nous proposons que cette valorisation soit fonction du temps effectivement presté en intérim.

Le salaire minimum est augmenté de dix euros par mois, à charge de la collectivité via des projets de loi fiscaux qui doivent encore nous être soumis. Il nous semble nécessaire de l'augmenter plus, de façon à lutter contre ce piège à l'emploi que sont les emplois précaires. De même pour l'augmentation du salaire minimum des travailleurs de moins de vingt et un ans: le gouvernement aurait pu la réintroduire dans son projet.

Une troisième faiblesse du texte, c'est une faiblesse récurrente des mécanismes d'aide aux entreprises mis en place par l'État: les aides à l'emploi ne sont pas suffisamment soumises à des conditions. Cela offre aux employeurs les moins scrupuleux une aubaine pour augmenter leurs bénéfices au détriment de la collectivité. C'est pour cela que nous avons proposé de relever les seuils pour bénéficier du chômage économique des employés de 5 %, avec comme référence l'année N-1 plutôt que l'année N-3. Certaines propositions relevaient du bon sens et visaient une bonne gestion des deniers publics.

La quatrième faiblesse de ce projet, c'est le financement par la collectivité de reculs sociaux. La prime de crise pour les ouvriers licenciés, qui est devenue indemnité de licenciement après débat, est une fausse bonne idée. Le préavis sert, d'une part, à préserver pendant une période le pouvoir d'achat des travailleurs licenciés et, d'autre part, à les protéger contre le licenciement. Cette indemnité de licenciement à charge de l'État, si elle peut soulager à très court terme – et quelqu'un qui est en situation de détresse l'accueillera...

16.36 Catherine Fonck (cdH): Je vous arrête en ce qui concerne l'indemnité de licenciement. Vous savez qu'un autre scénario était possible. Une proposition intéressante était de faire un plus grand pas dans l'harmonisation des préavis. Il est sans doute dommage d'avoir raté ce scénario. Mais s'il n'a pas été suivi, c'est qu'il n'y avait pas d'accord de tous les syndicats. Mais la CSC était d'accord sur cette proposition qui aurait permis une augmentation plus importante de la durée du préavis, mais aussi la participation des employeurs dans l'outplacement. La proposition a été faite, mais les syndicats qui critiquent aujourd'hui sont ceux qui ont refusé hier cette proposition.

16.37 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Je ne suis le porte-parole d'aucun syndicat: mon groupe a son opinion propre. Et ne me dites pas que je ne suis pas intervenu en commission!

L'indemnité de licenciement complémentaire à charge de l'État fédéral risque de nous inscrire dans un engrenage dangereux: finalement, les employeurs disposeront d'une forme d'"encouragement à licencier"!

Nous avons proposé que cette indemnité complémentaire soit prise en charge par les employeurs.

Vous proposez un "corsetage" de la norme salariale maximale (0,3 %), alors que celle-ci avait toujours été indicative. Cela pose problème quand on constate que certains secteurs ont renoué avec des bénéfices très importants, qu'on octroie des bonus salariaux confortables, etc. Suite à la fixation de la norme à 0,3 %, ces

secteurs ne pourront pas jouer le rôle de locomotive sociale à l'égard des autres secteurs. Ils risquent de recourir davantage aux avantages non-salariaux, qui ne sont pas toujours les plus justes, ni les meilleurs pour l'environnement.

Ce n'est donc pas dans les deux prochaines années que l'on pourra, grâce à des progressions salariales suffisantes, rééquilibrer la part des salaires par rapport à celle des capitaux dans notre PIB.

Ces dernières années, la situation des travailleurs n'a cessé de se dégrader. Les Régions travaillent du mieux qu'elles peuvent.

Le plan Marshall 2.vert offre des perspectives.

L'efficacité énergétique doit être une priorité du fédéral, en vue d'améliorer la compétitivité des entreprises, de créer des emplois et d'améliorer notre balance commerciale.

J'appelle les collègues de tous les bancs à voter les quinze amendements que nous redéposons. *(Applaudissements sur les bancs d'Ecolo-Groen!)*

16.38 Maggie De Block (Open Vld): Le présent projet de loi a été élaboré pour préserver le climat socio-économique de l'agitation sociale et pour garantir la compétitivité de la Belgique. La crise n'est sûrement pas encore terminée. En l'absence d'un accord entre les partenaires sociaux, le gouvernement a pris ici ses responsabilités.

Nombreux sont ceux qui déplorent qu'un accord n'ait pas pu être conclu. Des messages erronés ont parfois été diffusés. Ainsi, la norme salariale ne risque pas d'entraîner un appauvrissement, compte tenu de l'indexation et de l'augmentation de 0,3 %. Quid si cette norme était annulée par le Conseil d'État?

En deux ans, l'inflation est passée de 3,9 à 5,4 %, ce qui aggrave notre handicap salarial. Nous sommes confrontés à un important choix de société entre nouveaux emplois et augmentation du pouvoir d'achat pour ceux qui ont déjà un emploi. Nous n'avons en effet pas les moyens de réaliser les deux objectifs. Ce type de décisions requiert plus que jamais des chiffres objectifs concernant l'emploi, notre compétitivité et le statut de nos ouvriers et employés. Avec cet accord, nous avons heureusement réalisé la première phase du statut unique, avec une amélioration du statut d'ouvrier. Par ailleurs, les autorités continuent à respecter l'autonomie des partenaires sociaux dans ce dossier. Il importe également que la convergence entre les deux statuts soit une opération blanche.

Nous avons examiné en commission une série d'amendements assez unilatéraux impliquant une hausse des coûts, tels que la suppression du jour de carence, si ardemment défendue ici par M. Bonte. Nous sommes également favorables à cette suppression, mais elle est prévue dans la deuxième phase de l'accord et nous souhaitons respecter le plan initial des partenaires sociaux.

16.39 Hans Bonte (sp.a): Mme De Block parle d'un accord, mais il n'y a pas d'accord. Ainsi, parlerait-elle d'un accord interprofessionnel en présence d'un projet de texte rejeté par la FEB et l'UNIZO? En adoptant une telle approche, on sonne le glas de la concertation sociale.

16.40 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Il est question, en l'espèce, de responsabilités et d'engagements. Il est inadmissible de d'abord donner son accord pour ensuite venir envenimer les choses.

16.41 Maggie De Block (Open Vld): Je crains que M. Bonte ne se répète. Il y a eu un projet, signé par tous les participants aux négociations. Lors de la consultation de la base, il s'est avéré que certains syndicats n'étaient pas disposés à soutenir l'accord, à la suite de quoi le gouvernement a pris ses responsabilités. Cela n'a donc aucun sens que M. Bonte continue d'exprimer sa déception devant le Parlement.

Nous trouvons quant à nous que la prolongation des dispositions relatives au système des prépensions n'est pas un bon signal, vu l'impact du vieillissement sur notre économie et le nombre croissant d'emplois vacants. Nous espérons que cet aspect sera rectifié après l'évaluation du Pacte de solidarité entre les générations en septembre 2011. La ministre pourrait-elle d'ailleurs donner de plus amples informations sur cette évaluation, de façon à ce que nous ayons également une idée de la manière dont nous pourrions aborder la

question des pensions? La Belgique est en effet l'un des rares pays de l'UE qui n'a pas encore réformé sa législation en matière de pensions.

L'allocation de licenciement, l'ancienne allocation de crise, sert à préserver le pouvoir d'achat. Elle sera à présent entièrement à charge de l'ONEm. En échange, nous aurions toutefois également souhaité qu'un certain nombre de mesures d'activation soient prises.

Nous espérons par ailleurs que la ministre veillera à ce que les dispositions relatives au calcul de l'ancienneté des travailleurs intérimaires et à l'harmonisation des délais de préavis seront appliquées conformément au projet initial.

En adoptant ce projet, nous espérons pouvoir remettre la concertation sociale sur les rails. Le travail n'est pas terminé. Pour sortir de la crise économique, des mesures supplémentaires seront nécessaires. Les politiques ont pris leurs responsabilités. Nous espérons – nous l'exigeons même – que les partenaires sociaux adopteront la même attitude et aboutiront à un accord correct sur une politique en matière d'emploi et de pensions. (*Applaudissements*)

16.42 **Guy D'haeseleer** (VB): Un certain nombre de dispositions de ce projet de loi relatif au prolongement des mesures de crise, telles que le chômage temporaire pour les employés et la prime de crise en cas de licenciement, emportent notre adhésion.

L'objectif principal de ce projet était l'harmonisation progressive des statuts d'ouvrier et d'employé. C'était également la raison pour laquelle les réactions à propos de l'AIP ont initialement été si euphoriques. Plusieurs syndicats ont ensuite sabordé l'accord. Mon groupe estime toutefois qu'il s'agit d'une occasion manquée. Le projet ne permettra pas l'instauration d'un vrai statut unique dans un avenir proche. Le Parlement ne peut pas accepter un tel état de fait.

En 1993 déjà, la Cour d'arbitrage avait déclaré inconstitutionnelle la distinction entre le statut d'employé et le statut d'ouvrier. Depuis lors, l'on a beaucoup discoursé mais rarement joint le geste à la parole. Les membres de la majorité se sont constamment révélés être inféodés aux syndicats et ceux-ci ont systématiquement réduit la marge de manœuvre. Lors de chaque négociation consacrée à l'AIP, dans la déclaration de politique de chaque ministre de l'Emploi, la promesse a été faite d'élaborer un statut unique. Des études ont suivi et des experts ont été désignés. Cela n'a rien donné du tout.

Les partenaires sociaux se sont toujours évertués à faire en sorte que le Parlement ne se saisisse pas de ce dossier mais entre eux, ils se sont avérés incapables de sortir de l'impasse. Les employeurs n'ont pas tort de craindre une augmentation de leurs coûts salariaux en cas d'adoption d'un statut unique. Mais dans ce dossier, les syndicats font également preuve d'un grand conservatisme. Ils montent au créneau dès qu'ils perçoivent la moindre petite discrimination mais feignent de ne pas percevoir la plus grande discrimination qui existe dans notre pays, celle entre statuts d'ouvrier et d'employé.

Le "monstre" qui sera adopté aujourd'hui n'apporte aucun changement au fond. Les délais de préavis ont été légèrement rabotés, un échancier a été élaboré jusqu'en 2016 – bien qu'il ait déjà disparu du projet entre-temps – mais finalement et au bout du compte, le statut unique n'existera toujours pas. Par contre, la discrimination sera encore plus grande entre les groupes de travailleurs, en fonction de la date de leur licenciement. Le droit du travail n'en sera que plus complexe.

En réalité, les syndicats ne veulent pas de statut unique. Leur organisation, avec des commissions et d'autres organes, joue un rôle important à cet égard. Les structures de pouvoir et les intérêts financiers des syndicats pourraient, en effet, être menacés et ces éléments priment évidemment les intérêts des travailleurs.

De plus, je me demande comment on parviendra un jour à un accord, à présent que certains négociateurs sont rappelés à l'ordre par leur base et qu'il n'est donc absolument plus évident de savoir en quel nom ils s'expriment. Ce qui est arrivé à Rudy De Leeuw pourrait bien annoncer la fin de la concertation sociale. Celui qui aurait pensé que l'intéressé sauverait la face et démissionnerait, s'est trompé. La dignité lui est étrangère.

L'absence de statut unique constitue un sérieux handicap pour notre marché de l'emploi et a également un

impact important sur l'afflux de jeunes vers les professions techniques, alors que les besoins dans ce secteur sont importants. En outre, ce projet de loi met le Parlement hors-jeu pour plusieurs années parce que le calendrier convenu avec les partenaires sociaux s'étend jusqu'en 2014-2016. Nous ne pouvons aujourd'hui fonder nos espoirs que sur l'arrêt de la Cour constitutionnelle qui sera rendu prochainement.

Le Parlement doit montrer les dents, s'approprier le dossier et imposer un statut unique équilibré, et cela bien entendu sans augmentation des coûts salariaux. Le statut unique doit être instauré parallèlement à une réduction sensible des charges salariales et des frais de licenciement. Les indemnités de préavis doivent être exonérées des cotisations de sécurité sociale. Il n'est tout de même pas normal que 60 % d'une prime de licenciement aillent à l'État?

Je ne puis concevoir que les parlementaires soient satisfaits de ce projet de loi. Une fois de plus, il s'agit d'un compromis typiquement belge qui ne résout aucun problème fondamental. Ce pays croule sous les compromis belges. Il est grand temps de saisir le gouvernail. Chaque journée que nous laissons passer est néfaste à la prospérité de la Flandre.

Le Vlaams Belang ne soutiendra pas l'AIP. (*Applaudissements sur les bancs du VB*)

16.43 Catherine Fonck (cdH): Le projet que nous allons voter aujourd'hui est équilibré. Cet accord n'est pas banal. Premièrement parce que le gouvernement est en affaires courantes. Deuxièmement parce que le dossier est délicat en tant que tel. Mais l'accord est là aujourd'hui. C'est une proposition claire, le gouvernement a assumé ses responsabilités.

Premièrement, je voudrais insister sur le fait que l'indexation des salaires n'a pas été remise en question. Cela était singulièrement important.

Deuxièmement, il y a une marge pour l'augmentation salariale, en plus de l'index, à partir de 2012. Il est vrai que 0,3 %, ce n'est pas beaucoup, mais si l'on regarde les chiffres, puisqu'on attend une augmentation de l'indexation de 3,9 %, cela revient à dire que les salaires vont augmenter de 4,2 % en deux ans.

Troisième point important: la prolongation des régimes de prépension particuliers, qui tiennent compte du caractère pénible du travail. Le CNT craint de ne pas voir prolonger ces conventions collectives 96 et 97. Il était important de valider par la loi ces régimes particuliers, en l'absence d'un accord au sein du CNT d'ici le 15 avril.

Les deux mesures de crise (prime de crise et chômage économique des employés) ont montré des effets en matière d'emploi, et il faut les pérenniser.

L'affectation des 500 millions à l'augmentation des allocations sociales pour les pensionnés, les malades invalides et les chômeurs est positive, mais ne nous exonère pas d'un futur débat à ce sujet.

En matière d'harmonisation des statuts d'ouvrier et d'employé, il s'agit d'un premier pas. Pour la première fois, une loi augmente les préavis des ouvriers. Mais les partenaires sociaux devront fixer les phases suivantes de l'harmonisation.

C'est un accord équilibré, important pour les travailleurs, qui amène une bouffée d'oxygène aux entreprises, même s'il reste encore des problèmes à résoudre.

Des avancées devront être réalisées, sur le rapprochement du statut des ouvriers et des employés, la suppression du jour de carence, la politique de liaison au bien-être, la responsabilité solidaire des entreprises, ou encore les enjeux des entreprises liés à l'innovation, la recherche et la formation. Cela devra se faire dans un accord de gouvernement et en lien avec les partenaires sociaux. En tout cas, cela balise les prochains mois et années où, pour les travailleurs, les entreprises et le développement économique, des éléments importants seront à défendre et des solutions devront être apportées. (*Applaudissements*)

16.44 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Le fait que ce projet de loi ait donné lieu à un débat long et animé en commission est une bonne chose. L'AIP touche en effet à l'activité professionnelle d'un grand nombre de travailleurs. Ce n'est pas chaque semaine qu'un sujet illustre, avec une telle évidence, les contradictions

entre la gauche et la droite. Malheureusement, ce ne fut pas un débat productif.

Deux visions, celle de l'école Mayeur et celle de l'école Gilkinet, se côtoient en effet. L'école Mayeur affirme que les partenaires sociaux ont négocié un accord mais ne sont pas parvenus à convaincre leur base. Le gouvernement en affaires courantes a tenté de sauver les meubles. Malgré la contestation sociale, le Parlement doit adopter la proposition du gouvernement, telle est l'opinion des partisans de cette école.

L'école Gilkinet souligne la légitimité de la contestation sociale et du débat parlementaire. Les partisans de cette vision – et nous en sommes – ne peuvent pas s'incliner aussi facilement devant le texte du gouvernement. C'est pourquoi mon groupe a déposé une série d'amendements axés sur le progrès social. Nous voulons offrir une réponse aux préoccupations justifiées d'un grand nombre de travailleurs. Je suis curieux de voir comment les autres groupes voteront.

Dans l'un de nos amendements, nous demandons que les périodes de travail intérimaire soient également pris en compte dans le calcul de l'ancienneté.

Un autre amendement concerne la suppression du jour de carence. En commission, j'ai demandé à la ministre la raison technique, économique ou sociale pour laquelle on avait finalement maintenu le jour de carence, alors que sa suppression était prévue dans l'accord de médiation. La ministre a répondu que c'était le résultat d'un équilibre politique et que l'on n'était pas parvenu à aller au-delà sans compromettre cet équilibre. Je suppose donc lors que les libéraux n'ont pas pu être convaincus de l'opportunité de supprimer le jour de carence. Cette pratique discriminatoire complique pourtant les discussions sur le statut des ouvriers et des employés. Ecolo-Groen! propose donc de supprimer le jour de carence par la voie d'un amendement.

Dans un autre amendement, nous demandons d'augmenter le salaire minimum de 20 euros par mois, à charge des employeurs. Il faut absolument éviter les pièges à l'emploi et faire quelque chose pour le groupe de plus en plus nombreux des "travailleurs pauvres". Nous demandons en outre que l'on supprime enfin la distinction discriminatoire entre le salaire minimum des jeunes de moins de 21 ans et celui des autres travailleurs.

Nous avons déposé un certain nombre de propositions concrètes, parce que nous pensons que ces propositions méritent un débat parlementaire et que nous ne pouvons nous résoudre à approuver simplement ce projet sans modifications. La tendance Mayeur annonce qu'elle déposera des propositions de loi à caractère social d'ici à deux semaines, mais ce n'est pas comme ça que nous travaillons. Je trouve étrange qu'un parti social-démocrate comme le PS veuille attendre jusqu'après Pâques avant de s'attaquer aux problèmes sociaux.

16.45 Yvan Mayeur (PS): Y a-t-il suffisamment de membres pour soutenir la stratégie de M. Calvo? Il faut une majorité à cet effet.

16.46 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Lorsque nous avons une conviction, nous déposons des propositions et nous n'attendons pas jusqu'après un congé pour faire de la politique sociale. C'est là la différence entre les écologistes et le PS. J'espère que l'électeur francophone en est conscient.

Grâce au PS, du travail nous attendra donc après Pâques en matière de politique sociale. Mon parti s'engage à réfléchir dans une perspective à long terme. Pour les partis conservateurs, la concertation sociale doit porter uniquement sur les coûts salariaux mais, pour nous, la concertation sociale du futur concerne également les prix de l'énergie et des matières premières.

Ce projet de loi n'est pas un mauvais accord, mais il est insuffisant. Il n'offre aucune garantie de stabilité sociale ou économique, que ce soit à court ou à long terme. Il n'offre aucune réponse à une série de besoins du monde du travail et ne profite pas à la concertation au niveau sectoriel et des entreprises. Dès lors, nous nous abstiendrons, à moins que nos amendements recueillent une large adhésion, bien sûr.
(Applaudissements)

16.47 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Notre premier amendement a trait au chômage économique des employés. C'est un bon outil mais qui ne doit pas être détourné. Ainsi, l'entreprise doit enregistrer une diminution de son chiffre d'affaires de 20 % et celui-ci doit être comparé à celui de l'année précédente. Nous

souhaitons également que ce système soit encadré sectoriellement

Plusieurs autres amendements ont trait à l'amélioration du préavis pour les contrats ouvrier qui sont considérés comme l'un des pires en Europe. La Cour constitutionnelle belge pointe cette discrimination depuis 1993.

Nous proposons d'améliorer la situation du travailleur intérimaire.

L'amendement n°5 vise aussi à améliorer le préavis des ouvriers en réintégrant les aspects de la négociation ratifiée par le Groupe des Dix. Il est important qu'une mauvaise décision soit pénalisée. Licencié doit dès lors avoir un certain coût, ce qui n'est pas le cas actuellement, pour les ouvriers.

L'amendement n° 6 vise à ce que les entreprises soient déclarées en difficulté uniquement dans le cas d'une diminution de 20 % du chiffre d'affaires en comparaison avec l'année précédente.

L'amendement n° 7 vise à maintenir le préavis des employés.

Les amendements n° 8 et 9 visent à la prise en compte globale des périodes intérimaires et à l'amélioration de la période de préavis des employés.

L'amendement n° 10 est relatif à ce que le gouvernement avait appelé une prime de licenciement. Cette dénomination a été modifiée en allocation compensatoire de licenciement. Elle sera entièrement à charge de l'État. Nous voudrions qu'au minimum pour un tiers, elle soit prise en charge par les employeurs.

16.48 Catherine Fonck (cdH): Il faut vous adresser à la FGTB.

16.49 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): L'amendement n° 12 vise à améliorer les salaires pour les 18-21 ans.

En effet, le salaire minimum n'a été relevé que lors de l'accord interprofessionnel de 2007-2008. Il ne l'avait plus été depuis 1993!

L'amendement n° 13 vise à supprimer le jour de carence.

L'amendement n° 14 vise à prolonger la réduction collective du temps de travail. Il en va de même pour le crédit-temps de crise.

16.50 Hans Bonte (sp.a): Lors du débat, j'ai déjà commenté quelques amendements essentiels. Je pense que le législateur doit remédier à certaines discriminations. Pourquoi un ouvrier doit-il renoncer au salaire du premier jour de maladie, contrairement à l'employé? Une telle discrimination est quand même inacceptable. Nous proposons de la supprimer, ainsi que celle relative aux délais de préavis. Nous sommes impatients de connaître la position des autres groupes.

16.51 Joëlle Milquet, ministre (*en français*): Dans ce projet de loi, toutes les propositions sont positives et apportent un plus, même si c'est encore insuffisant. Pour la première fois, depuis de nombreuses années, nous avons permis un pas pour une meilleure harmonisation des statuts entre travailleurs ouvriers et employés.

L'accord recueillait, au moment où nous avons été sollicités, l'approbation unanime de tous les syndicats, de leurs dirigeants et des représentants du Groupe des Dix. Il avait été rédigé pour faire en sorte que le gouvernement endosse les coûts mais notre soutien a été demandé très explicitement et nous avons répondu positivement.

Publiquement, nous avons exprimé, avec les partenaires sociaux, notre soutien à cet accord qui, *in fine*, n'a pas reçu le soutien de la base.

(*En néerlandais*) Le projet de loi comprend d'importantes améliorations telles que la prolongation des mesures anti-crise jusqu'à la fin du mois de décembre 2011, le rapprochement progressif des statuts des ouvriers et des employés, la pérennisation du régime de suspension, l'augmentation des préavis pour les

ouvriers et le paiement de l'allocation de licenciement.

Le montant minimum de 2 euros en cas de chômage économique ainsi que le calcul de l'ancienneté en qualité de travailleur intérimaire constituent de nouvelles dispositions.

À ces éléments s'ajoutent la liaison au bien-être des prestations versées dans le cadre de la législation relative aux maladies professionnelles, la prolongation des exceptions relatives à la préretraite à partir de 56 ans, la prolongation de certains accords relatifs à la préretraite à mi-temps, les primes uniques à l'innovation et la cotisation de 0,10 % pour les efforts en matière de groupes à risque.

Ce projet pourrait essuyer quelques critiques en raison des mesures relatives à la modération et aux normes salariales qu'il contient. Toutefois, la confirmation de l'indexation automatique des salaires constitue un avantage important.

(En français) C'est un point très important. Si le gouvernement a soutenu cet accord, c'est parce qu'il maintient explicitement l'indexation automatique des salaires. Cette indexation, nous l'avons défendue au niveau européen et nous continuons à le faire.

Après son rejet par certaines bases, nous avons fait une proposition de médiation. Nous avons modifié le texte rejeté sur quatre aspects: l'augmentation de 120 euros poche sur le salaire minimum, la défiscalisation partielle de l'allocation de préavis, la suppression de la troisième phase, notamment pour les employés et pour le 0,90 % en matière de préavis, et enfin la confirmation qu'on ne pouvait aller au-delà des trois mois initiaux en matière de préavis. Est-ce suffisant? Non, mais c'est un premier pas essentiel.

16.52 Hans Bonte (sp.a): Je reconnais que le projet comporte des éléments positifs et j'apprécie les efforts que faits le gouvernement pour conserver l'indexation des salaires.

J'ai toutefois du mal à accepter la référence à un AIP. Pendant des années, la ministre a renvoyé les dossiers épineux aux partenaires sociaux qui ont également été chargé de trouver une solution au problème du statut unique des travailleurs et des employés. À un moment donné, la ministre a affirmé que si les partenaires sociaux ne parvenaient pas à conclure un accord à cet instant, il appartiendrait au législateur d'agir.

Je constate qu'il n'y a pas d'AIP et qu'aucune initiative législative n'a été prise. Pouvons-nous espérer que la ministre insistera pour inscrire dans un nouvel accord de gouvernement qu'il appartiendra au législateur de résoudre ce problème ou se retranchera-t-elle une fois de plus derrière un AIP, cette fois celui de 2016?

J'entends des collègues dire que ce problème devra être résolu pour 2016 alors que la Cour constitutionnelle affirme que le législateur doit agir.

16.53 Guy D'haeseleer (VB): Je partage le souci de M. Bonte mais j'estime toutefois que sa mémoire à long terme fonctionne mal.

Lorsque la Chambre a adopté sa motion le 1^{er} avril 2000, M. Frank Vandenbroecke était ministre du Travail. M. Vanvelthoven a également inscrit systématiquement dans ses notes de politique générales que des avancées devaient être faites en la matière et que, sinon, le Parlement s'approprierait le dossier.

16.54 Hans Bonte (sp.a): Je recherche actuellement une majorité.

16.55 Joëlle Milquet, ministre *(en néerlandais)*: La chronologie du projet comporte deux phases.

Le projet de loi a d'abord été l'objet d'un accord au sein du groupe des dix, mais ensuite la base ne l'a pas soutenu.

Lorsqu'il a été demandé au gouvernement de soutenir l'accord, nous y avons apporté une série de modifications positives.

Nous devons évidemment aller plus loin. Le jour de carence doit être supprimé, les anciens et les nouveaux

contrats de travail ne peuvent plus être différents, les entreprises doivent mieux assurer l'outplacement et le paiement des indemnités de licenciement et la responsabilisation des entreprises en matière de chômage économique doit être développée.

(En français) Évidemment, il importe de relancer les partenaires sociaux dans les semaines à venir. Nous leur demanderons de reprendre le travail après Pâques pour un régime plus définitif. Il appartiendra au prochain gouvernement d'apprécier le bien-fondé de dispositions complémentaires comme la suppression du jour de carence, sur la base de l'évolution de la négociation entre partenaires sociaux.

Monsieur Mayeur, les discussions doivent maintenant se faire aux niveaux sectoriels.

(En néerlandais) En ce qui concerne le pacte de solidarité entre les générations, j'ai envoyé un courrier au CNT afin qu'une évaluation approfondie de ce pacte aboutisse avant la fin du mois de septembre 2011. Sur la base de cette évaluation, un nouveau gouvernement ou le gouvernement en affaires courantes proposera des mesures structurelles.

(En français) En ce qui concerne les bonus et la maîtrise des rémunérations des chefs d'entreprise, c'est un sujet important qui mêle des éléments fiscaux et sociaux. Des initiatives parlementaires devraient être prises.

(En néerlandais) Les dispositions relatives au préavis des employés qui ne sont pas modifiées par ce projet de loi, restent d'application.

(En français) Je confirme que les avantages extra-légaux continuent à être calculés dans le salaire. Aucune modification n'est prévue.

Pour l'année de référence, l'année 2008 où les affaires étaient optimales est une garantie de ne pas avoir de demandes exagérées. Mais un arrêté royal peut modifier les critères et l'année de référence.

16.56 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Sur le fait de ne plus avoir recours à la grille Claeys, il faut considérer deux éléments: la durée du préavis et le montant mensuel. Que les avantages extralégaux soient compris dans le calcul du montant à payer par mois est une chose, qu'ils soient pris en compte pour le calcul de la durée en est une autre. Il me semble que le calcul de la durée du préavis ne reprend pas les avantages extralégaux.

Pour ce qui concerne l'année de référence pour le calcul de l'accès ou non au chômage économique des employés, sans doute l'année 2008 était-elle meilleure que 2010, mais cela évoluera. L'année la plus proche me paraît la meilleure. En période de diminution de l'activité économique, des entreprises peuvent malgré tout produire des bénéfices et abuser du système. Certains augmentent leurs bénéfices sur le compte de la collectivité.

16.57 Joëlle Milquet, ministre *(en français)*: Les avantages extra-légaux sont compris dans toutes les rémunérations, qu'il s'agisse ou non de celles qui définissent les 30 000 euros pour l'application des nouvelles règles. La seule différence par rapport à la pratique actuelle, c'est que, pour les employés, il y a dorénavant un système transparent, objectif et inscrit dans la loi, qui ne va plus se baser, pour les salaires au-delà des 30 000 euros, sur le système Claeys, qui permettait d'organiser les choses au moment où était donné le préavis.

Le seul point qui peut être négatif est effectivement celui que vous avez mentionné. Mais c'est 0,97 % (globalement, un jour). Il a bien fallu faire converger les chiffres et c'est l'accord qui a été conclu à l'époque par les partenaires sociaux.

(En néerlandais) Je puis répondre à Mme De Block que la marge salariale a été rendue entièrement conforme aux dispositions de la loi de 1996. Si cet arrêté royal devait être suspendu à la suite d'une plainte auprès du Conseil d'État, la marge salariale pourrait le cas échéant être confirmée par une loi mais, pour l'heure, c'est toutefois prématuré. *(Applaudissements)*

Le président: La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte corrigé par la commission sert de base à la discussion.
(Rgt 85, 4) (1322/5)

Le projet de loi compte 56 articles.

Amendements déposés:

Art. 1/1 (n)

- 42 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 9/1 (n)

- 2 - Kristof Calvo (1322/2)

Art. 10

- 19 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 10/1 (n)

- 23 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 11

- 20 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 11/1 (n)

- 24 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 12/1 (n)

- 25 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 13

- 21 - Georges Gilkinet cs (1322/3)
- 46 - Hans Bonte (1322/3)
- 3 - Meyrame Kitir (1322/3)

Art. 13/1 (n)

- 26 - Georges Gilkinet cs (1322/3)
- 47 - Hans Bonte (1322/3)

Art. 14

- 22 - Georges Gilkinet cs (1322/3)
- 48 - Hans Bonte (1322/3)

Art. 14/1 (n)

- 27 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 17

- 45 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 25

- 28 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 25/1 (n)

- 35 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 26

- 29 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 27

- 30 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 28

- 31 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 29

- 32 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 30

- 33 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 31

- 34 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 32

- 36 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 32/1 (n)

- 4 - Meyrame Kitir (1322/3)

Art. 39

- 38 - *Georges Gilkinet cs (1322/3)*
- Art. 39/1 (n)
- 39 - *Georges Gilkinet cs (1322/3)*
- Art. 55/1 (n)
- 1 - *Kristof Calvo (1322/2)*
- 7 - *Meyrame Kitir (1322/3)*
- Art. 57 (n)
- 40 - *Georges Gilkinet cs (1322/3)*
- Art. 58 (n)
- 41 - *Georges Gilkinet cs (1322/3)*
- Art. 59 (n)
- 41 - *Georges Gilkinet cs (1322/3)*

Votes nominatifs

17 Amendements et articles réservés du projet de loi modifiant la loi du 1er février 2011 portant la prolongation de mesures de crise et l'exécution de l'accord interprofessionnel, et exécutant le compromis du gouvernement relatif au projet d'accord interprofessionnel (1322/1-5)

Vote sur l'amendement n° 42 de M. Georges Gilkinet cs tendant à insérer un article 1/1 (n).(1322/3)

<i>(Stemming/vote 1)</i>		
Ja	22	Oui
Nee	106	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	128	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 2 de M. Kristof Calvo cs tendant à insérer un article 9/1 (n).(1322/3)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(*Vote 1*)

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 19 de M. Georges Gilkinet cs à l'article 10.(1322/3)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(*Vote 1*)

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 10 est adopté.

Vote sur l'amendement n° 23 de M. Georges Gilkinet cs tendant à insérer un article 10/1 (n).(1322/3)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(*Vote 1*)

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 20 de M. Georges Gilkinet cs à l'article 11.(1322/3)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(Vote 1)

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 11 est adopté.

Vote sur l'amendement n° 24 de M. Georges Gilkinet cs tendant à insérer un article 11/1 (n).(1322/3)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 1)

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 25 de M. Georges Gilkinet cs tendant à insérer un article 12/1 (n).(1322/3)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 1)

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 21 de M. Georges Gilkinet cs à l'article 13.(1322/3)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 1)

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 46 de M. Hans Bonte à l'article 13.(1322/3)

(Stemming/vote 2)		
Ja	22	Oui
Nee	98	Non
Onthoudingen	11	Abstentions
Totaal	131	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 3 de Mme Meryame Kitir cs à l'article 13.(1322/3)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 2)

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 13 est adopté.

Vote sur l'amendement n° 26 de M. Georges Gilkinet cs tendant à insérer un article 13/1 (n).(1322/3)

(Stemming/vote 3)		
Ja	22	Oui
Nee	105	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	127	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté.

17.01 Philippe Blanchart (PS): J'ai voté non.

Vote sur l'amendement n° 47 de M. Hans Bonte tendant à insérer un article 13/1 (n).(1322/3)

<i>(Stemming/vote 4)</i>		
Ja	22	Oui
Nee	108	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	130	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 22 de M. Georges Gilkinet cs à l'article 14.(1322/3)

<i>(Stemming/vote 5)</i>		
Ja	22	Oui
Nee	107	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	129	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 48 de M. Hans Bonte à l'article 14.(1322/3)

<i>(Stemming/vote 6)</i>		
Ja	22	Oui
Nee	106	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	128	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 14 est adopté.

17.02 Corinne De Permentier (MR): J'ai voté non.

Le **président**: Et M. Stefaan De Clerck aussi.

Vote sur l'amendement n° 27 de M. Georges Gilkinet cs tendant à insérer un article 14/1 (n).(1322/3)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(*Vote 6*)

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 45 de M. Georges Gilkinet cs à l'article 17.(1322/3)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(*Vote 6*)

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 17 est adopté.

Vote sur l'amendement n° 28 de M. Georges Gilkinet cs tendant à supprimer l'article 25.(1322/3)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(Vote 6)

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 25 est adopté.

Vote sur l'amendement n° 35 de M. Georges Gilkinet cs tendant à insérer un article 25/1 (n).(1322/3)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? *(Oui)*

(Vote 6)

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 29 de M. Georges Gilkinet cs tendant à supprimer l'article 26.(1322/3)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? *(Oui)*

(Vote 6)

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 26 est adopté.

Vote sur l'amendement n° 30 de M. Georges Gilkinet cs tendant à supprimer l'article 27.(1322/3)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? *(Oui)*

(Vote 6)

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 27 est adopté.

Vote sur l'amendement n° 31 de M. Georges Gilkinet cs tendant à supprimer l'article 28.(1322/3)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? *(Oui)*

(Vote 6)

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 28 est adopté.

Vote sur l'amendement n° 32 de M. Georges Gilkinet cs tendant à supprimer l'article 29.(1322/3)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? *(Oui)*

(Vote 6)

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 29 est adopté.

Vote sur l'amendement n° 33 de M. Georges Gilkinet cs tendant à supprimer l'article 30.(1322/3)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? *(Oui)*

(Vote 6)

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 30 est adopté.

Vote sur l'amendement n° 34 de M. Georges Gilkinet cs tendant à supprimer l'article 31.(1322/3)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? *(Oui)*

(Vote 6)

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 31 est adopté.

Vote sur l'amendement n° 36 de M. Georges Gilkinet cs à l'article 32.(1322/3)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(*Vote 6*)

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 32 est adopté.

Vote sur l'amendement n° 4 de Mme Meryame Kitir cs tendant à insérer un article 32/1 (n).(1322/3)

<i>(Stemming/vote 7)</i>		
Ja	22	Oui
Nee	109	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	131	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 38 de M. Georges Gilkinet cs à l'article 39.(1322/3)

<i>(Stemming/vote 8)</i>		
Ja	21	Oui
Nee	108	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	129	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 39 est adopté.

Vote sur l'amendement n° 39 de M. Georges Gilkinet cs tendant à insérer un article 39/1 (n).(1322/3)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(*Vote 8*)

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 1 de M. Kristof Calvo cs tendant à insérer un article 55/1 (n).(1322/3)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(*Vote 8*)

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 7 de Mme Meryame Kitir cs tendant à insérer un article 55/1 (n).(1322/3)

<i>(Stemming/vote 9)</i>		
Ja	21	Oui
Nee	98	Non
Onthoudingen	11	Abstentions
Totaal	130	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 40 de M. Georges Gilkinet cs tendant à insérer un article 57 (n).(1322/3)

<i>(Stemming/vote 10)</i>		
Ja	20	Oui
Nee	107	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	127	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 41 de M. Georges Gilkinet cs tendant à insérer des articles 58 et 59 (n).(1322/3)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(*Vote 10*)

En conséquence, l'amendement est rejeté.

18 Ensemble du projet de loi modifiant la loi du 1er février 2011 portant la prolongation de mesures de crise et l'exécution de l'accord interprofessionnel, et exécutant le compromis du gouvernement relatif au projet d'accord interprofessionnel (1322/5)

<i>(Stemming/vote 11)</i>		
Ja	72	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	59	Abstentions
Totaal	131	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

La séance est levée à 19 h 30. Prochaine séance ce jeudi 7 avril 2011 à 19 h 45.

De vergadering wordt geopend om 14.16 uur en voorgezeten door de heer André Flahaut.

De **voorzitter**: Een reeks mededelingen en besluiten moeten ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij worden op de website van de Kamer en in de bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen.

Tegenwoordig bij de opening van de vergadering is de minister van de federale regering: Yves Leterme

Berichten van verhindering

Ambtsplicht: Elio Di Rupo

Gezondheidsredenen: Minneke De Ridder, Denis Ducarme

Familieaangelegenheden: Meyrem Almaci (votes/stemmingen)

Verhinderd: Mathias De Clercq

Federale regering

Steven Vanackere, vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen: met zending buitenslands (Rusland)

Vragen

01 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Theo Francken** aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "het onderhoud met prins Laurent en de verdere opvolging" (nr. P0215)
- de heer **Gerolf Annemans** aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "het onderhoud met prins Laurent en de verdere opvolging" (nr. P0216)
- de heer **Jean Marie Dedecker** aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "het onderhoud met prins Laurent en de verdere opvolging" (nr. P0217)

01.01 Gerolf Annemans (VB): Ik weet niet hoeveel Belgische zakenmannen er momenteel proberen hun investeringen, bezittingen en tegoeden in Libië, Angola of Congo te redden, noch hoeveel er systematisch zaken doen met dictatoriale regimes. Maar ik weet wel dat slechts één Belgische zakenman dat allemaal combineert met een gigantische wedde die hij van de Belgische belastingbetaler ontvangt.

Na alles wat wij deze week weer moesten vernemen in verband met prins Laurent vraag ik mij af hoe de premier de toestand nu beoordeelt. Vorige week gaf hij hier nog een typisch CVP-antwoord: hij zou met de prins praten en die zou dan zelf mogen kiezen! Via de pers vernam ik dat de premier nu onderzoekt hoe het eigenlijk zit met al die vzw's van prins Laurent. Vlaams Belang nam ondertussen zelf het initiatief om dat te op te vragen op de rechtbank van koophandel te Brussel. Als we de statuten van die vzw's en de boekhouding van de laatste drie jaar bekijken – ik heb hier de gegevens in een map die ik de premier zal overhandigen – dan blijkt hieruit geen fraude. Er is echter wel een vermoeden van fraude, want anders zet men dat soort structuren niet op. Met deze informatie in handen kan de premier toch moeilijk opnieuw een week uitstel vragen vooraleer zich klaar en duidelijk uit te spreken over het statuut van prins Laurent

01.02 Theo Francken (N-VA): We hadden het hier vorige week nog maar over prins Laurent en alweer staat hij in de schijnwerpers. Hij nodigde vorige week enkele Libische diplomaten uit. Hij lacht ons dus in ons gezicht uit! Waarmee is die man bezig? Hij gaat steeds toevallig naar allerlei dictaturen in Afrika en praat er even toevallig met de dictators. En als hij zijn centen dreigt te verliezen, dan gaat hij in zee met een rebellenbeweging. Het gaat echter opvallend steeds over landen met veel grondstoffen.

Vorige week werd de prins op de vingers getikt. De premier beloofde goede afspraken te maken met hem, maar dat is nog steeds niet gebeurd.

Wat is vandaag het precieze standpunt van de regering? Welke afspraken zullen er met prins Laurent gemaakt worden?

01.03 Jean Marie Dedecker (LDD): De carrousel van het Lakens volkstheater blijft op volle toeren draaien. Het zwarte schaap van de Saksen-Coburgs mag nu ook al niet meer op de koekendoos van Delacre staan.

Drie weken na elkaar kwam de premier hier verklaren dat hij prins Laurent een 'laatste waarschuwing' zou geven. Dat gebeurde toen bleek dat de prins zijn vliegtuigtickets niet betaalde en nog eens toen hij op reis naar Congo was getrokken. Nu vernemen we dat hij Libische diplomaten zou hebben ontvangen en een reis naar Gabon plant. Ondertussen is de premier bij de prins geweest. Weet de premier nu wie die reizen naar Afrika heeft betaald? Het is zeker de stichting GRECT niet, want die vzw heeft slechts circa 1.000 euro in kas. De prins haalt daar geen cent uit, want de vzw is enkel aandeelhouder in drie immobiliënvennootschappen die samen een schuldenlast van 8 miljoen euro en een verlies van 2 miljoen euro torsen. Ik kan de premier de details daarover bezorgen.

Wat heeft de eerste minister met prins Laurent besproken en wat werd er met het oog op de toekomst afgesproken?

01.04 Eerste minister **Yves Leterme** (*Nederlands*): Sinds vorige donderdag voerde ik verschillende gesprekken met prins Laurent en zijn directe omgeving. Die gesprekken stellen mij in staat om mij een vollediger beeld te vormen van de activiteiten van de prins. Het is duidelijk dat een aantal van die activiteiten niet verenigbaar is met het zijn statuut als prins van België, noch met de positie die hij bekleedt.

Morgennamiddag heb ik een ontmoeting met de prins. Ik zal hem de nieuwe, door hem strikt na te leven regels en verbintenissen meedelen die een voortzetting of herhaling van die onaanvaardbare activiteiten en handelswijzen in de toekomst onmogelijk moeten maken. Na dat gesprek plan ik een ontmoeting met de voorzitters van Kamer en Senaat om daarover verslag uit te brengen.

De **voorzitter**: De Kamervoorzitter is ook beschikbaar voor de eerste minister!

01.05 **Gerolf Annemans** (VB): De eerste minister liet na de sanctie die verbonden is aan het niet-naleven van die voorwaarden, te vermelden, namelijk het inhouden van de dotatie. Maar laat ons afspreken dat wij elkaar daarover volgende week opnieuw zien.

01.06 **Theo Francken** (N-VA): Ik sluit mij daarbij aan, maar we moeten ook zo snel mogelijk stemmen over ons wetsvoorstel over de dotatie van prins Laurent en ervoor zorgen dat hij zich aan de afspraken houdt die de regering hem zal opleggen inzake buitenlandse reizen en contacten met diplomaten.

01.07 **Jean Marie Dedecker** (LDD): Ik wil vandaag vernemen wat de eerste minister precies aan de prins zal voorstellen. De premier heeft trouwens niet geantwoord om mijn concrete vragen. Wie betaalde de reis naar Congo en wie heeft de prins er ontmoet? Wat is er gebeurd met die Libische diplomaten? Ik wil een verklaring voor het gedrag van de prins die van de belastingbetaler 306.000 euro per jaar krijgt om twee dingen te doen: te zwijgen en zich niet met louche zaken bezig te houden.

01.08 Eerste minister **Yves Leterme** (*Nederlands*): Gelet op de ernst van het dossier en de gevolgen voor de geloofwaardigheid van onze instellingen, wil ik niet onverhoeds te werk gaan. Dagelijks komen er nieuwe feiten aan het licht. De regering en het Parlement moeten kunnen oordelen op basis van een zo volledig mogelijk beeld van wat er precies is gebeurd.

01.09 **Gerolf Annemans** (VB): Wij kunnen daarmee leven, maar niet langer dan tot na Pasen.

01.10 Eerste minister **Yves Leterme** (*Nederlands*): Ik ben beschikbaar voor Kamer en Senaat. Wat mij betreft, hoeft er geen paasvakantie te zijn.

01.11 **Jan Jambon** (N-VA): De eerste minister onderstreept voor het eerst het belang van de instellingen. Daarom stel ik voor dat wij straks de Conferentie van voorzitters bijeenroepen om eventueel volgende week een vergadering te plannen. Dit dossier brengt de instellingen in gevaar. We moeten dit op de voet volgen.

01.12 **Jean Marie Dedecker** (LDD): Ik begrijp de houding van de premier niet. Hij zegt terecht dat er voortdurend nieuwe zaken uitkomen. De balans van de GREC werd bijvoorbeeld nooit gepubliceerd. Het is nochtans de taak van de regering – onder wiens curatele de prins staat – om voor dat soort zaken te zorgen. Aangezien de premier de prins morgen ontmoet, vraag ik dat deze vergadering beslist – ik maak immers geen deel uit van de Conferentie van voorzitters, niemand van mijn fractie trouwens (*Gelach*) – dat we volgende maandag of dinsdag samenkomen met de bevoegde commissie.

De **voorzitter**: Ik stel voor dat wij na de stemming over het wetsontwerp betreffende de uitvoering van het interprofessioneel akkoord de vergadering schorsen, zodat de Conferentie van voorzitters kan samenkomen om te bepalen wat er moet gebeuren na het onderhoud dat de eerste minister morgen heeft met prins Laurent.

Gaat iedereen daarmee akkoord? (*Ja*)

Het incident is gesloten.

02 **Vraag van de heer Gerolf Annemans aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het**

Migratie- en asielbeleid, over "de stichting van een zogenaamde Federatie Wallonie-Bruxelles" (nr. P0219)

02.01 Gerolf Annemans (VB): Ik neem aan dat de federale premier van dit federale land op de hoogte is van de recente stichting van de zogenaamde Federatie Wallonie-Bruxelles. Grondwetspecialisten aan beide zijden van de taalgrens hebben dit ondertussen trouwens al ongrondwettelijk genoemd.

De namen van de delen van dit federale land werden vaak na ellenlange debatten vastgelegd. Nu beslissen plotseling twee Gewesten op eigen houtje om een andere naam aan te nemen. De bedoeling is nogal duidelijk. Ik zeg al langer dat de Franstaligen veel beter voorbereid zijn op het einde van België dan de Vlamingen die het enkel met Kris Peeters en consorten moeten stellen. Met de gekozen naam wordt de internationale perceptie voorbereid dat Wallonië samen met Brussel een land zal vormen naast Vlaanderen. De Franstaligen zijn hiermee permanent bezig, terwijl ze over BHV onderhandelen en ze, meneer Jambon, sinds de laatste verkiezingen met uw voeten spelen. De heren Demotte en Picqué, beiden verantwoordelijk voor een Gewest, voeren hiermee een deel van hun post-België-strategie uit.

Heeft de federale eerste minister bemerkingen bij deze naamsverandering?

De **voorzitter**: En deze vraag wordt gesteld in het federaal Parlement!

02.02 Eerste minister **Yves Leterme** (*Nederlands*): Ik heb via de pers akte genomen van het politieke project 'Fédération Wallonie-Bruxelles', dat door vertegenwoordigers van de Franse Gemeenschap en van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest werd voorgesteld. Ik benadruk dat de federale overheid niet op de hoogte was van dat initiatief. Bovendien is mij geen concreet regelgevend initiatief bekend dat door het Grondwettelijk Hof op zijn grondwettelijkheid kan worden getoetst. Het project in kwestie zou als ontwerpresolutie aan de leden van het Parlement van de Franse Gemeenschap worden voorgelegd.

Het komt mij, in mijn hoedanigheid van ontslagnemend eerste minister, niet toe inhoudelijk stelling te nemen over bepaalde institutionele voorstellen die door politieke partijen worden vooropgezet.

02.03 Gerolf Annemans (VB): Ik merk dat de partijen die voor een confederaal België staan, de premier voor zijn antwoord onder applaus hebben bedolven. (*Gelach*) Het antwoord is natuurlijk een echt tjevenantwoord.

De keuze van het woord 'federatie' wijst duidelijk op een eigen land en niet op een deelstaat. De premier was over dit initiatief niet ingelicht, maar zelfs de Vlaamse ministers van de Brusselse regering waren dat niet.

De premier had moeten zeggen dat, zolang België bestaat, Brussel een stad is waar Vlaanderen niet alleen mee bestuurt, maar waar ook de instellingen van de toekomstige Vlaamse Staat en van de huidige Vlaamse instellingen zich bevinden. Hij had moeten zeggen dat, als België wordt opgedoekt, Brussel de hoofdstad van Vlaanderen zal zijn, waar Franstaligen minderheidsrechten zullen hebben en waarvan het internationaal recht bepaalt dat Brussel een enclave is die door Vlaanderen zal worden bestuurd.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Kristof Calvo aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de invoer van buitenlandse laagradioactief afval" (nr. P0220)

03.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Mijn fractie klaagt niet elke week aan dat de premier deze of gene maatregel niet kan nemen omdat hij in lopende zaken regeert. Het is immers niet zijn keuze, maar het gevolg van het gebrek aan daadkracht bij andere partijen. (*Protest van N-VA*)

Toch verwachten wij van zijn regering dat die zich bij elke maatregel de vraag stelt of die wel absoluut noodzakelijk is. Mijn verontwaardiging was dan ook heel groot toen de regering onlangs groen licht gaf om 120 ton laagradioactief afval van medische oorsprong uit Duitsland in België te verwerken, de eerste keer in twintig jaar dat er invoer is van dit soort afval uit het buitenland. Mijn verontwaardiging werd nog groter toen ik las dat het bedrijf dat het afval zou verwerken, Belgoprocess, met ernstige veiligheidsproblemen kampt die in december in een audit aan het licht gekomen zijn.

Hoe rechtvaardigt de premier, als leider van een regering van lopende zaken, deze beslissing, rekening houdend met het zeer vernietigend rapport van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle over het afvalverwerkend bedrijf?

03.02 Eerste minister **Yves Leterme** (*Nederlands*): Het gaat hier niet om een beleidswijziging, maar om een uitvoering van een eerdere beslissing. De toenmalige ministerraad heeft op 2 juni 2006, in een staat van volle bevoegdheid, ingestemd met het principe van de mogelijkheid om buitenlands afval te verwerken in België, mits uiteraard voldaan is aan een aantal strikte voorwaarden.

Op dit ogenblik is nog geen buitenlands afval ingevoerd in ons land. De beslissing die de ministers Van Quickenborne en Magnette hebben genomen op 3 maart 2011 houdt immers alleen in dat het NIRAS een meerpartijenovereenkomst mag ondertekenen om 120 ton laagradioactief afval uit Duitsland te verwerken. Dat afval kan alleen worden geïmporteerd als het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle de invoervergunning zal hebben uitgereikt. En dit zal pas gebeuren als aan alle voorwaarden van de toepasselijke wetgeving werd voldaan.

De audit die van Belgoprocess werd gemaakt, heeft geen invloed op het mogelijk beheer in België van het betrokken afval. De ministers Magnette en Van Quickenborne gaven hun toestemming pas na een positief advies van het FANC. In dat advies staat dat de audit geen elementen naar voren brengt die de veiligheid van deze verwerkingsopdracht in het gedrang brengt. Het FANC bevestigt in het advies ook dat het afval voldoet aan de voorwaarden die zijn vastgelegd in de vergunning en het veiligheidsdossier van de installaties op de site van Belgoprocess in Dessel waar het afval zal worden verwerkt.

Het FANC heeft vastgesteld dat Duitsland, in uitvoering van een Europese richtlijn, het afval na verwerking terug moet nemen, wat dit land ook bevestigd heeft.

03.03 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen!): Het beleidskader is inderdaad niet nieuw, maar er is wel een formele beslissing van deze regering om het afval te importeren en het te laten verwerken door een bedrijf dat er volgens het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle niet eens in slaagt om het Belgische afval op een veilige manier te verwerken. De regering geeft groen licht zonder het Parlement en zonder de inwoners van Mol en Dessel daarvan te verwittigen.

Daaruit kan slechts één les getrokken worden: onze regering vindt ondanks al het discours nucleaire veiligheid en transparantie niet zo belangrijk.

Het incident is gesloten.

04 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Guy Coëme** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de toekenning van bonussen bij Dexia" (nr. P0221)
- de heer **Mathias De Clercq** aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de toekenning van bonussen bij Dexia" (nr. P0218)

04.01 **Guy Coëme** (PS): Een week nadat de resolutie betreffende het vergoedingsbeleid van financiële instellingen die worden gesteund door de federale overheid eenparig werd aangenomen, vernemen we dat de topman van Dexia een salaris van 2 miljoen euro opstrijkt (een vaste vergoeding van 1 miljoen, een bonus van 600.000 euro, een prestatiepremie van 200.000 euro en een extralegale premie van 200.000 euro).

Vindt u een bonus van 600.000 euro een redelijke bonus?

Vindt u dat uw oproep tot matiging gehoor gekregen heeft bij de verantwoordelijken van die banken?

Voert Dexia een redelijk vergoedingsbeleid? Heeft de bank een streep getrokken onder de wanpraktijken uit het verleden?

Onze oproep en die van de nieuwe gouverneur van de Nationale Bank werden klaarblijkelijk in de wind geslagen door Dexia. Alleen een wet kan de banken ertoe dwingen de fatsoensgrenzen niet te overschrijden.

Wat zal u ondernemen?

Het was uw bedoeling de vroegere praktijken te bestraffen en u had het in dit verband over een belasting op de resultaten van de banken. Wat zult u concreet ondernemen?

Het vast salaris van de heer Mariani voor 2009 en 2010 bedroeg 1 miljoen, maar zijn totale vergoeding bedroeg niet minder dan het dubbele! De bonus daalde van 800.000 naar 600.000 euro, en het verschil van 200.000 euro wordt gecompenseerd door een functievergoeding. Werd die vergoeding het voorgaande jaar ook al uitbetaald? Zo niet, dan is dit een regelrechte provocatie vanwege Dexia, waaruit meteen blijkt dat er in die bank niets is veranderd. *(Applaus op de banken van de PS)*

04.02 Mathias De Clercq (Open Vld): De heer Mariani, CEO van Dexia, heeft een bonus ontvangen van 600.000 euro bovenop zijn vast salaris en zijn pensioenstorting. Nochtans heeft de Kamer vorige week een resolutie goedgekeurd over het vergoedingsbeleid van financiële instellingen die worden gesteund door de federale overheid. Er zouden geen buitensporige bonussen mogen toegekend worden aan uitvoerende bestuurders zolang de staatssteun niet volledig is terugbetaald. Ook het Vlaams Parlement heeft een dergelijk voorstel unaniem goedgekeurd. De premier heeft opgeroepen tot een matiging van die bonussen. De gouverneur van de Nationale Bank ging zelfs nog een stap verder.

Dexia geniet miljarden overheidssteun. De federale overheid participeert in Dexia, net als het Vlaams Gewest. Een IMF-rapport zegt duidelijk dat de positie van onze banken vrij zwak is en dat zij nog een tijdje aan een staatsinfuus zullen liggen.

Welke regeringsinstructies hebben de vertegenwoordigers van de federale overheid in de raad van bestuur ontvangen? Welke instructies krijgen ze voor de komende algemene vergadering? Vindt de regering de uitkering van dergelijke excessieve bonussen verantwoord?

04.03 Minister Didier Reynders (Frans): Er werd contact opgenomen met de voorzitters van de raden van bestuur, de vergoedingscomités en de vertegenwoordigers van de Staat teneinde hun te vragen de strengste codes toe te passen op het stuk van vergoedingen. Ik heb hun ook de door uw Assemblee aangenomen resolutie overgezonden, waarin gevraagd wordt geen buitensporige vergoedingen of bonussen toe te kennen.

(Nederlands) Aan de leden van de raad van bestuur en aan de voorzitter is de instructie gegeven dat de regels heel strikt toegepast moeten worden. Voor Dexia gaat het in 2011 over dezelfde bedragen als in 2010: niet voor de medewerkers van vóór de crisis, maar voor de medewerkers die na de crisis zijn gekomen. Maar daarop heb ik nochtans geen reactie gehoord.

(Frans) Concreet gaat het om de uitvoering van de door de regulator opgelegde regels: in 2011 is er een hoger vast gedeelte en een lager variabel gedeelte, waarvan de betaling over vier in plaats van drie jaar wordt gespreid. Er komt geen enkele betaling in aandelen of aandelenopties. In het geval van Dexia gaat het om dezelfde bedragen als vorig jaar.

Is een dergelijke bezoldiging normaal? Neen! In mijn departement is de loonspanning lager dan 1 tot 10. In sommige bedrijven echter, ook overheidsbedrijven, loopt die spanning op tot een verhouding van 1 tot 100. In sommige overheidsbedrijven bedraagt de bezoldiging 30 procent meer dan vorig jaar. Het staat het Parlement vrij het debat over de bezoldigingen te voeren!

In dit precieze geval echter is er helemaal geen sprake van een exceptionele bonus voor de bestuurders van Dexia. De bezoldiging is dezelfde als vorig jaar. Toen hoefde ik hier geen tekst en uitleg te komen geven!

04.04 Guy Coëme (PS): Het antwoord van de minister bevestigt mijn vrees. Dexia heeft te verstaan gegeven dat er vorig jaar een lagere vergoeding werd uitgekeerd dan het jaar daarvoor, terwijl u ons zegt dat die vergoeding precies dezelfde is. De publieke opinie zal daarover oordelen. En dat terwijl er vandaag nauwelijks marge is voor een loons- of weddeverhoging bij de werknemers. Die vaststelling is op zijn minst choquerend te noemen!

Mijnheer de minister, we hadden u gewaarschuwd, maar u hebt niets ondernomen! De PS dient dan ook drie

wetsvoorstellen in. Eerst en vooral zullen we erop toezien dat de variabele vergoeding tot 30 procent van de vaste vergoeding wordt beperkt voor wat de beursgenoteerde overheidsbedrijven betreft. Vervolgens vragen we dat de vergoedingen van de topmanagers worden bekendgemaakt. Tot slot zullen de autonome overheidsbedrijven het voorbeeld moeten geven en zullen de vergoedingen van de topmanagers zo min mogelijk mogen afwijken van het gemiddelde.

Deze praktijken zijn in de huidige omstandigheden zo aanstootgevend dat het maar normaal is dat ons Parlement dit dossier naar zich toetrekt!

04.05 Mathias De Clercq (Open Vld): De toekenning van dergelijke bonussen aan de ceo van een financiële instelling die miljarden overheidssteun krijgt en waarin de overheid een participatie heeft, is een slag in het gezicht van de belastingbetaler. Voor mijn partij is dat onaanvaardbaar. De vertegenwoordigers van de federale overheid in die instellingen moeten zich schikken naar de resolutie van de Kamer.

Het incident is gesloten.

05 Samengevoegde vragen van

- de heer Joseph George aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de dieselprijs" (nr. P0222)
- de heer Jean Marie Dedecker aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de fiscaliteit van dieselwagens" (nr. P0223)

05.01 Joseph George (cdH): In de pers was er sprake van een officieel rapport van de vier milieuministers van het gewestelijke en federale beleidsniveau, waarin het Belgische beleid met de diesel als 'heilige koe' op losse schroeven gezet wordt, omwille van zijn negatieve milieu- en gezondheidseffecten.

Werd er hierover overleg gepleegd? Beschikt u over dat rapport? Bestudeert u denkpistes om het aandeel van de dieselmotoren in het wagenpark te verkleinen, zoals bijvoorbeeld een eenvormige belasting op alle verschillende brandstoffen? Zo ja, wanneer zou dit handen en voeten krijgen?

05.02 Jean Marie Dedecker (LDD): Onze levensverwachting ligt intussen boven de 80 jaar, maar de nieuwe volksvijand heet fijn stof en de dieselwagen is de nieuwe zondebok. Volgens de cijfers van de Intergewestelijke Cel voor Leefmilieu is het fijn stof in onze lucht tussen 1990 en 2006 met 43 procent gedaald, 85 procent van het fijn stof komt uit het buitenland en 10 procent van het fijn stof zou voortkomen van de dieselwagens. Van die 10 procent komt dan nog 62 procent van de vrachtwagens en bussen. En toch gaat men de accijnzen op de dieselauto's verhogen terwijl de uitstoot, die door Europa werd bepaald, 0,005 gram per kilometer moet bedragen.

Jarenlang is de dieselmotor gepromoot op basis van de prijs, de levensduur en het feit dat hij minder CO₂ uitstoot. Maar er is dus weer iets gevonden waarop we – nogal gratis – belastingen kunnen heffen. Zal dit er ook daadwerkelijk van komen?

05.03 Minister Didier Reynders (Frans): Ik heb de kranten en de verklaringen van de ministers gelezen, maar tot op heden heb ik hierover noch een verslag noch een fiscaal voorstel ontvangen.

(Nederlands) In het raam van de begroting voor 2011 heeft men mij enkel gevraagd om terug te grijpen naar het omgekeerde cliquetsysteem, met een rem op de accijnsverhoging voor diesel vanaf 1,5 euro per liter. Er is dus geenszins sprake van een vraag naar een prijsverhoging, wel integendeel.

(Frans) Mijnheer George, ik ben al jarenlang van plan een belasting op vliegtuigtickets in te voeren, omdat kerosine niet belast wordt. Een Gewest verzet zich echter tegen dat initiatief uit vrees dat de lowcostmaatschappijen dan zouden vertrekken!

(Nederlands) En er is een vertrouwensprobleem tussen de burgers en de overheid, want sinds vele jaren verantwoorden we de overstap naar een duurdere dieselwagen met een lager accijns op de dieselbrandstof en die politiek moeten we de komende jaren alleszins voortzetten.

De korting op factuur voor wagens met een CO₂-uitstoot van minder dan 115 gram per kilometer blijft gelden

in 2011. In 2010 beschikten wij daarvoor over 230 miljoen euro, met kortingen die voor sommige wagens opliepen tot 15 procent. Ook die maatregel blijft behouden in 2011.

(Frans) De voorstellen voor een verhoging van de fiscale lasten op energie vond ik ronduit ongepast, nu de prijzen al de pan uit rijzen. Ik ben blij dat men in de plaats daarvan geopteerd heeft voor de omgekeerde cliquet, en het verheugt mij ook dat wij het systeem van de professionele diesel voor transporteurs integraal behouden. Het is niet het moment om deze sector opnieuw op te zadelen met bijkomende lasten.

Als de Gewesten hun pijlen willen richten op de diesellovertuigen, dan doen zij dat maar. Persoonlijk zou ik het hun afraden, en op het federale niveau zal ik dat alvast zelf niet doen.

05.04 Joseph George (cdH): U beschikt niet over het rapport in kwestie, waarvan akte. Ik zal uw collega ondervragen, hem verzoeken mij dit rapport te bezorgen, en dan zal ik het u verzenden. Overigens heb ik nooit gevraagd dat de belastingen zouden worden verhoogd, ik stel alleen maar vast dat er bepaalde suggesties worden gedaan. Het debat wordt in het openbaar gevoerd en er zullen toch antwoorden moeten komen. Niemand van mijn fractie heeft dit document ondertekend.

05.05 Jean Marie Dedecker (LDD): Ik dank de minister voor zijn heldere antwoord. Een regering van aflopende zaken biedt tenminste het voordeel dat er geen nieuwe belastingen komen. Ik ben heel tevreden dat de besluitvorming in deze nog niet is beneveld door fijn stof.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van mevrouw Nadia Sminate aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het proefproject van het RIZIV en de VDAB inzake de activering van arbeidsongeschikten" (nr. P0224)

06.01 Nadia Sminate (N-VA): Als romaniste verwijs ik graag naar het befaamde *En attendant Godot* als het over commissie voor de Sociale Zaken gaat. De Brusselse partijgenoot van de minister die daar als voorzitter fungeert, houdt ons immers voortdurend aan het lijntje met de boodschap dat de minister ons vroeg of laat wel zal vervoegen. Maar ik weiger nog langer te aanvaarden dat zij als minister van Sociale Zaken al vier maanden niet is opgedaagd in onze commissie, vandaar mijn vraag hier in dit plenum.

In 2010 telde België ongeveer 400.000 arbeidsongeschikten, die wel een uitkering hebben maar geen verdere begeleiding. Ik was dus blij te horen dat deze groep via een samenwerkingsovereenkomst tussen de VDAB en het RIZIV zal worden geactiveerd. Helaas zou het project zich op slechts 100 personen richten, is de activering vrijblijvend en is er geenszins sprake van een evenwichtige geografische spreiding, aangezien de andere gewestelijke diensten voor arbeidsbemiddeling niet worden betrokken bij dit project.

Waarom moeten enkel de Vlaamse arbeidsongeschikten worden geactiveerd? Voor alle duidelijkheid, dit is een nuttig project, maar deze belangrijke problematiek verdient meer aandacht dan dit.

06.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): Het project tussen het RIZIV en de VDAB is gestart op 1 maart 2011 en wordt na één jaar geëvalueerd. De activering van deze doelgroep is niet nieuw, maar nieuw is wel de intensieve samenwerking tussen het RIZIV en de gewestelijke instellingen met het oog op meer efficiëntie. Nog voor eind 2011 wordt een gelijkaardig project opgestart in Brussel en Wallonië. Volgens het RIZIV volgen momenteel trouwens tweemaal zoveel arbeidsongeschikten een beroepsherscholing in Wallonië als in Vlaanderen.

Het RIZIV selecteert de 100 personen, na een advies van de adviserende artsen, om aldus een representatieve groep te bekomen. Momenteel wordt een brochure opgesteld met daarin richtlijnen voor alle adviserende geneesheren. In het raam van de begroting 2011 bereiden wij nu het plan *Back to work* voor, dat ik graag op het gepaste moment zal voorstellen.

06.03 Nadia Sminate (N-VA): De minister verdedigt hier een project waarbij de VDAB niet-actieve personen zal activeren op de arbeidsmarkt. Ze levert daarmee het sluitende bewijs dat deze materie thuishoort bij de regio's en gezien haar invloed is ze uitstekend geplaatst om dit ook als dusdanig te promoten.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Hendrik Bogaert aan de vice-eersteminister en minister van Begroting over "het stabiliteitspact en de bijdrage van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest" (nr. P0225)

07.01 Hendrik Bogaert (CD&V): Net al de andere deelentiteiten heeft Brussel in 2010 het akkoord over het te volgen budgettaire traject goedgekeurd. Nu blijkt het Gewest dat traject helemaal niet te volgen. In het verslag van de Hoge Raad van Financiën staat dat Brussel rekent op 496 miljoen euro extra op basis van het communautair akkoord. Dat akkoord is er niet en het zal er ook niet snel zijn. Los van de vraag of Brussel voldoende gefinancierd wordt of niet, is het wel duidelijk dat het verhoopte extra bedrag er voorlopig dus niet komt. In de loop van deze maand moet de begroting wel bij Europa worden ingediend.

Zal de minister Brussel daarom aanmanen om het traject correct te volgen? Of zal er via omwegen – Beliris, de dode hand – geld worden bijgepast?

07.02 Minister Guy Vanhengel (Nederlands): Op 3 februari 2010 hebben de federale overheid en de Gemeenschappen en Gewesten een samenwerkingsakkoord gesloten over de begrotingsdoelstellingen. Uit de voorlopige uitvoeringscijfers van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest blijkt dat het Gewest de doelstelling van een tekort van 313 miljoen euro in 2010 respecteert. Meer zelfs, het tekort zal waarschijnlijk slechts 280 miljoen euro bedragen, 33 miljoen beter is dan vooropgesteld.

Ik verwijs ook naar de rapporten van de Hoge Raad van Financiën, waaruit blijkt dat Brussel het in de periode 2000-2009 voor 175 miljoen euro beter deed dan gepland.

Er is enige discussie ontstaan over dat bedrag van 496 miljoen euro dat inderdaad in de tabellen van de Hoge Raad voorkomt. De verklaring is echter eenvoudig. Dat bedrag is in de begroting ingeschreven op last van het Rekenhof en vloeit voort uit de certificering van de rekeningen van het Brussels Gewest. Het Rekenhof vraagt immers om vanaf 2011 leningen van meer dan een jaar op te nemen in de begroting. Het gaat om een budgetneutrale verrichting.

Er is dus helemaal geen reden om op te treden tegen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Ik ben wel bereid in commissie eens een discussie te voeren over de entiteiten die hun afspraken níét zijn nagekomen.

07.03 Hendrik Bogaert (CD&V): Ik begrijp het niet goed: Brussel vraagt 500 miljoen extra, maar het Brusselse budget zit wel mooi op koers. Dat is toch contradictorisch. Wat is daar nu precies aan de hand?

07.04 Minister Guy Vanhengel (Nederlands): De heer Bogaert moet niet moedwillig verwarring scheppen. Het gaat hier louter over het nakomen van afspraken. De tekorten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest beantwoorden aan de afspraken. Er zijn Gewesten die zeiden geen tekorten te willen en die ze toch hebben, tegen de afspraken in dus.

07.05 Hendrik Bogaert (CD&V): Ik zie niet goed waar dat bedrag van 496 miljoen euro vandaan komt. Ik begrijp wel dat als deze lijn in Brussel wordt doorgetrokken in 2011 en 2012, het Gewest dus snel een begroting in evenwicht zal kunnen presenteren. Dit versterkt onze mening dat er, zolang er geen communautair akkoord is, geen eurocent extra naar Brussel kan gaan. Laat dat duidelijk zijn.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van mevrouw Valérie Déom aan de minister van Justitie over "de evaluatie van de werklust bij de rechtbanken" (nr. P0226)

08.01 Valérie Déom (PS): U legt alle schuld voor de vertraging die de studie over de werklust bij de hoven en rechtbanken opliep bij het hof van beroep van Bergen. Sinds februari 2009 vragen de magistraten van dat hof u dat de methode zou worden herzien en wetenschappelijker en objectiever zou worden gemaakt. In juni 2010 geeft u hen eindelijk gehoor en beslist u om deskundigen te raadplegen. De cel die in dit verband werd opgericht, houdt echter helemaal geen rekening met hun aanbevelingen.

Welke maatregelen zult u nemen om te voorkomen dat dezelfde problemen zich voordoen met het hof van

beroep van Luik? In welke mate is de methode om de werklast te meten wetenschappelijk en objectief? Wanneer zullen we over de resultaten van de studie kunnen beschikken?

08.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Frans*): Ik vraag nadrukkelijk dat de studie over de werklast bij de rechtbanken eindelijk haar beslag zou krijgen. Er werd een protocol ondertekend met de magistraten, waarin wordt gevraagd dat ze het nodige zouden doen om de meting van de werklast te organiseren. Op vraag van de eerste voorzitter van Bergen heb ik in juni 2010 een nieuw protocol opgesteld om academische teams bij de studie te betrekken. Zo werd ingegaan op alle vragen van de eerste voorzitter. Intussen kan ik alleen maar vaststellen dat de heer Franeau beslist heeft niet meer deel te nemen aan de werkzaamheden.

Jammer genoeg betekent dat weer tijdverlies.

In zijn schrijven van 4 maart heeft de voorzitter van de Vaste Vergadering van de korpschefs van de zetel, de heer Londers, gesteld dat de aanwezige leden unaniem verklaard hebben dat ze resoluut blijven ijveren voor de snelle invoering van een werklastmeetsysteem in alle rechtsgebieden. Ze hebben het hof van beroep te Luik gevraagd als testomgeving te fungeren voor de burgerlijke afdelingen van de hoven van beroep. Het verheugt me ten eerste dat het hof van beroep te Luik gisteren tijdens zijn algemene vergadering op dat verzoek is ingegaan.

Ik hoop dat dit werklastmeetsysteem spoedig zal worden ingevoerd. Dat is immers absoluut noodzakelijk voor de modernisering van Justitie.

08.03 **Valérie Déom** (PS): Ik onthoud dat er teams van wetenschappers bij het project werden betrokken. Jammer genoeg wordt er geen rekening gehouden met hun aanbevelingen. Hopelijk zal het project bij het hof van beroep te Luik niet in hetzelfde bedje ziek zijn.

Mijnheer de minister, ik moet bekennen dat ik niet wijs raak uit de gebruikte methoden.

Het incident is gesloten.

09 **Vraag van de heer David Clarinval aan de minister van Justitie over "de gevangenis van Sambreville" (nr. P0227)**

09.01 **David Clarinval** (MR): In het dossier betreffende de gevangenis van Sambreville blijven uw diensten en het Waals Gewest elkaar de zwartepiet toespelen. Twee weken geleden zie u nog dat u minister-president Demotte zou ontmoeten om een oplossing te zoeken voor de vervuiling van de site. Deze week gaf minister Henry te kennen dat het probleem gemakkelijk kan worden opgelost en dat een betonplaat de klus zou klaren.

Had u al een ontmoeting met minister Demotte? Welk voorstel heeft het Waals Gewest geformuleerd om eindelijk tot een oplossing te komen? Wat zijn nu de volgende stappen? Bent u het eens met minister Henry?

09.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Frans*): Er is niets veranderd sinds ik op 24 maart antwoordde op de vraag van mevrouw Déom (zie *Beknopt Verslag* 53 PLEN 25, blz. 14). Ik ontving nog steeds geen omstandig antwoord en ook geen uitnodiging van het Waals Gewest om dit dossier te bespreken. Ik kreeg wel een brief van Sambreville.

In maart vorig jaar besliste de ministerraad dat we akkoord konden gaan met de vestiging in Sambreville, maar niet op de site van Saint-Gobain, die risico's inhoudt voor de volksgezondheid.

Sambreville heeft nogmaals laten weten dat de voorkeur gaat naar de site van Saint-Gobain, maar zonder een beslissing over de financiering van de saneringskosten van het terrein, zit dit dossier muurvast.

Ik wacht op een initiatief van de Waalse regering.

09.03 **David Clarinval** (MR): Ik noteer dat u minister Demotte niet hebt ontmoet en dat het Waals Gewest zich in dit dossier aan zijn verantwoordelijkheid onttrekt.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de mogelijke aanwezigheid van radioactiviteit in voedingsmiddelen" (nr. P0228)

10.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Op 25 maart werd een Europese verordening van 2009 gewijzigd, waardoor de normen voor radioactiviteit in ingevoerde levensmiddelen werden versoepeld. Diezelfde dag werd paradoxaal genoeg ook bevestigd dat de Europese normen werden verscherpt.

Wat is er precies gebeurd op 25 maart? Waarom heeft men twee tegenstrijdige beslissingen genomen? Heeft u een verhoogde radioactiviteit vastgesteld in ingevoerde levensmiddelen? Zal u actie ondernemen?

10.02 Minister Sabine Laruelle (Frans): De controle op de invoer van levensmiddelen vindt plaats binnen een Europees kader. Alle controles worden minutieus uitgevoerd door de grensinspectieposten (GIP).

Er zijn geen rechtstreekse vluchten met levensmiddelen van Japan naar ons land. De GIP bevinden zich vooral in onze zeehavens. Als een product via een ander Europees land in België terechtkomt, dan werd het gecontroleerd. Daarna gelden de regels met betrekking tot het vrije verkeer van goederen en kunnen we niet interveniëren.

Het directoraat-generaal Gezondheid en consumenten (DG SANCO) heeft de lidstaten op 15 maart jongstleden gevraagd de controles op levensmiddelen uit Japan op te voeren. Het FAVV heeft het risico geëvalueerd en de hoeveelheden ingevoerde producten geanalyseerd. In 2010 werd er ongeveer duizend ton vis en schaaldieren ingevoerd uit Japan. Het overgrote deel van de vis die wordt verwerkt in Japanse restaurants, wordt in Europa geproduceerd. Daarnaast worden er ook enkele afgeleide producten van granen, sojaolie, algen, enz. ingevoerd uit Japan.

Sedert het nucleaire incident in Japan werden er geen levensmiddelen uit Japan meer naar België uitgevoerd. Wel heeft het FAVV op 4 april een staal genomen van uit Japan afkomstig voedermeel voor siervissen. Het schip was echter voor 11 maart 2011 al afgevaaren.

Indien een product een te hoog stralingsniveau heeft, zal het niet tot het Europese grondgebied worden toegelaten, en zullen we het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle moeten waarschuwen.

Ik werd niet op de hoogte gebracht van de door u vermelde verhoging van het maximaal toelaatbare stralingsniveau. Ik zal hieromtrent inlichtingen inwinnen.

10.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Ik vind het ontstellend dat u geen kennis draagt van die verordening van 25 maart, die betrekking heeft op een na de ramp in Tsjernobyl aangenomen verordening en die een verhoging van de maximaal toelaatbare stralingsniveaus voor levensmiddelen mogelijk maakt met het oog op het eventueel veilig stellen van de bevoorrading. In het Europees Parlement heeft de groene fractie een initiatief genomen met het oog op het opnieuw toepassen van strengere maximaal toelaatbare stralingsniveaus.

Het incident is gesloten.

11 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Ann Vanheste aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de campagne 'Uw zaak verdient online'" (nr. P0231)
- de heer Peter Logghe aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de campagne 'Uw zaak verdient online'" (nr. P0236)
- de heer Peter Dedecker aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de campagne 'Uw zaak verdient online'" (nr. P0232)

11.01 Ann Vanheste (sp.a): De minister maakt reclame voor een commercieel initiatief van Google, Belgacom en bpost dat aan kmo's gratis webruimte ter beschikking stelt. Heel wat kmo's die ook aan webhosting doen, zijn geschokt en beroepsorganisaties spreken over oneerlijke concurrentie. Is het wel

gepast dat de minister van Economie reclame maakt voor een commerciële activiteit?

11.02 Peter Logghe (VB): Volgens een studie van Google en Ipsos is amper 49 procent van de Belgische kmo's op internet vertegenwoordigd. Is de minister op de hoogte van deze studie? Welke acties werden er ondernomen om kmo's op het internet te krijgen en wat waren de resultaten daarvan?

De kmo's die nog geen website hebben, zeggen dat het hen niet interesseert, dat ze er geen tijd voor hebben of dat het te duur is. De minister doet er alles aan om particulieren zoveel mogelijk op het internet te krijgen en om ook de overheidsadministratie elektronisch te laten gebeuren. Welk actieplan heeft hij om de kmo's op het internet te krijgen?

11.03 Peter Dedecker (N-VA): Een goede website hebben, is van groot belang voor onze kmo's. Wij hebben op dat vlak een achterstand in te halen en ik twijfel niet aan de goede bedoelingen van de minister. Ik begrijp echter niet dat een liberale minister reclame maakt voor een commerciële actie van drie grote bedrijven. In ons land zijn er namelijk tal van ondernemers die zich met webhosting bezighouden. De actie die de minister promoot, is bovendien geen liefdadigheidsactie, want de webruimte wordt slechts zes maanden gratis ter beschikking gesteld. Daarna ligt de prijs hoger dan veel alternatieven.

Waarom fungeert de minister als uithangbord voor deze actie? Wie maakt hier eigenlijk reclame voor wie? Via Twitter en via een open brief liet de minister al weten dat hij hetzelfde zou doen voor andere bedrijven. Wil dat zeggen dat eender welk ander bedrijf de minister als uithangbord mag gebruiken op zijn website? Waar ligt de grens? Welke deontologie hanteert de minister?

11.04 Minister Vincent Van Quickenborne (*Nederlands*): De drie genoemde bedrijven hebben mij op 9 februari gevraagd om aanwezig te zijn op hun persconferentie van 30 maart. Omdat ik die dag in het buitenland verbleef, stemde ik in met het voorstel om een videoboodschap op te nemen, waarin ik uitleg waarom een bedrijf niet meer zonder een website kan. Ik ging op die vraag in omdat er gelijkaardige acties zijn in dertien Europese landen, met succes trouwens. In het Verenigd Koninkrijk werden er zo volgens de initiatiefnemers 185.000 nieuwe websites gecreëerd. Het is ook niet de eerste keer dat ik initiatieven steun van bedrijven om online te gaan.

Als ik de redenering van de vraagstellers volg, dan mag geen enkele minister nog in de pers of op televisie verschijnen. Dus geen ministers meer naast nieuwe automodellen... Ik ben integendeel van plan om consequent alle initiatieven van kleine of grote bedrijven te steunen. In mei bijvoorbeeld zullen zelfstandige webontwikkelaars de kans krijgen om hun projecten aan een breed publiek voor te stellen. Waar ligt de grens? Die grens ligt bij het ontbreken van subsidies. En ik zal niet in advertenties of op billboards verschijnen.

Het dichten van de digitale kloof is van prioritair belang. Daarom werd in 2009 een digitaal plan gelanceerd om meer gezinnen aan te sluiten op internet. Het aantal gezinnen met internet steeg van 64 naar 73 procent en de kloof met de buurlanden verkleinde. Verdere actie is nodig en daar zal ik voor zorgen.

11.05 Ann Vanheste (sp.a): De steun van de minister aan dit project blijft mij verbazen en ik heb de indruk dat de minister niet echt voeling heeft met de kleine bedrijven die moeten vechten voor hun plaats op de markt.

11.06 Peter Logghe (VB): Misschien moet er dringend actie worden ondernomen om kmo's sneller vertrouwd te maken met websites en het internet, maar werd eigenlijk al onderzocht waarom veel kmo's die stap niet zetten?

11.07 Peter Dedecker (N-VA): Het is goed dat de minister onze kmo's online wil en dat hij e-commerce promoot, maar dat moet op een deontologisch correcte manier gebeuren. De minister mag geen reclame maken voor zichzelf op de websites van bedrijven waarvan hij zelf het beleid bepaalt. Dat heet belangenvermenging. Overigens is er wel een verschil met het Audi-incident. Voormalig premier Verhofstadt trof toen geen enkele schuld en hij benadrukte dat het ongepast is dat een minister wordt gebruikt in campagnes van commerciële bedrijven. Hij had duidelijk meer gevoel voor deontologie.

Het incident is gesloten.

12 Vraag van de heer Damien Thiéry aan de minister van Landsverdediging over "het bevorderingscomité van hoofdofficieren en het taalonevenwicht bij het leger" (nr. P0229)

12.01 Damien Thiéry (MR): Uit de hoorzittingen, die momenteel door een werkgroep worden georganiseerd, blijkt dat er wel degelijk een taalonevenwicht is in de topfuncties bij het leger.

Bij de hoofdofficieren zou de verhouding 63 procent Nederlandstaligen en 37 procent Franstaligen zijn. Van de generaals zou 71 procent Nederlandstalig en 29 procent Franstalig zijn.

Naar verluidt zou er eerlang een bevorderingscomité bijeenkomen. Het gaat daarbij hoofdzakelijk om de hoofdofficieren. Zou dat bevorderingscomité niet beter beslissingen nemen nadat de werkgroep klaar is met haar werkzaamheden en aanbevelingen? Heeft u richtlijnen uitgevaardigd of maatregelen genomen om dit onevenwicht te corrigeren?

12.02 Minister Pieter De Crem (Frans): In de personeelscategorie van de officieren is 60,4 procent Nederlandstalig en 39,6 procent Franstalig.

Op 17 november 2010 werd er in de commissie voor de Landsverdediging een werkgroep opgericht die belast werd met het onderzoek naar het taalevenwicht bij het leger. De bevorderingscomités moeten onder de kandidaten de personen kiezen die zij het meest geschikt achten om functies uit te oefenen in de hogere graad. Het gaat dus om een bekwaamheidsonderzoek. De taalrol van de kandidaten speelt daarin geen enkele rol. Noch ikzelf, noch mijn kabinet oefenen invloed uit op de lijsten die aan mij worden voorgelegd.

De werkgroep heeft zijn conclusies nog niet ingediend en ik wil daar bijgevolg niet op vooruitlopen.

12.03 Damien Thiéry (MR): De cijfers die u vermeldt, stemmen niet overeen met de cijfers die de stafchef heeft verstrekt tijdens de hoorzitting in het Parlement.

U beschikt over twee hefboomen om dit onevenwicht te beperken: ten eerste kan u aanbevelingen formuleren teneinde te voorkomen dat het bestaande onevenwicht op termijn nog groter wordt, en ten tweede kan u het aantal plaatsen beperken of plaatsen openstellen.

Wij zullen de gelegenheid hebben om u en ook uw voorganger te horen. Wij zullen dan de gepaste conclusies trekken.

Het incident is gesloten.

13 Vraag van de heer Willem-Frederik Schiltz aan de minister van Klimaat en Energie over "de verklaringen van de topman van de CREG inzake de berekening van de nucleaire winsten" (nr. P0230)

13.01 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): De directeur van de CREG, de heer Guido Camps, liet het afschrijvingsvoordeel van Electrabel berekenen en dat cijfer – meer dan 1 miljard euro – wordt gecontesteerd door Electrabel. Tijdens een hoorzitting in het Parlement bleken de standpunten van de CREG en Electrabel onverzoenbaar. De regering wil het debat nu even laten rusten en overweegt om over te stappen op een uraniumtaks. Ondertussen moet de Nationale Bank het verschil tussen de cijfers van de CREG en die van Electrabel onderzoeken. De heer Camps wordt ongerust, want zijn positie lijkt ernstig bedreigd. Vandaag werd een rechtstreekse aanval gelanceerd op de CREG, doordat de doorrekening van de groenestroomcertificaten in de distributienettarieven door de CREG plots ook op de proef wordt gesteld.

Het is duidelijk dat de energieregulator niet altijd ernstig wordt genomen. Heeft de regering nog vertrouwen in de CREG?

13.02 Minister Paul Magnette (Nederlands): Dit is geen nieuw debat. We moeten niet vergeten van waar we komen. In 2007 was er geen sprake van een rente. Er was enkel een wetsvoorstel van PS en sp.a om een taks op de rente te heffen. De liberalen waren daar toen tegen.

In 2008 heb ik de CREG de macht gegeven om de productiekosten van de kernexploitanten te berekenen,

om de hoogte van de rente te kunnen evalueren. Op basis van de voorlopige evaluatie van de rente heb ik een taks van 250 miljoen euro opgelegd. Electrabel heeft die taks voor het Grondwettelijk Hof aangevochten, maar het Hof heeft mij gelijk gegeven.

In 2010 is de CREG met een evaluatie gekomen en is er over de hoogte van de rente gedebatteerd. De FOD Financiën gaat uit van een bedrag van om en bij de 1 miljard euro, de CREG daarentegen heeft het over 2 miljard. Dat is een probleem voor de regering, die moet uitmaken of de FOD Financiën of de regulator de waarheid het dichtst benadert. Daarom hebben we samen beslist om de Nationale Bank te vragen een onpartijdige, objectieve evaluatie te maken, zodat wij dit debat kunnen sluiten. Op basis van de jaarlijkse evaluatie kunnen we een structurele taks heffen. We wachten dus op de objectieve evaluatie en zullen op basis daarvan zien of we de taks moeten wijzigen.

13.03 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): De minister antwoordt niet op mijn vraag of hij vertrouwen heeft in de regulator. Hij heeft nood aan een controleur van de controleurs.

In de ons omringende landen is een regulator net diegene die de regering objectieve informatie moet geven en onpartijdig is. Misschien kan het Parlement een revisor betalen om de boekhouding van Electrabel te bekijken.

Er heerst chaos in het energiebeleid. Als we al beginnen met de regulator te contesteren, dan kunnen wij als Parlement niet anders dan zelf de touwtjes in handen te nemen.

Het incident is gesloten.

14 Samengevoegde vragen van

- **de heer Bruno Tobback aan de minister van Binnenlandse Zaken over "Belgoprocess" (nr. P0233)**

- **mevrouw Leen Dierick aan de minister van Binnenlandse Zaken over "Belgoprocess" (nr. P0234)**

14.01 Bruno Tobback (sp.a): Sinds de ramp in Japan hebben we in dit land een reeks figuurlijke lekken inzake nucleaire veiligheid.

Er is een rapport over Belgoprocess waaruit blijkt dat veiligheidsanalyses en risicoanalyses jaren achteroplopen en de brandveiligheid problematisch is. In de nucleaire centrales zou nucleaire brandstof niet gebunkerd gestockeerd worden. Niemand zou weten hoeveel nucleair afval er precies op de sites aanwezig is en er zouden ook geregeld kleine incidenten zijn.

De minister heeft de stresstests aangekondigd, maar ik heb het gevoel dat die niet zullen volstaan om ons een beeld te geven van de nucleaire veiligheid in ons land.

Is het niet logischer dat we naast de stresstests een alles overkoepelende studie maken van ons hele nucleair industrieel complex, dus niet alleen van de kerncentrales, maar ook van Belgoprocess, IRE of de installaties in Mol? In het dichtst bevolkte land van Europa lijkt mij dat geen overbodige luxe.

14.02 Leen Dierick (CD&V): Sinds de ramp in Japan staat de nucleaire veiligheid hoger op onze agenda. Onlangs was er een grote mediastorm naar aanleiding van de audit die in november van vorig jaar door het FANC was uitgevoerd bij Belgoprocess. Uit die audit bleek een aantal tekortkomingen in het proces van Belgoprocess. Het bedrijf moest daarop een actieplan opstellen.

Wat is de stand van zaken? Op welke termijn zullen de tekortkomingen weggewerkt zijn? Hoe staat het met de aanbevelingen uit de audit die in koninklijke besluiten moesten worden omgezet, vooral met betrekking tot een risicoanalyse?

14.03 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): In oktober 2010 werd inderdaad een veiligheidsaudit uitgevoerd bij Belgoprocess door het FANC. Die staat op de website van het FANC. Op basis van de audit werd een actieplan opgesteld, dat in het najaar 2010 bij het FANC werd ingediend. Het FANC vond het te vaag, op te lange termijn en met onvoldoende commitment.

Belangrijk is wel dat het auditverslag elementen omvatte als het beheer van lozingen, een dynamisch risicoanalysebeheer, brandpreventie en brandbestrijding. Het FANC heeft altijd gezegd dat Belgoprocess kon blijven werken, maar dat er zaken moesten verbeteren.

Het FANC heeft gevraagd om het actieplan te herwerken en voor 15 mei 2011 opnieuw in te dienen. Het bedrijf heeft dan tot 2015 de tijd om de pijnpunten te verbeteren. Het FANC heeft op een snelle uitvoering aangedrongen en wil na 18 maanden een opvolgingsaudit. Dat is ongeveer in november 2012.

Inzake de afkorting 'KB' bestaat er een misverstand. Het staat in het interne jargon van Belgoprocess voor 'kwaliteitsbeheer'.

Iedereen weet dat ik op de vergadering met de experts gepleit heb voor stresstests in de kerncentrales. Ik heb deze week het FANC de opdracht gegeven om dat niet alleen te doen in de nucleaire centrales, maar ook voor IRE, voor het SCK, voor Belgoprocess en voor alle andere nucleaire installaties.

Wij wachten op een voorstel van Europa inzake stresstests voor onze kerncentrales. Op basis van dat voorstel zal het FANC een aangepaste test aanbieden aan Belgoprocess, aan SCK, aan IRE en aan alle andere installaties, zodat het volledige nucleaire patrimonium getest wordt.

14.04 Bruno Tobbac (sp.a): Ik ben blij dat niet alleen de centrales aan een stresstest zullen worden onderworpen. Ik blijf me wel afvragen wat de concrete inhoud van die tests zal zijn. Ik hoop dat ze verder gaan dan nagaan of ze bestand zijn tegen aardbevingen en tsunami's.

Het is hoog tijd om vanachter de façade van veiligheid die al jaren is opgetrokken, te komen. Ik stel me vragen bij het feit dat onaangekondigde inspecties in nucleaire centrales niet mogelijk zijn.

Ik pleit voor een publieke evaluatie van alle punten inzake veiligheid voor alle nucleaire installaties in dit land. Maak dat hele nucleaire industriële proces transparant.

14.05 Leen Dierick (CD&V): Het is duidelijk dat in onze nucleaire inrichtingen veiligheid van primordiaal belang is. Het moet een bedrijfscultuur zijn. Het feit dat de audit in kwestie is uitgevoerd, is eigenlijk een bewijs dat de controlerende instellingen goed werk leveren.

Het verheugt mij dat er een vernieuwd actieplan moet zijn tegen 15 mei 2011. Wij zullen in elk geval in de subcommissie Nucleaire Veiligheid de verbeterpunten nauwgezet opvolgen.

Het incident is gesloten.

15 Vraag van mevrouw Catherine Fonck aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de veiligheidsproblemen in Charleroi" (nr. P0235)

15.01 Catherine Fonck (cdH): De situatie in Charleroi is zorgwekkend geworden. Na de dood van een jonge drugsverslaafde kwam het tot rellen in Gilly en Montignies-sur-Sambre. In de nacht van maandag werden zeven wagens en een bulldozer in brand gestoken. Er werden veiligheidsmaatregelen genomen door de lokale politie en de federale reserve. De procureur des Konings vaardigde een 'dubbele nultolerantie' uit.

Welke veiligheidsmaatregelen worden er genomen door de federale reserve? Hoe staat het met de coördinatieovereenkomst tussen justitie, de lokale en de federale politie. Is de situatie onder controle? Komen de relschoppers uit Charleroi of elders? Ten slotte is er sprake van een drug die gevaarlijker is dan cocaïne. Hebt u in dat verband maatregelen genomen?

15.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): De lokale politie van Charleroi besliste al om het aantal patrouilles op te trekken en de interventie-eenheden te versterken.

Ook het federale niveau leverde een bijdrage, door een afdeling van de algemene reserve en een stand-byafdeling ter beschikking te stellen.

Er vonden coördinatievergaderingen plaats met de procureur des Konings te Charleroi, het gemeentebestuur, de burgemeester en zijn korpschef en de DirCo van de federale politie te Charleroi.

Om de problemen in Charleroi het hoofd te kunnen bieden zal men op de eerste plaats de politieaanwezigheid versterken en zal het parket sneller reageren. Er werden 25 administratieve en zeven gerechtelijke arrestaties verricht. Het staat nog niet vast dat de amokmakers uit het Brussels Gewest komen. Het zou hier gaan om reacties van licht ontvlambare jongeren die in bendes opereren. Er lopen gerechtelijke onderzoeken.

We wachten op de resultaten van de tests om de toxiciteit van de cocaïne te meten. Als er een probleem is, zullen het Nationaal Instituut voor criminalistiek en criminologie en de FOD Volksgezondheid daar onmiddellijk van in kennis worden gesteld.

Er werden preventieve maatregelen genomen om de rust te herstellen.

15.03 Catherine Fonck (cdH): Er werden dus efficiënte maatregelen genomen en de coördinatie verliep vlot. We moeten echter waakzaam blijven.

De strijd tegen de drugshandel in het algemeen moet worden opgevoerd.

Het incident is gesloten.

Ontwerpen en voorstellen

16 Wetsontwerp houdende aanpassing van de wet van 1 februari 2011 houdende verlenging van de crisismaatregelen en uitvoering van het interprofessioneel akkoord, en tot uitvoering van het compromis van de regering met betrekking tot het ontwerp van interprofessioneel akkoord (1322/1-5)

Algemene bespreking

16.01 Herman De Croo (Open Vld): In de Conferentie van voorzitters is, op verzoek van de Senaat, de agenda gewijzigd. Ik zou erop willen aandringen dat de sprekers het beknopt houden.

De **voorzitter**: Ik kan alleen maar kennisnemen van de sprekerslijst en de aangekondigde spreektijd. Ik zal de heer Van Quickenborne verzoeken plaats te nemen op de regeringsbank. Mevrouw Onkelinx en mevrouw Milquet zullen straks komen. *(De heer Van Quickenborne neemt plaats op de regeringsbank)*

16.02 Meryame Kitir, rapporteur: De commissie heeft het wetsontwerp op 29 maart 2011 besproken. De minister van Werk heeft herhaald dat het ontwerp grotendeels gebaseerd is op het ontwerp van IPA dat niet door alle sociale partners werd goedgekeurd. Het wetsontwerp bevat de verlenging van de anticrisismaatregelen: de verlenging van de economische werkloosheid voor bedienden en de crisispremie voor de arbeiders. Er is ook voorzien in een geleidelijke toenadering van de statuten van werklieden en bedienden.

Er is een regeling getroffen voor de schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst van tijdelijke werknemers. Het enige nieuwe voor de arbeiders bestaat erin dat de werkgever verplicht is om een supplement toe te kennen op de werkloosheidsuitkeringen. Het minimumbedrag is bepaald op 2 euro. Bij de bedienden had de regeling altijd een tijdelijk karakter. Het wetsontwerp heeft tot doel om die regeling duurzaam te maken.

Werkgevers kunnen gebruik maken van tijdelijke economische werkloosheid als er een cao overeengekomen is of als er een ondernemingsplan aanwezig is, en de onderneming moet beschouwd worden als zijnde in moeilijkheden. Indien de werkgever aan die criteria voldoet, moet hij hiervan kennis geven aan het regionaal bureau van de RVA.

Er zijn twee vormen van schorsing. Er is de volledige schorsing van uitvoering van de arbeidsovereenkomst en een regeling van gedeeltelijke arbeid die minstens twee effectieve arbeidsdagen per week moet tellen.

Ook voor de bedienden is er in een supplement voorzien bovenop de werkloosheidsuitkeringen. Dat moet

vastgelegd worden in een cao of in een ondernemingsplan. Bij een werkgever die ook arbeiders heeft tewerkgesteld, moet het supplement minstens gelijkaardig zijn aan dat van de arbeiders.

Het Fonds Sluiting Ondernemingen (FSO) zal voortaan het bedrag van de werkloosheidsuitkeringen op zich nemen, zoals bij de arbeiders.

Er is ook voorzien in enkele regelingen voor de opzegtermijnen bij een ontslag. De nieuwe maatregelen voor arbeiders en voor bepaalde categorieën van bedienden zullen van kracht zijn op 1 januari 2012 voor alle nieuwe contracten.

Voor de werknemers is er een overeenkomst afgesloten die bepaald is zoals in cao nr. 75. Deze wordt vermenigvuldigd met een coëfficiënt van 1,15. De nieuwe termijnen stijgen naargelang van de anciënniteit van de werknemer. Als er een afwijkende opzegtermijnvergoeding afgesproken is, geldt deze nieuwe regeling niet. Aan de paritaire comités en subcomités is echter wel gevraagd om tegen 1 januari 2013 aan te geven of ze dit akkoord ook zullen verhogen of dat ze hun eigen afwijking van opzegtermijn zullen behouden.

Het wetsontwerp voorziet ook dat voortaan de anciënniteit binnen de uitzendarbeid mee zal tellen voor de periode van anciënniteit. Ook voor bedienden geldt een nieuwe regeling met opzegtermijnen vanaf 1 januari 2012. Deze hebben betrekking op de bedienden met een jaarlijks brutoloon van meer dan 30.535 euro. Ook hier geldt de anciënniteit van de uitzendarbeid.

Inzake beroepsziekten is er vanaf 1 januari 2011 een verhoging met 0,7 procent van het loonplafond dat in aanmerking kan worden genomen voor het berekenen van de vergoedingen. De begeleidingspremie is vooral geïnspireerd op de crisispremie. Deze zal vanaf 1 januari 2012 betaald worden aan de werkmans wanneer het ontslag hem ter kennis wordt gebracht. De RVA neemt de premie integraal ten laste.

In het ontwerp zitten ook de verlengingen van het brugpensioen: het brugpensioen op 56 jaar mits 40 jaar beroepsverleden en het brugpensioen op 56 jaar mits 33 jaar anciënniteit, een combinatie met 20 jaar ploegen- en nachtarbeid of een combinatie met een arbeidsongeschiktheid in de bouwsector.

De heer Gilkinet betreurde dat de loonnorm van 0,3 procent niet in het Parlement werd behandeld. Hierdoor verdween de mogelijkheid om hierop amendementen in te dienen. Hij diende verschillende amendementen in.

Mevrouw Demir herinnerde eraan dat de N-VA het door alle werkgevers- en vakbondsinstanties geparafeerde ontwerp van centraal akkoord steunde. Zij diende verschillende amendementen in.

De heer Vercamer wees erop dat dit wetsontwerp voortvloeit uit een compromis na overleg met de sociale partners. De balans mag niet verstoord worden door er bij de parlementaire bespreking nieuwe voorstellen aan toe te voegen. Er zullen beslissingen moeten worden genomen zodra er een regering met volle bevoegdheid aantreedt.

De heer Bonte en mevrouw Kitir dienden onder meer amendementen in over de carenzdag en de bonussen.

Mevrouw Rutten en mevrouw De Block stellen vast dat de sociale partners niet tot een akkoord zijn gekomen, maar vinden het akkoord van de regering een goed akkoord.

De heer D'haeseleer vindt het wetsontwerp een gemiste kans om eindelijk de harmonisatie van de statuten van arbeiders en bedienden te regelen.

Mevrouw Fonck verdedigt het wetsvoorstel. Zij vindt het een evenwichtige oplossing.

De heer Mayeur verheugde zich over de handhaving van de automatische loonindexering en de koopkrachtgarantie, dankzij de welvaartvastheid van de uitkeringen en de laagste lonen.

Ook de heer Calvo diende verschillende amendementen in.

De minister heeft geantwoord op de verschillende vragen en het geheel werd goedgekeurd met 11 stemmen

voor en 6 onthoudingen. (*Applaus*)

Ik ben verkozen in dit Parlement door duizenden die met werken hun brood verdienen, werkmensen die hun stem ook willen laten horen tot op het hoogste politieke niveau, en die meer dan wie ook bijdragen aan onze economie en de welvaart van het land, ook al ligt lang niet iedereen wakker van hun belangen. Dankzij deze werkmensen kan ik hier vandaag het woord voeren. Het IPA belangt hen bijzonder aan, want het gaat om hun boterham. Velen hier weten waarschijnlijk zelfs niet meer wat een brood precies kost, maar voor de man in de straat telt elke eurocent, vandaar ook het belang van de afspraken binnen het IPA.

Helaas is men niet gekomen tot een akkoord dat voor iedereen aanvaardbaar was en trokken de vakbonden soms in verspreide slagorde ten strijde. Het geeft aan hoe breed de kloof was en is tussen de voor- en tegenstanders van de voorstellen.

Nu ligt het IPA op ons bord. Wat interprofessionele onderhandelingen tussen werkgevers en werknemers niet konden oplossen, moet hier worden opgelost via onderhandelingen tussen politieke partijen.

In het voorstel zitten positieve punten, zoals de aanpassing van de opzegtermijnen voor arbeiders en de verlenging van het brugpensioen voor bepaalde categorieën werknemers. Ook is er een begeleidingspremie voor ontslagen werknemers, een betere vergoeding voor beroepsziekten, een verhoging van de minimumlonen en een fiscale vrijstelling voor een gedeelte van de opzegtermijnen.

Wij blijven met een aantal vragen en opmerkingen zitten. Waarom schaffen we de carenzdag niet af? Wat dat betreft, dienen we ons amendement opnieuw in. Waarom hebben we de opzegtermijnen van arbeiders niet meer verhoogd? Ook daarover dienen we twee amendementen in. En hoe kunnen we matiging verlangen van de arbeiders en bedienden, als tegelijkertijd de bonussen de pan uitrijzen en bijvoorbeeld de CEO van Dexia een bonus krijgt van 800.000 euro?

De recente reactie van de regering in de media is voor onze fractie onvoldoende en wij kunnen niet anders dan ons te onthouden bij de stemming. Dit verwoordt onze bekommernis om diegenen die met werken hun brood verdienen en verantwoordelijkheid dragen ten aanzien van hun gezin. Als wij willen dat alle Belgen harmonieus blijven samenleven, dan mag de kloof tussen arm en rijk niet groter worden. Laten we daarom een halt toeroepen aan de waanzin van de bonussen. (*Applaus bij sp.a, PS en Ecolo-Groen!*)

16.03 **Zuhal Demir** (N-VA): Tien jaar geleden raadde een professor arbeidsrecht me af om een bijzondere licentie arbeidsrecht te volgen, vermits de hele materie toch zou worden gewijzigd. Nu zal de regering in lopende zaken met dit wetsontwerp het cement gieten voor het eenheidsstatuut.

Twee maanden geleden heb ik hier een integrale uitvoering bepleit van het interprofessioneel akkoord, omdat de tekst broze evenwichten bevatte en omdat werd betoogd dat het IPA de meest haalbare oplossing was. Nu stel ik vast dat van het gesloten akkoord niets meer is overgebleven en dat de evenwichten onderuit worden gehaald. Daarom heeft mijn fractie acht amendementen ingediend.

Ik moet mevrouw Milquet haast feliciteren, omdat ze erin geslaagd is om het wetsontwerp, dat het uiterst complexe eenheidsstatuut regelt, op één enkele dag via één commissievergadering door het Parlement te jagen. Waar experts zich tientallen jaren over buigen, dat realiseert zij op één dag. Dit zegt ofwel iets over het Parlement, ofwel over de regering, ofwel over de sociale partners.

De zogezegd tijdelijke anticrisismaatregelen worden nog maar eens verlengd, tot eind 2011, en er wordt beoogd om ze zelfs een structureel karakter te geven na 2011. Dankzij deze maatregelen kon men inderdaad veel jobs redden tijdens de financiële crisis, maar ze structureel maken zonder de nodige responsabilisering van werkgevers en activering van werknemers, zal perverse gevolgen hebben, iets waarvoor trouwens ook is gewaarschuwd in het OESO-rapport waar minister Milquet zo graag naar verwijst. Wat is de financiële impact ervan op de sociale zekerheid? Men beloont bovendien de inactiviteit.

Er wordt gesteld dat in dit wetsontwerp een eerste stap wordt gezet in de harmonisering van het ontslagrecht in het kader van het eenheidsstatuut. Volgens mij legt men hier veeleer het fundament van een eenheidsstatuut.

16.04 Hans Bonte (sp.a): Mevrouw Demir doet euforisch over de grote stap voorwaarts in het kader van het eenheidsstatuut, een houding die ik niet deel. Het is ook wel vervelend dat de minister niet aanwezig is bij de bespreking van deze materie.

Kan mevrouw Demir me eens uitleggen waarom ze nog wil vasthouden aan de discriminatie waarbij een handarbeider zijn eerste dag loon bij ziekte verliest en een bediende niet? Welke reden ziet zij daarvoor?

16.05 Zuhail Demir (N-VA): Ik ben niet tegen de afschaffing van de carenzdag. Wij hebben dat ook gezegd aan minister Milquet tijdens de commissievergadering, maar zij antwoordde dat de sociale partners daarover geen compromis hebben bereikt. Blijkbaar moet dat worden besproken op de Nationale Arbeidsraad. De heer Bonte was niet aanwezig op die commissievergadering en kon dat dus niet weten.

Wij zijn altijd voorstander geweest van de harmonisering en nu hebben we een eerste stap gezet inzake het ontslagrecht. De heer Bonte moet zijn vraag over de carenzdag stellen aan minister Milquet, niet aan mij.

16.06 Hans Bonte (sp.a): Ik heb ook gezegd dat de afwezigheid van minister Milquet vervelend is, maar ik richt me tot collega Demir als vertegenwoordiger van een belangrijke fractie in de Kamer en ik merk op dat in het sociaal overleg over niets een akkoord is. Er was en is geen interprofessioneel akkoord.

16.07 Zuhail Demir (N-VA): De sp.a heeft nochtans wel voor gestemd in de commissie, samen met Ecolo-Groen!. Wij hebben ons onthouden.

16.08 Hans Bonte (sp.a): Ik vraag gewoon waarom de N-VA vasthoudt aan deze discriminatie tussen arbeiders en bedienden. Waarom stemt mevrouw Demir tegen een voorstel dat die discriminatie opheft?

16.09 Zuhail Demir (N-VA): Wij hebben altijd verklaard dat wij een IPA waarin de carenzdag was opgenomen, zouden steunen. Maar omdat de minister heeft gezegd dat er over de carenzdag geen compromis is en de NAR er nog over moet onderhandelen, hebben wij ons onthouden. Mevrouw Kitir heeft het daarentegen wel goedgekeurd.

16.10 Hans Bonte (sp.a): Wij hadden ook vier amendementen, onder andere over het wegwerken van de discriminatie inzake de carenzdag. De fractie van mevrouw Demir, net als sommige andere fracties, gebruikt het ontwerp van IPA om te oordelen dat ze de discriminatie niet moet wegwerken. Ik betreur het dat deze fracties weigeren hun verantwoordelijkheid als wetgever te nemen, nadat pijnlijk is vastgesteld dat de sociale partners geen akkoord konden bereiken. Dat is tevens een van de redenen waarom wij ons zullen onthouden.

16.11 Zuhail Demir (N-VA): De carenzdag zal worden besproken binnen de NAR. Het is uit respect voor het sociaal overleg dat wij het amendement niet hebben goedgekeurd. De heer Bonte heeft mijn amendement trouwens ook niet goedgekeurd. Ik ben wel degelijk voor de harmonisering van de statuten.

Kritiek hebben wij wel op de begeleidingspremie die de RVA vanaf 2012 zal toekennen bij een ontslag. Dit is in werkelijkheid gewoon een verdoken ontslagpremie, waaraan bovendien geen concrete begeleiding is gekoppeld. Het wetsontwerp zegt niets over activering, iets waar wij veel belang aan hechten. De naam 'begeleidingspremie' was dus slecht gekozen, ook al omdat begeleiding een regionale materie is. Met een amendement hebben wij voorgesteld om de naam te veranderen in 'ontslagpremie'. In het ontwerpakkoord lezen wij nu dat het 'ontslaguitering' is geworden.

Wij vinden het niet logisch dat de werkende mensen mee een deel van de ontslagkosten moeten betalen. Ik begrijp niet dat de liberalen zoiets goedkeuren. (*Samenspraken*)

In ieder geval is de eerste stap gezet naar het wegwerken van het verschil tussen arbeiders en bedienden. Helaas zullen de ontslagtermijnen variëren op basis van het tijdstip waarop het arbeidscontract wordt verbroken. Daardoor zal er veel verwarring ontstaan, bij de bedrijven, maar ook bij de werknemers. De arbeidsrechtbank zal zich vanaf 2012-2014 vooral moeten bezighouden met de vraag welke ontslagregeling van toepassing is. Wij vinden dat de wetgever net rechtszekerheid moet creëren, zeker geen verwarring.

De bedoeling van dit wetsontwerp is om de opzeggingstermijnen voor arbeiders en bedienden dicht bij

elkaar brengen. Dit zal problemen oplevering in de petroleumsector, waar de termijnen al zijn gelijkgesteld. Als deze regeling daar ook wordt toegepast, dan zullen arbeiders er een hogere opzegtermijn krijgen. De kabinetschef van de minister zei daarover in de commissie dat dit op ondernemingsniveau moet worden uitgewerkt. Daarmee gaan wij niet akkoord, wij vinden dat het de taak van de wetgever is om rechtszekerheid te creëren. Er is onduidelijkheid over de definitieve regeling. In ieder geval wordt de rekening doorgeschoven naar de werkende mensen.

De regering verlengt verschillende vormen van brugpensioen met twee jaar. In het oorspronkelijke IPA was daaraan een evaluatie van het Generatiepact gekoppeld. Daarover vinden we in dit ontwerp niets meer terug. Het kost nochtans geen geld om dat signaal in het wetsontwerp te herhalen. Ik kreeg trouwens geen antwoord op de vraag hoe het staat met de evaluatie die al in 2007 in een KB was aangekondigd.

Heel wat zaken in dit wetsontwerp zullen nog met KB's worden geregeld, zoals het vastleggen van de loonnorm en de welvaartsenveloppe, maar ik heb de teksten van die KB's niet gezien. Daarnaast komt er ook een fiscale vrijstelling voor de eerste twee weken van de opzeggingstermijn. De vraag is wat dat allemaal zal kosten?

Dit wetsontwerp is een gemiste kans. Europa vraagt loonmatiging, een herziening van de index en *flexicurity*, maar de tekst van het wetsontwerp is net het tegenovergestelde daarvan. Over een studie van de index, die de sociale partners in hun eerste akkoord hadden opgenomen, is niets meer te vinden. Het broze evenwicht van het oorspronkelijke IPA is helemaal verdwenen. Daarom zal de N-VA zich onthouden. (*Applaus bij N-VA*)

16.12 Yvan Mayeur (PS): Het mislukken van de onderhandelingen tussen de sociale partners is natuurlijk geen goede zaak, maar gelet op de huidige politieke context is de PS blij dat de regering het dossier naar zich toetrokken heeft en zich heeft uitgesproken voor de instandhouding van de koopkracht.

De automatische indexering van de lonen en sociale uitkeringen is vooral belangrijk voor mensen met een laag inkomen. Dat mechanisme mag noch op Belgisch niveau, noch op Europees niveau ter discussie worden gesteld.

De energiekosten, die steeds zwaarder doorwegen op de competitiviteit van de ondernemingen, moeten in de hand worden gehouden.

Niettemin houdt een zo lage loonnorm (0,3 procent), die de regering heeft overgenomen, het risico in dat ze de solidariteit ondergraaft. Daarom ook willen wij het principe van een bindende loonnorm herbekijken.

De actualiteit dwingt ons daartoe.

We zullen de voorliggende tekst goedkeuren. Niettemin zullen we een aantal voorstellen indienen om de vergoedingen te beperken.

We zijn tevreden, aangezien de regering besloten heeft de laagste lonen op te trekken en de middelen uit de enveloppe die bestemd is om de sociale uitkeringen en de loongrenzen welvaartsvast te maken, volledig te benutten.

In het IPA-ontwerp werd er over het optrekken van het minimumloon in alle talen gezweven. Dat zal dan met overheidsgeld moeten worden gefinancierd, wat niet normaal is. De vastlegging en de verdeling van een tweejaarlijkse welvaartsenveloppe zijn thans structurele mechanismen geworden, die niets te maken hebben met het sluiten van een interprofessioneel akkoord. De enveloppe moet worden vastgelegd tegen 15 september en het is niet normaal dat die als pasmunt wordt gebruikt in de onderhandelingen over een interprofessioneel akkoord.

Dat is onaanvaardbaar. Het gaat hier over twee cruciale onderdelen en de kritiek van de PS in dat verband is dan ook niet mals.

De harmonisering van het arbeiders- en het bediendenstatuut is een belangrijk hoofdstuk in de tenuitvoerlegging van dit ontwerp. Wij van onze kant vinden dat de statuten naar boven moeten worden bijgesteld. Zo willen we onder meer dat de wedden van de hogere bedienden, zoals ze in het ontwerp worden

genoemd, in de toekomst feitelijk worden verlaagd.

We zullen hieromtrent een wetsvoorstel indienen, ook al zijn we van mening dat deze materie aan bod moet komen in het interprofessioneel akkoord.

16.13 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Het is makkelijk om een rookgordijn te leggen door te oren over dingen die ons ook tegen de borst stuiten, en om tegelijkertijd zonder enige scrupules een tekst goed te keuren die u als slecht bestempelt!

16.14 Yvan Mayeur (PS): Wanneer we een wetsvoorstel indienen, doen we gewoon ons werk! Het akkoord dat door de regering gesloten werd, leven we na, wat niet betekent dat we ons standpunt niet kunnen meedelen.

16.15 Hans Bonte (sp.a): Mijn fractie heeft een andere strategie dan de PS, die deel uitmaakt van deze kwakkelende regering van lopende zaken. De heer Mayeur heeft natuurlijk gelijk als hij zegt dat wij hier ons werk moeten doen. De sp.a doet haar werk! Uit verontwaardiging dat er, in tijden van loonmatiging voor werknemers, tegelijkertijd onethische premies uitbetaald worden aan CEO's, dienen wij een amendement in om dat te beperken.

Hetzelfde doen wij in verband met het statuut van arbeiders en bedienden. Iedereen betreurt dat er geen IPA is. Binnenkort zullen we echter opnieuw geconfronteerd worden met een arrest van het Grondwettelijk Hof dat de wetgever aanzet die discriminatie weg te werken. Het is absoluut een doelbewuste keuze van de PS om vandaag geen einde te maken aan de discriminatie op het vlak van de carenzdag. Dat heeft niets te maken met loyaliteit in de regering of met het IPA, want er is geen IPA.

De mensen van het ACV verkondigen buiten het Parlement dat de arbeiders beter beschermd moeten worden en dat de carenzdag moet worden afgeschermd, maar hier doen ze vandaag net het tegenovergestelde. Het gaat hier trouwens wel om een bevolkingsgroep die het nu al moeilijk heeft om de politiek te vertrouwen. Denk daaraan!

16.16 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Wanneer we onze verantwoordelijkheden kunnen opnemen, doen we dat, zoals u, met inachtneming van het gegeven woord. En we proberen daarenboven te onderhandelen om tot de best mogelijke akkoorden te komen op sociaal en milieuvlak.

16.17 Stefaan Vercamer (CD&V): De heer Bonte vergeet dat er wel een ontwerp-IPA was mét een voorstel over de carenzdag. Het was echter de socialistische vakbond die dat heeft weggestemd. (*Rumoer*)

16.18 Yvan Mayeur (PS): Het is onaanvaardbaar dat de carenzdag niet werd afgeschaft en dat we op dat vlak geen vooruitgang hebben geboekt.

De economische werkloosheid voor bedienden is een tijdelijke crisismaatregel die vanaf 1 januari 2012 structureel zal worden. Met de huidige criteria voor de onderneming in moeilijkheden is het niet ondenkbaar dat er misbruik zal worden gemaakt van deze maatregel. Sommige ondernemingen zouden in de verleiding kunnen komen om hun kosten te drukken via het systeem van de tijdelijke werkloosheid, dat met de middelen voor de sociale zekerheid gefinancierd wordt. U heeft trouwens op mijn initiatief een amendement ingediend, waarvoor mijn dank.

16.19 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): De beste manier om mij te bedanken, is door het amendement goed te keuren! U heeft dat uitstekende amendement inderdaad vooruitgeholpen. Ik dien het vandaag opnieuw in en reken straks op uw steun!

16.20 Yvan Mayeur (PS): Er zal vandaag in dit Parlement geen meerderheid gevonden worden voor dat amendement. Het is verstandiger om het opnieuw in te dienen in de vorm van een wetsvoorstel.

Voorzitter: Corinne de Permentier

16.21 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): U hebt wel een eigenaardige opvatting over democratie! Als we uw opvatting zouden huldigen, zouden de partijen van de minderheid nooit een amendement mogen indienen!

Uw suggestie dat we onze amendementen zouden omwerken tot wetsvoorstellen is prima: die voorstellen zullen na Pasen ter inoverwegingneming worden voorgelegd. We zullen dan deze slechte tekst, die we vandaag niet mee zullen goedkeuren, kunnen bijsturen.

16.22 Yvan Mayeur (PS): Mijn opvatting over democratie is dat 12 plus 26 op 150 geen meerderheid oplevert! De terughoudendheid van de werkgevers om collectieve arbeidsovereenkomsten te sluiten heeft trouwens kwalijke gevolgen voor de bedienden. Het gebrek aan flankerende maatregelen per sector verergert voorts de ongelijkheden tussen de werknemers.

Daarom vraag ik de minister nogmaals de sociale partners en de werkgeversorganisaties aan te bevelen onderhandelingen aan te vatten met het oog op het sluiten van sectorale akkoorden.

Met betrekking tot de toenadering tussen het arbeiders- en het bediendenstatuut, wil ik enkele opmerkingen maken over de begeleidingspremie, waarvoor men 'ontslaguitkering' een meer gepaste naam vond. In de context van de tijdelijke crisismaatregelen kan men begrip opbrengen voor de vrijstelling voor de werkgevers om hun aandeel te storten, maar dit is geen oplossing op lange termijn. Wanneer deze uitkering een structureel karakter krijgt, zullen de werkgevers hun verantwoordelijkheid moeten opnemen in verband met deze forfaitaire uitkering, die niet zou bestaan indien de arbeiders recht zouden hebben op een echte opzegtermijn.

Die termijnen zijn geen privileges, maar wel een bescherming tegen ontslag. Alle maatregelen die worden genomen om een werknemer die in de werkloosheid verzeilt enig soelaas te bieden, zijn welkom. Het is echter onzinnig alle kosten af te wentelen op de sociale zekerheid en dus op de werknemers zelf. Het zou beter zijn de opzegtermijnen van de arbeiders op te trekken tot het niveau van die van de bedienden en dus voor het meest gunstige statuut te opteren.

De PS-fractie zal dit project, dat een omzetting is van het door de regering geamendeerde centraal akkoord, steunen. De koopkracht van de hele bevolking vaart er wel bij, in een context van Europese besparingen.

Voorts wordt het federale sociaaloverlegmodel gevrijwaard, en vormt het een referentie voor de regering.

Die twee punten zijn cruciaal. We steunen het ontwerp, maar de PS zal een waakzaam oog houden op de kwesties die besproken werden.

16.23 David Clarinval (MR): Ik hoef de moeilijke context waarin de sociale partners erin slaagden een centraal akkoord te sluiten, niet in herinnering te brengen. Het was dan ook betreurenswaardig dat twee van de ondertekenende vakbonden het akkoord afwezen. De regering heeft het heft in handen genomen, teneinde een compromis te vinden en een evenwichtig akkoord tot stand te brengen.

Dit wetsontwerp mag niet los gezien worden van de loonnorm en de fiscale maatregelen voor met name de lage lonen.

Ik wil toch wijzen op enkele positieve punten. Zo worden de anticrisismaatregelen verlengd tot het einde van het jaar. Het ontwerp omvat een bestendig mechanisme inzake economische werkloosheid voor bedienden. We zijn ook tevreden dat er een eerste stap werd gedaan in richting van een onderlinge afstemming van het arbeiders- en het bediendestatuu.

Er zijn ook minpunten. Het begrip begeleidingpremie dekt de lading niet; het is een ontslagpremie. Hieraan had men de activering moeten koppelen van de werknemer die zijn baan verliest.

Wij betreuen ook dat de studie over de indexering werd geschrapt. Het is uiteindelijk een compromistekst. De MR zal voorstemmen.

16.24 Stefaan Vercamer (CD&V): Dit wetsontwerp is eigenlijk een verbeterd huiswerk van de sociale partners. In hun ontwerpakkoord stond onder meer een regeling voor de carenzdag. Omdat niet alle sociale partners het ontwerp even enthousiast hebben verdedigd, is die regeling nu niet opgenomen in het ontwerp. (*Protest van de heer Bonte*) Mijnheer Bonte, het is net iets te gemakkelijk om alleen dit ene element uit dat

ontwerpakkoord te halen en het te regelen via wet. Het globaal evenwicht is daardoor zoek geraakt.

16.25 Hans Bonte (sp.a): Er kwam via het normale democratische spel van het sociaal overleg geen IPA tot stand. Het is niet omdat meer dan de helft van het ACW het ontwerp goedkeurde, dat er ineens een IPA is! Als de heer Vercamer respect heeft voor het sociaal overleg, dan moet hij zich hierbij maar eens neerleggen. Moet ik uit zijn betoog afleiden dat hij wat in het ontwerp stond over de carenzdag, een goede regeling was?

16.26 Stefaan Vercamer (CD&V): Wat de carenzdag betreft, is het meeste al geregeld op sectoraal niveau. Niets belet de heer Bonte om wat nog niet geregeld is, de komende maanden op de agenda te laten zetten van het sociale overleg.

16.27 Zuhail Demir (N-VA): Meneer Bonte, ik heb hier de tekst van het ontwerp-IPA! De carenzdag was erin opgenomen, maar dit werd door de socialistische vakbond verworpen. Ik begrijp echt niet wat de heer Bonte hier komt vertellen.

16.28 Hans Bonte (sp.a): Ik van mijn kant respecteer het sociale overleg. Als een ontwerp-IPA daarbij verworpen wordt, dan is er geen IPA. De geschiedenis leert ons dat onze sociale wetgeving en arbeidswetgeving steeds via syndicaal overleg, via overleg in bedrijven en sectoren, is tot stand gekomen.

De heer Vercamer zegt dat de carenzdag in tal van sectoren en bedrijven is afgeschaft en dat klopt. Maar de carenzdag is niet afgeschaft in die sectoren waar de vakbonden het zwakst staan. Het is de historische roeping van progressieve politici om de zwakkeren via de wet te beschermen. Men mag zich niet verschuilen achter een ontwerp dat door een groot deel van de vakbonden is verworpen.

16.29 Zuhail Demir (N-VA): In de wet van '78 zit de carenzdag voor werklieden. Die werd ingevoerd door Tindemans II, waarin toch ook de toenmalige Belgische Socialistische Partij zat. Ik begrijp niet wat de heer Bonte hier zit te zeuren om de carenzdag weer af te schaffen.

16.30 Stefaan Vercamer (CD&V): De heer Bonte heeft een selectief geheugen op het vlak van sociale geschiedenis. Er is ooit nog eens een sociaal ontwerpakkoord afgeschoten en toen zijn de sociale partners met de regering overeengekomen om zich stilzwijgend aan de afspraken te houden.

Het kan toch niet dat we hier zouden doen alsof het ontwerpakkoord niet heeft bestaan omdat een aantal sociale partners het heeft afgekeurd. Men houdt er, zoals in het verleden, rekening mee. En de regering heeft het nog wat beter gemaakt.

16.31 Hans Bonte (sp.a): Op die manier kan men niet meer spreken van een interprofessioneel akkoord. Er zal altijd wel ergens een ontwerp zijn waarvan de regering kan doen alsof het een interprofessioneel akkoord is en op basis waarvan de regering doet wat ze wenst te doen.

16.32 Stefaan Vercamer (CD&V): De regering heeft het ontwerp van sociaal akkoord na veel overleg verbeterd. Zij heeft zelfs binnen een beperkte, budgettaire context heel duidelijke keuzes gemaakt.

De vele discussies en het vele informele overleg heeft ook uitgewezen dat er een groot draagvlak ter zake is, wat belangrijk is voor de sociale vrede. We zullen het wetsontwerp dan ook goedkeuren.

Wat eigenlijk net zo belangrijk is en bij dit ontwerp hoort, is de besteding van de welvaartsenveloppe. De sociale partners waren vragende partij om minstens 60 procent van de 498 miljoen euro te besteden, maar de regering engageert zich voor de volle 100 procent. De oudste en laagste pensioenen en de laagste uitkeringen zullen daardoor worden verhoogd, inclusief de invaliditeitsuitkering die wij al lang willen aanpassen. Voor ons is dit een logische voortzetting van de rechtvaardigheidsagenda die drie jaar geleden werd vastgelegd en het is tevens een belangrijke stap om de welvaarts kloof te dichten en een belangrijke hefboom in de strijd tegen de armoede.

Ik roep de regering op om in Europa onze koopkracht te blijven beschermen via het vrijwaren van het indexeringsmechanisme, de loonvorming en de betrokkenheid van de sociale partners.

De voorstellen over de harmonisering van de statuten van arbeiders en bedienden zijn een eerste stap, die

echter geen grote bijdrage aan de transparantie van ons arbeidsrecht levert.

We kunnen ermee leven omdat we het beschouwen als een eerste stap naar een definitief geharmoniseerd systeem. We wijzen er wel op dat er geen deadline is en we zouden liever niet moeten meemaken dat de sociale partners in 2016 meedelen dat ze er niet uit zijn geraakt. Het is een taak voor de volgende regering om de sociale partners te responsabiliseren zodat het eenheidsstatuut er in 2016 daadwerkelijk komt.

Over de opzegtermijnen heb ik nog een technische vraag. In artikel 10 gaat het om arbeiders, in artikel 25 om bedienden. In artikel 25 staat echter, in tegenstelling tot in artikel 10, niet vermeld in welke situaties de termijnen precies gelden. Het zou de duidelijkheid ten goede komen, mocht dat nog worden toegevoegd.

16.33 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Vorige dinsdag hebben we in de commissie voor de Sociale Zaken een frustrerend debat gevoerd: heel wat collega's zijn niet aan het woord gekomen en er kon geen alternatieve meerderheid worden gevonden voor de ingediende amendementen. Volgens mij getuigt dat van een gebrek aan moed.

16.34 Yvan Mayeur (PS): Ook al heeft u een aantal goede amendementen ingediend – met name de amendementen waarvoor u inspiratie bij mij heeft gezocht – en zouden we ze goedkeuren, we beschikken niet over een meerderheid in deze assemblee. Heel deze vertoning heeft derhalve weinig zin. Erger nog, het regeerakkoord zou op de helling komen te staan, waardoor anderen eventueel de gelegenheid zouden kunnen aangrijpen om andere zaken op de helling te zetten.

Als men tot een regering behoort, is het logisch dat men de ontwerpen van de regering steunt. Wat u aanbiedt, is een rookgordijn!

16.35 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Ik ken uw strategie die erin bestaat het ergste aan te kondigen om nadien te kunnen stellen dat het uiteindelijk nog meevalt, wat dan aan u te danken zou zijn! U werpt zich op als de geestelijke vader van de amendementen die vandaag opnieuw door mijn fractie werden ingediend, maar dat bent u niet.

Wij zitten in een diepe institutionele crisis. Zonder nieuwe evenwichten zal het verbreken van de sociale vrede ons veel geld kosten. Dat gaat iedereen aan, niet alleen de PS-fractie. Als ik uw moedige verklaringen van op het spreekgestoelte hoor, ben ik verbaasd over uw incoherent stemgedrag.

Dit IPA is typisch Belgisch. Het beschermt de sectoren die minder goed vertegenwoordigd zijn. Sinds 2007 hebben de sociale partners ervoor gezorgd dat onze economie min of meer stabiel is. Vaak hebben ze meer verantwoordelijkheidszin getoond dan de politieke mandatarissen.

De wet van 1996 met betrekking tot het concurrentievermogen laat er geen twijfel over bestaan: de regering moet een nieuw voorstel indienen teneinde een consensus te bereiken. Tot hier toe heeft de regering echter niet meer medestanders gevonden. Deze wet voorziet in een derde ronde en precies daar dient het Parlement zijn verantwoordelijkheid te nemen. We spelen dus onze oppositierol, in de hoop dat we zo tot een betere tekst kunnen komen.

Dit akkoord moet worden gezien in een context van algemene teruggang. Onze economie is onvoldoende gereguleerd doordat er slechte oplossingen worden aangedragen telkens als er terechte vragen worden gesteld. Ik denk bijvoorbeeld aan het vraagstuk van de hoge energieprijzen. Welnu, sommigen hebben er niet beter op gevonden dan die parameter buiten beschouwing te laten bij de berekening van de index, terwijl men net alle publieke en private middelen zou moeten aanspreken om voor alle burgers tot een betere energie-efficiëntie te komen.

De derde verklaring voor die situatie is de financiële crisis en de arrogantie die weer de kop opsteekt. Door de bonussen voor de CEO's en de slakkengang waarmee de nodige hervormingen worden doorgevoerd, vrezen de werknemers dat ze nog een keer zullen moeten opdraaien voor de crisis.

Een laatste verontrustend gegeven is de Europese context. De nieuwe economische governance, het Europees semester, het europact, het verplicht streven naar begrotingsevenwicht, de algemene bezuinigingstendens – dat alles creëert geen gunstig klimaat om goede akkoorden te sluiten. Er kunnen geen

goede interprofessionele akkoorden worden gesloten zonder een goed beleidsplan. Dat beleidsplan ontbreekt echter. De reguleringsmaatregelen om de handel te stimuleren en de economieën die net als de onze stringente sociale en milieunormen hanteren, te beschermen, moeten dringend een impuls krijgen. We moeten investeren in de economie van morgen. Het energievraagstuk staat daarin centraal. We verwachten van de regering dat zij ons signalen in die zin geeft.

Dit IPA is misschien wel het slechtste akkoord in de geschiedenis van het sociaal overleg. Ik maak geen verwijten aan het adres van de onderhandelaars die getracht hebben tot een akkoord te komen en ik ontken evenmin dat de eerste stappen naar een beter arbeidersstatuut gezet zijn, maar ik weiger om de toepassing van de wet voor te stellen als een stap vooruit.

De gedeeltelijke welvaartvastheid van de sociale uitkeringen werd betaald door de werknemers in het kader van het generatiepact. Het is niet de bedoeling dat zij dit nog een keer moeten betalen! Het is onverteerbaar dat men drie keer over kleine sociale voordelen moet onderhandelen die noodzakelijk zijn in een maatschappijcontext waarin werknemers en uitkeringstrekkers almaar armer worden.

Deze compromistekst bevat meerdere manco's. Een eerste minpunt is het 'voor wat, hoort wat'-principe: tegenover een verbetering van het arbeidersstatuut moet een verslechtering van het bediendestatuut staan. Er moet dringend werk gemaakt worden van een beter arbeidersstatuut. Die werknemerscategorie moet fatsoenlijke loonsvoorwaarden en arbeidsovereenkomsten krijgen. De resterende verschillen tussen beide statuten strekken tot schande, zoals de carenzdag bijvoorbeeld. Wij hebben hier de kans gemist om beide statuten nader tot elkaar te brengen.

Er zijn natuurlijk verbeteringen op het vlak van de opzeggingstermijn voor arbeiders. Wij vinden het evenwel onaanvaardbaar dat een en ander ten koste van de opzeggingsvoorwaarden voor bedienden gaat. De opzeggingstermijn waarborgt niet alleen een bepaald loonniveau, hij fungeert ook en vooral als een barrière tegen ontslag. Wij stellen derhalve een amendement voor over de schrapping van de artikelen die een beperking beogen van de opzeggingsvoorwaarden voor bedienden.

Tweede manco: de sociale vooruitgang. Het ontwerp-IPA voorzag in een verlenging van de opzeggingstermijn voor arbeiders in twee fasen. De tweede verlenging is uit de regeringstekst verdwenen. Bovendien zal deze verlenging alleen op toekomstige arbeidsovereenkomsten betrekking hebben, hoewel dat volgens de Raad van State een niet te rechtvaardigen vorm van discriminatie was. Tevens, en dat is een positief gegeven, wordt er een valorisatie voorgesteld van de periodes van uitzendwerk gedurende een jaar voor het begin van de arbeidsovereenkomst. Waarom wordt deze positieve maatregel beperkt tot slechts een jaar? Wij stellen voor om de valorisatie te laten afhangen van de tijd die effectief als uitzendkracht wordt gepresteerd.

Het minimumloon wordt opgetrokken met 10 euro per maand, die via fiscale wetsontwerpen – die nog moeten worden voorgelegd aan het Parlement – ten laste komen van de gemeenschap. Volgens ons moet het nog worden verhoogd, om de werkloosheidsvallen te bestrijden waartoe deze onzekere banen leiden. Ook de verhoging van het minimumloon voor werknemers jonger dan 21 had de regering opnieuw in haar ontwerp kunnen opnemen.

Het derde zwakke punt van de tekst, is typisch voor de steunmaatregelen ten voordele van de bedrijven: er zijn immers onvoldoende voorwaarden verbonden aan de werkgelegenheidsmaatregelen. Dit is een buitenkansje voor de minst scrupuleuze werkgevers om hun winsten aan te dikken op kosten van de gemeenschap. Daarom had we voorgesteld de drempels om aanspraak te maken op de regeling inzake economische werkloosheid voor bedienden op te trekken met 5 procent, met als referentiejaar n-1 in plaats van n-3. Een aantal van de geformuleerde voorstellen getuigde van gezond verstand en beoogde een goed beheer van het overheidsgeld.

Het vierde minpunt in dit ontwerp is dat er een vorm van sociale achteruitgang wordt gefinancierd door de gemeenschap. De crisispremie voor ontslagen arbeiders, die na bespreking een ontslagvergoeding is geworden, is slechts in schijn een goed idee. De ontslagaanzegging dient enerzijds om de koopkracht van de ontslagen werknemers gedurende een zekere tijd in stand te houden en anderzijds om hen tegen ontslag te beschermen. Die ontslagvergoeding ten laste van de Staat kan misschien soelaas bieden op zeer korte termijn – en iemand die in financiële nood verkeert, zal daar zeker blij mee zijn ...

16.36 Catherine Fonck (cdH): Ik wil u toch even onderbreken met betrekking tot die ontslagvergoeding. U weet dat er een ander scenario mogelijk was. Er was een interessant voorstel: men had ook verdere stappen kunnen doen in de richting van een harmonisering van de opzeggingstermijnen. Het is wellicht jammer dat dat spoor niet werd gevolgd. Maar dat komt doordat niet alle vakbonden ermee instemden. Het ACV was in elk geval akkoord met dat voorstel, dat niet alleen een verdere verlenging van de opzeggingstermijn maar ook de deelname van de werkgevers aan het outplacement had mogelijk gemaakt. Dat voorstel werd dus gelanceerd, maar de vakbonden die vandaag kritiek leveren, zijn precies diegene die dat voorstel gisteren van tafel hebben geveegd.

16.37 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Ik ben niet de spreekbuis van een vakbond: mijn fractie heeft haar eigen standpunt. En zeg niet dat ik niets heb gezegd in de commissie!

De aanvullende ontslagvergoeding ten laste van de federale Staat dreigt ons in een gevaarlijke spiraal te doen belanden: uiteindelijk zullen de werkgevers een soort stimulans krijgen om mensen aan de deur te zetten!

We hebben voorgesteld dat de werkgevers die aanvullende vergoeding zouden betalen.

U stelt voor om de maximale loonnorm (0,3 procent) in een keurslijf te dwingen, terwijl die altijd indicatief is geweest. Dit is problematisch, aangezien er in sommige sectoren opnieuw enorme winsten worden gemaakt, riant bonussen worden toegekend, enz. Als de norm op 0,3 procent wordt vastgelegd, kunnen die sectoren geen sociale voortrekkersrol meer spelen ten opzichte van de andere sectoren. Het gevaar bestaat dat ze meer gebruik zullen maken van niet-salariële voordelen, die niet altijd de meest rechtvaardige of de milieuvriendelijkste zijn.

De komende twee jaar zal men er dus niet in slagen om via voldoende loonsverhogingen de verhouding tussen het aandeel van de lonen en dat van het kapitaal in het bbp opnieuw recht te trekken.

De jongste jaren is de situatie van de werknemers er almaar op achteruitgegaan. De Gewesten doen wat ze kunnen.

Het Marshall 2.vert-plan opent nieuwe perspectieven.

Energiezuinigheid moet voor het federale beleidsniveau een prioriteit zijn, om de competitiviteit van de bedrijven aan te zwengelen, om banen te scheppen en om voor een beter evenwicht van onze handelsbalans te zorgen.

Ik roep de collega's op alle banken op om de vijftien amendementen die we opnieuw indienen, goed te keuren. (*Applaus van Ecolo-Groen!*)

16.38 Maggie De Block (Open Vld): Dit wetsontwerp is er gekomen om ons sociaal-economisch klimaat te behoeden voor onrust en om de concurrentiepositie van België te vrijwaren. De crisis is zeker nog niet voorbij. Bij gebrek aan een akkoord tussen de sociale partners heeft de regering hier haar verantwoordelijkheid opgenomen.

Het uitblijven van zo een akkoord is al door menigeen betreurd. Soms werden foute berichten de wereld ingestuurd. Zo is de loonnorm geen dreigende verarming, gezien de verzekerde indexering en de verhoging met 0,3 procent. Wat als die norm zou worden vernietigd door de Raad van State?

Op twee jaar tijd is de inflatie gestegen van 3,9 tot 5,4 procent, wat onze loonhandicap versterkt. We staan dus voor de belangrijke maatschappelijke keuze tussen meer jobs of een koopkrachtverhoging voor wie al een job heeft. Er is immers geen geld om beide doelen te realiseren. Dit soort beslissingen vergt meer dan ooit objectieve cijfers over tewerkstelling, over onze concurrentiepositie en over het statuut van onze arbeiders en bedienden. Gelukkig hebben we in dit akkoord de eerste fase gerealiseerd van het eenheidsstatuut, met een verbetering van het arbeidersstatuut. De overheid blijft anderzijds de autonomie van de sociale partners in dit dossier respecteren. Belangrijk is ook de kostenneutraliteit van de convergentie van beide statuten.

In de commissie bespraken we een aantal vrij eenzijdige kostenverhogende amendementen, zoals de afschaffing van de carenzdag, door de heer Bonte hier zo vurig verdedigd. Ook wij zijn voor die afschaffing, maar dit zit vervat in de tweede fase van het akkoord en wij wensen het oorspronkelijke plan van de sociale partners te respecteren.

16.39 Hans Bonte (sp.a): Mevrouw De Block spreekt over een akkoord, maar dat is er gewoon niet. Zou zij bijvoorbeeld spreken over een interprofessioneel akkoord als er een ontwerptekst zou zijn waarop het VBO en Unizo neen zeggen? Met deze benadering geeft men de doodsteek aan het sociaal overleg.

16.40 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Het gaat hier om verantwoordelijkheid en engagementen. Eerst zijn akkoord geven en dan de boel komen oppoken, dat kan niet.

16.41 Maggie De Block (Open Vld): De heer Bonte heeft dit verhaal hier nu al meermaals gebracht. Er was een ontwerpakkoord, ondertekend door alle deelnemers aan de onderhandelingen. Bij de terugkoppeling naar de achterban bleken bepaalde vakbonden evenwel niet bereid tot een echt akkoord en heeft de regering haar verantwoordelijkheid opgenomen. Het heeft echt geen zin dat de heer Bonte zijn teleurstelling daarover blijft ventileren.

De verlenging van de regeling van de brugpensioenen vinden wij geen goed signaal, gezien de impact van de vergrijzing op onze economie en het toenemende aantal openstaande vacatures. Hopelijk wordt dit rechtgetrokken na de evaluatie van het Generatiepact in september 2011. Kan de minister die evaluatie trouwens toelichten, zodat we ook een idee hebben hoe we onze pensioenproblematiek zullen aanpakken? België is immers een van de weinige EU-landen zonder hervormde pensioenwetgeving.

De ontslaguitkering, de vroegere crisisuitkering, is er om de koopkracht te vrijwaren. De rekening komt nu volledig bij de RVA te liggen. In ruil hadden wij echter ook graag enkele activeringsmaatregelen gezien.

Daarnaast hopen wij dat de minister erover waakt dat de bepalingen over de berekening van de anciënniteit van uitzendkrachten en die over de harmonisering van de opzegtermijnen conform het initieel ontwerp worden toegepast.

Door dit ontwerp goed te keuren hopen wij het sociaal overleg te kunnen reanimeren. Het werk is niet af. Om uit de economische crisis te raken, zijn er nog maatregelen nodig. De politiek heeft haar verantwoordelijkheid opgenomen. Wij hopen – eisen – dat de sociale partners dat ook zullen doen en tot een deftig arbeids- en pensioenbeleid zullen komen. (*Applaus*)

16.42 Guy D'haeseleer (VB): Een aantal bepalingen in dit wetontwerp kan onze goedkeuring wegdragen, met name de verlenging van de crisismaatregelen, zoals de tijdelijke werkloosheid voor bedienden en de crisispremie bij ontslag.

De belangrijkste doelstelling van dit ontwerp was de geleidelijke toenadering van de statuten van arbeiders en bedienden. Dat was ook de reden waarom aanvankelijk zo euforisch werd gedaan over het IPA – voor het werd neergesabeld door een aantal vakbonden. Mijn fractie vindt dit echter een gemiste kans. Het ontwerp maakt de invoering van een echt eenheidsstatuut in de nabije toekomst onmogelijk. Dat mag het Parlement niet aanvaarden.

Al in 1993 heeft het toenmalige Arbitragehof het onderscheid tussen het bediende- en het arbeidersstatuut ongrondwettelijk verklaard. Sindsdien is er vooral veel gezegd en weinig gebeurd. De leden van de meerderheid bewezen steevast slaafjes te zijn van de vakbonden, en die hielden de speelruimte heel beperkt. Bij elke IPA-onderhandeling, in de beleidsverklaring van elke minister van Werk werd beloofd dat er werk zou worden gemaakt van een eenheidsstatuut. Studies volgden, experts werden aangesteld. Het resultaat was steeds nul.

De sociale partners hebben er altijd voor gezorgd dat het dossier uit de handen van het Parlement bleef. Onderling kwamen ze er niet uit. Terecht zijn de werkgevers beducht voor hogere loonkosten als gevolg van een eenheidsstatuut. Ook de vakbonden tonen zich in deze kwestie echter bijzonder conservatief. Voor de minste geringste discriminatie staan ze op de barricade, maar bij de grootste discriminatie in ons land kijken

ze de andere kant uit.

Het gedrocht dat men vandaag zal goedkeuren, verandert niets ten gronde. Er wordt wat geschaafd aan opzegtermijnen, er wordt een tijdspad uitgetekend tot 2016 – al is dat ondertussen uit het ontwerp verdwenen – maar uiteindelijk zal er aan het einde van de rit nog steeds geen eenheidsstatuut zijn. Wat er wel zal zijn, is een nog grotere discriminatie tussen groepen werknemers, naargelang van de datum waarop men ontslagen wordt. Het arbeidsrecht wordt er alleen maar complexer op.

De realiteit is dat de vakbonden eigenlijk geen eenheidsstatuut willen. De organisatie van de bonden, met paritaire comités en dergelijke, speelt daarin een belangrijke rol. De machtsstructuren en financiële belangen van de vakbonden zouden immers in het gedrang kunnen komen en die gaan uiteraard voor op de belangen van de werknemers.

Bovendien vraag ik mij af hoe men ooit nog tot een akkoord zal kunnen komen, nu sommige onderhandelaars zijn teruggefloten door hun achterban en het dus helemaal niet meer duidelijk is wie namens wie spreekt. Wat Rudy De Leeuw is overkomen, zou wel eens op het einde van het sociaal overleg kunnen wijzen. Wie trouwens had gedacht dat de man de eer aan zichzelf zou houden en ontslag zou nemen, zat ernaast. Eergevoel, dat kent De Leeuw niet.

Het gebrek aan een eenheidsstatuut is een serieuze handicap op onze arbeidsmarkt. Het heeft ook een grote invloed op de instroom van jongeren naar de technische beroepen, terwijl daar net een grote behoefte aan is. Met dit wetsontwerp wordt het Parlement bovendien voor jaren buitenspel gezet doordat het tijdspad dat is overeengekomen met de sociale partners tot 2014-2016 loopt. We kunnen nu alleen nog onze hoop vestigen op het arrest van het Grondwettelijk Hof dat er eerstdaags aankomt.

Het Parlement moet zijn tanden laten zien, het dossier naar zich toetrekken en een evenwichtig eenheidsstatuut opleggen. Uiteraard moet dit gebeuren zonder een verhoging van de loonkosten. Het eenheidsstatuut moet worden ingevoerd samen met een grote verlaging van de loonlasten en ontslagkosten. De opzegvergoedingen moeten worden vrijgesteld van socialezekerheidsbijdragen: het is toch niet normaal dat 60 procent van een ontslagpremie naar de Staat gaat?

Ik kan mij niet voorstellen dat de parlementsleden tevreden zijn met dit wetsontwerp. Andermaal is het een typisch Belgisch compromis dat geen enkel fundamenteel probleem oplost. Dit land gaat kapot aan Belgische compromissen. Hoog tijd om het heft in eigen handen te nemen. Elke dag die we langer wachten, is nefast voor onze Vlaamse welvaart.

Wij van het Vlaams Belang keuren het IPA alvast niet goed. (*Applaus bij VB*)

16.43 Catherine Fonck (cdH): Het ontwerp dat vandaag ter stemming voorligt, is evenwichtig. Dit akkoord is niet niets. Ten eerste is dit een regering van lopende zaken. Ten tweede is dit een netelig dossier op zich. Maar vandaag ligt er een akkoord voor. Het gaat om een duidelijk voorstel en de regering heeft haar verantwoordelijkheden opgenomen.

Vooreerst wil ik onderstrepen dat de loonindexering niet ter discussie werd gesteld. Dat was bijzonder belangrijk.

Ten tweede is er vanaf 2010 ruimte voor een loonstijging boven de index. Het klopt dat 0,3 procent niet veel is, maar omdat er een indexstijging van 3,9 procent wordt verwacht, betekent dit dat de lonen in twee jaar tijd met 4,2 procent de hoogte in gaan.

Derde belangrijke punt: de verlenging van de bijzondere regelingen inzake functioneel leeftijdsontslag. De NAR vreest dat de desbetreffende collectieve arbeidsovereenkomsten, nr. 96 en nr. 97, niet zullen worden verlengd. Het was van belang dat die bijzondere regelingen bij wet verlengd zouden worden, als de NAR tegen 15 april geen overeenstemming vindt.

De twee anticrisismaatregelen (crisispremie en economische werkloosheid voor bedienden) hebben een positief effect gehad op de werkgelegenheid, en dat moet worden bestendigd.

De toewijzing van 500 miljoen euro voor het optrekken van de sociale uitkeringen voor gepensioneerden, zieken met een handicap en werklozen is een goede zaak, maar dat zullen we in de toekomst toch nog moeten bespreken.

De bepalingen met betrekking tot de harmonisering van het arbeiders- en het bediendestatuut zijn een eerste stap. Voor de eerste keer worden de opzeggingstermijnen voor arbeiders bij wet verlengd. De sociale partners zullen echter de krijtlijnen moeten trekken voor de volgende stadia van de harmonisering.

Het is een evenwichtig akkoord, dat belangrijk is voor de werknemers en dat de ondernemingen lucht geeft, maar er zijn wel nog een aantal problemen die opgelost moeten worden.

Er zullen nog stappen moeten worden ondernomen, wat de toenadering tussen het arbeiders- en het bediendestatuut betreft, de afschaffing van de carenzdag, het welvaartvastheidsmechanisme, de hoofdelijke aansprakelijkheid van de bedrijven en de uitdagingen voor de bedrijven op het stuk van innovatie, onderzoek en opleiding. Een en ander zal moeten worden vastgelegd in een regeerakkoord, in samenwerking met de sociale partners. Hiermee zijn alvast de krijtlijnen getrokken voor de komende maanden en jaren, waarin voor de werknemers, de bedrijven en de economische ontwikkeling belangrijke punten moeten worden verdedigd en oplossingen zullen moeten worden aangedragen. (*Applaus*)

16.44 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Het is goed dat wij over dit ontwerp een lang en geanimeerd debat gevoerd hebben in de commissie. Het IPA raakt immers aan de arbeidssituatie van zeer veel werknemers. Niet elke week hebben we het over een thema waar de tegenstellingen tussen links en rechts zo duidelijk zijn. Helaas was het geen productief debat.

Er leven duidelijk twee visies, de school-Mayeur en de school-Gilkinet. De school-Mayeur zegt dat de sociale partners over een akkoord onderhandeld hebben, maar dat ze er niet in geslaagd zijn om hun achterban te overtuigen. De regering van lopende zaken heeft de meubels proberen te redden. Ondanks het sociaal protest moet het Parlement dat regeringsvoorstel goedkeuren, zo vonden de aanhangers van deze school.

De school-Gilkinet benadrukt de legitimiteit van het sociaal protest en het parlementair debat. De aanhangers van die visie, en daar horen wij bij, kunnen zich niet zomaar neerleggen bij de regeringstekst. Daarom heeft mijn fractie een aantal amendementen ingediend gericht op sociale vooruitgang. Wij willen een antwoord bieden op de terechte bekommernissen van heel wat werknemers. Ik ben benieuwd naar het stemgedrag van de andere fracties.

Een van onze amendementen vraagt om periodes van uitzendarbeid te laten meetellen bij de berekening van de anciënniteit.

Een ander amendement gaat over de afschaffing van de carenzdag. In de commissie vroeg ik de minister welke technische, economische of sociale reden er is om de in het bemiddelingsakkoord geplande afschaffing uiteindelijk toch te schrappen. De minister antwoordde dat dit het resultaat is van een politiek evenwicht, het maximaal haalbare. Ik vermoed dus dat de liberalen niet overtuigd konden worden om de carenzdag af te schaffen. Deze discriminerende praktijk bemoeilijkt nochtans het debat over het arbeiders- en bediendestatuut. Ecolo-Groen! stelt daarom voor om vandaag bij amendement de carenzdag al af te schaffen.

Een ander amendement strekt ertoe het minimumloon met 20 euro per maand te verhogen ten laste van de werkgevers. Wij moeten de werkloosheidsval vermijden en iets doen aan de steeds groter wordende groep van *working poor*. Daarnaast vragen wij om het discriminatoire onderscheid tussen minimumlonen voor jongeren onder 21 jaar en anderen eindelijk af te schaffen.

Wij dienen nu een aantal concrete voorstellen in, omdat dit een parlementair debat verdient en omdat wij er niet vanuit gaan dat we dit ontwerp zomaar moeten goedkeuren. De school-Mayeur zegt dat zij pas over twee weken sociale wetsvoorstellen zal indienen, maar dat is niet onze manier van werken. Ik vind het vreemd dat een sociaal-democratische partij zoals de PS wacht tot na Pasen om de sociale problemen aan te pakken.

16.45 Yvan Mayeur (PS): Zijn er voldoende leden om de strategie van de heer Calvo te steunen? Daar is een meerderheid voor nodig.

16.46 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Als wij van iets overtuigd zijn, dan dienen wij voorstellen in en wachten wij niet tot na een vakantie om aan sociale politiek te doen. Dat is het verschil tussen de groenen en de PS. Ik hoop dat de Franstalige kiezer dat begrijpt.

Dankzij de PS ligt er na Pasen dus werk inzake sociale politiek op ons te wachten. Mijn partij engageert zich om na te denken over de langere termijn. Voor conservatieve partijen moet sociaal overleg enkel over de loonkosten gaan, maar voor ons gaat het sociaal overleg van de toekomst ook over de energie- en grondstofprijzen.

Dit wetsontwerp is geen slecht akkoord, maar het is onvoldoende. Noch op korte, noch op lange termijn biedt het een garantie op sociale of economische stabiliteit. Het biedt geen antwoord op een aantal noden op de werkvloer en het komt het overleg op sectoraal en ondernemingsniveau niet ten goede. Daarom zullen wij ons onthouden, tenzij onze amendementen grote bijval vinden natuurlijk. (*Applaus*)

16.47 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Ons eerste amendement heeft betrekking op de economische werkloosheid van bedienden. Dat is een goed instrument, maar het mag niet voor andere doeleinden worden gebruikt. Zo moet de omzet van het bedrijf met 20 procent dalen en moet die omzet worden vergeleken met die van het voorgaande jaar. We wensen ook dat er voor dit systeem per sector een regeling wordt uitgewerkt.

Verscheidene andere amendementen hebben betrekking op de verbetering van de opzegging van de arbeiderscontracten, die tot de slechtste in Europa worden gerekend. Het Belgisch Grondwettelijk Hof stelt die discriminatie al sinds 1993 aan de kaak.

We stellen voor om het statuut van de uitzendkrachten te verbeteren.

Amendement nr. 5 strekt er tevens toe de arbeiders betere opzeggingstermijnen toe te kennen, door terug te grijpen op de aspecten van de onderhandelingen die door de Groep van Tien bekrachtigd werden. Het is belangrijk dat een slechte beslissing wordt bestraft. Aan een ontslag moet bijgevolg een zeker prijskaartje hangen, wat vandaag voor de arbeiders niet het geval is.

Amendement nr. 6 strekt ertoe bedrijven uitsluitend als bedrijven in moeilijkheden aan te merken indien hun omzet 20 procent lager ligt dan het voorgaande jaar.

Amendement nr. 7 strekt ertoe de opzegging van de bedienden te behouden.

De amendementen nr. 8 en nr. 9 strekken ertoe rekening te houden met de totale periode van het uitzendwerk en de opzeggingstermijn van de bedienden te verbeteren.

Amendement nr. 10 heeft betrekking op de zogenaamde ontslagpremie die door de regering werd voorgesteld. Die benaming werd veranderd in "compenserende ontslaguitkering". De Staat zal die uitkering volledig ten laste nemen. Wij willen evenwel dat de werkgevers minstens een derde van die uitkering voor hun rekening nemen.

16.48 Catherine Fonck (cdH): Dan moet u zich tot het ABVV wenden.

16.49 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Amendement nr. 12 strekt ertoe de lonen voor de 18- tot 21-jarigen op te trekken.

Het minimumloon werd inderdaad pas opgetrokken met het centraal akkoord 2007-2008. Dat was niet meer gebeurd sinds 1993!

Met amendement nr. 13 beogen wij de afschaffing van de carenzdag.

Amendement nr. 14 strekt ertoe de collectieve arbeidsduurvermindering te verlengen. Hetzelfde geldt voor het crisistijdskrediet.

16.50 Hans Bonte (sp.a): Tijdens het debat heb ik al enkele cruciale amendementen toegelicht. Ik meen dat de wetgever een aantal discriminaties moet verhelpen. Waarom moet een arbeider het loon van de eerste ziekte dag inleveren en een bediende niet? Dat is toch onaanvaardbaar. Wij stellen voor om die discriminatie, samen met die van de opzegtermijnen weg te werken. Wij zijn benieuwd naar het standpunt van de andere fracties.

16.51 Minister Joëlle Milquet (Frans): Alle voorstellen uit dit wetsontwerp zijn positief en hebben een meerwaarde, ook al gaan ze niet ver genoeg. Voor het eerst sinds vele jaren wordt er vooruitgang geboekt inzake de harmonisering van het arbeiders- en het bediendenstatuut.

Op het ogenblik waarop een beroep werd gedaan op de regering genoot dit akkoord de unanieme goedkeuring van alle vakbonden, hun leiders en van de vertegenwoordigers van de Groep van Tien. Het akkoord was zo opgesteld dat de regering voor de kosten moest opdraaien, maar onze steun werd uitdrukkelijk gevraagd en we zijn op die vraag ingegaan.

Met de sociale partners hebben we publiekelijk onze steun betuigd aan dit akkoord, dat uiteindelijk niet werd aanvaard door de basis.

(Nederlands) Het wetsontwerp houdt belangrijke verbeteringen in, zoals de verlenging van de anticrisismaatregelen tot eind december 2011, de geleidelijke toenadering van de statuten van arbeiders en bedienden, het definitieve stelsel voor de schorsing, de echte verhoging van de opzegtermijn voor arbeiders, de betaling van de ontslaguitkering.

Het minimumbedrag van ten minste 2 euro in het geval van economische werkloosheid en de berekening van de anciënniteit voor uitzendkrachten zijn nieuwe bepalingen.

Daar komen de welvaartkoppeling voor de beroepsziekten bij, de verlenging van de uitzonderingen voor brugpensioen vanaf 56 jaar, de verlenging van bepaalde akkoorden met betrekking tot het halftijds brugpensioen, de eenmalige innovatiepremies en de bijdrage van 0,10 procent voor de inspanningen voor risicogroepen.

Kritiek op de loonmatiging en de loonnormen is denkbaar. Het grote voordeel is echter de bevestiging van de automatische indexering van de lonen.

(Frans) Dat is zeer belangrijk. De regering heeft dit akkoord gesteund net omdat het de automatisch loonindexering expliciet in stand houdt. Dat indexmechanisme hebben we al verdedigd op Europees niveau en dat zullen we blijven doen.

Na de afwijzing van het akkoord door de achterban van bepaalde vakbonden hebben we een bemiddelingsvoorstel gedaan. We hebben de afgewezen tekst op vier punten gewijzigd: de verhoging met 120 euro netto van het minimumloon; de gedeeltelijke belastingvrijstelling van de opzeggingsvergoeding; het schrappen van de derde fase, met name voor de bedienden en wat de convergentiecoëfficiënt van 0,90 procent voor de opzeggingstermijnen betreft; en tot slot het bekrachtigen van de minimumopzeggingstermijn van drie maanden voor nieuwe contracten. Volstaat dat? Neen, maar het is een cruciale eerste stap.

16.52 Hans Bonte (sp.a): Ik geef toe dat er positieve elementen zijn en ik waardeer de inspanningen van de regering om de indexering van de lonen te behouden.

Ik heb het echter moeilijk met de verwijzing naar een IPA. Jarenlang heeft de minister moeilijke dossiers naar de sociale partners doorgeschoven. Ook het uitblijven van een eenheidsstatuut voor arbeiders en bedienden werd naar de sociale partners toegeschoven. Op een bepaald moment heeft de minister gezegd dat, als ze nu niet tot een akkoord zouden komen, de wetgever moest optreden.

Ik stel vast dat er geen IPA is en dat er ook geen wetgevend initiatief is. Mogen wij verwachten dat de minister erop zal aandringen dat in een nieuw regeerakkoord zal worden opgenomen dat de wetgever dit zal oplossen, of zal ze zich weer verschuilen achter een IPA, deze keer dat van 2016?

Ik hoor collega's zeggen dat het tegen 2016 opgelost moet zijn, terwijl het Grondwettelijk Hof zegt dat de wetgever moet optreden.

16.53 **Guy D'haeseleer** (VB): Ik deel de bekommernissen van de heer Bonte, maar ik vind wel dat zijn langetermijngeheugen slecht werkt.

Toen op 1 april 2000 zijn motie Kamerbreed werd goedgekeurd, was de minister van Werk Frank Vandenbroucke. Ook in de beleidsverklaringen van de heer Vanvelthoven stond telkens dat er vooruitgang moest worden geboekt, want dat anders het Parlement het dossier naar zich toe zou trekken.

16.54 **Hans Bonte** (sp.a): Ik ben bezig een meerderheid te zoeken.

16.55 Minister **Joëlle Milquet** (*Nederlands*): Er zijn twee fasen in de geschiedenis van dit ontwerp.

Eerst was er een akkoord over dit wetsontwerp met de groep van tien, gevolgd door een gebrek aan steun van de basis.

Toen de vraag aan de regering kwam om het akkoord te steunen, hebben we een aantal positieve wijzigingen toegevoegd.

We moeten natuurlijk verder gaan dan dit. De carenzdag moet worden afgeschaft, nieuwe en oude arbeidsovereenkomsten mogen niet meer verschillen, er moet een beter outplacement komen van de ondernemingen, de betaling van de ontslaguitkering en de responsabilisering van de ondernemingen inzake economische werkloosheid moeten worden uitgewerkt.

(*Frans*) Uiteraard is het belangrijk om de sociale partners de komende weken weer rond de tafel te krijgen. We zullen hun vragen om na Pasen opnieuw aan de slag te gaan en een definitieve regeling uit te werken. De volgende regering zal zich moeten uitspreken over de gegrondheid van de aanvullende maatregelen, zoals de afschaffing van de carenzdag, in functie van de voortgang van de onderhandelingen tussen de sociale partners.

Mijnheer Mayeur, de besprekingen moeten nu op sectorniveau worden gevoerd.

(*Nederlands*) Over het Generatiepact heb ik een brief aan de NAR gestuurd met de vraag om vóór eind september 2011 een grondige evaluatie van dat pact af te ronden. Op basis van die evaluatie zal een nieuwe regering of de regering van lopende zaken structurele maatregelen voorstellen.

(*Frans*) De bonussen en het in de hand houden van de vergoedingen van de bedrijfsleiders zijn een belangrijk thema, dat fiscale en sociale elementen omvat. Er zouden parlementaire initiatieven moeten worden genomen.

(*Nederlands*) De bepalingen inzake de opzeg van bedienden die niet worden gewijzigd door dit wetsontwerp, blijven van toepassing.

(*Frans*) Ik bevestig dat de extralegale voordelen deel zullen blijven uitmaken van de lonen. Er zijn geen wijzigingen gepland.

Wat het referentiejaar betreft, biedt de keuze van 2008, toen de zaken uitstekend liepen, de waarborg dat er geen buitensporige eisen zullen worden gesteld. Bij koninklijk besluit kunnen echter zowel de criteria als het referentiejaar worden gewijzigd.

16.56 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Als gevolg van het feit dat men geen toepassing meer maakt van de formule-Claeys, moet men met twee factoren rekening houden: de opzeggingstermijn en het maandbedrag. De extralegale voordelen worden opgenomen in de berekening van het maandloon, maar dat betekent daarom nog niet dat ze ook worden meegenomen in de berekening van de opzeggingstermijn. Volgens mij wordt er bij de berekening van de opzeggingstermijn geen rekening gehouden met de extralegale voordelen.

Met betrekking tot het referentiejaar dat gebruikt wordt om te berekenen of men al dan niet aanspraak kan maken op economische werkloosheid voor bedienden, was 2008 ongetwijfeld beter dan 2010, maar dat zal veranderen. Het meest recente jaar lijkt me het beste. In tijden van verminderde economische activiteit kunnen ondernemingen toch nog steeds winst maken en misbruik maken van het systeem. Sommige verhogen de winst ten koste van de gemeenschap.

16.57 Minister **Joëlle Milquet** (*Frans*): De extralegale voordelen zijn in alle lonen vervat, of het nu gaat om de lonen van meer dan 30.000 euro waarvoor de nieuwe regels van toepassing zijn of niet. Het enige verschil met de huidige praktijk is dat er voor de bedienden voortaan een transparant, objectief en wettelijk vastgelegd systeem is dat voor de lonen van meer dan 30.000 euro niet langer stoelt op de formule-Claeys, waarmee de zaken geregeld konden worden op het moment dat de opzegging werd gegeven.

Het enige punt dat als negatief kan worden beschouwd, is inderdaad het punt dat u heeft vermeld. Het is eigenlijk 0,97 procent (globaal genomen, een dag). De cijfers moesten wel op elkaar afgestemd worden en dat was de afspraak die destijds door de sociale partners werd gemaakt.

(*Nederlands*) Aan mevrouw De Block kan ik antwoorden dat de loonmarge geheel overeenkomstig de bepaling van de wet van 1996 werd gemaakt. Indien dit KB zou worden geschorst ingevolge een klacht bij de Raad van State, kan desgevallend de loonmarge bij wet worden bekrachtigd. Dat is nu echter voorbarig. (*Applaus*)

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen. De door de commissie verbeterde tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (1322/5)

Het wetsontwerp telt 56 artikelen.

Ingediende amendementen:

Art. 1/1 (n)

- 42 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 9/1 (n)

- 2 - Kristof Calvo (1322/2)

Art. 10

- 19 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 10/1 (n)

- 23 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 11

- 20 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 11/1 (n)

- 24 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 12/1 (n)

- 25 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 13

- 21 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

- 46 - Hans Bonte (1322/3)

- 3 - Meyrame Kitir (1322/3)

Art. 13/1 (n)

- 26 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

- 47 - Hans Bonte (1322/3)

Art. 14

- 22 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

- 48 - Hans Bonte (1322/3)

Art. 14/1 (n)

- 27 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 17

- 45 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 25

- 28 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 25/1 (n)

- 35 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 26

- 29 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 27

- 30 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 28

- 31 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 29

- 32 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 30

- 33 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 31

- 34 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 32

- 36 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 32/1 (n)

- 4 - Meyrame Kitir (1322/3)

Art. 39

- 38 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 39/1 (n)

- 39 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 55/1 (n)

- 1 - Kristof Calvo (1322/2)
- 7 - Meyrame Kitir (1322/3)

Art. 57 (n)

- 40 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 58 (n)

- 41 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Art. 59 (n)

- 41 - Georges Gilkinet cs (1322/3)

Naamstemmingen

17 Aangehouden amendementen en artikelen van het wetsontwerp houdende aanpassing van de wet van 1 februari 2011 houdende verlenging van de crisismaatregelen en uitvoering van het interprofessioneel akkoord, en tot uitvoering van het compromis van de regering met betrekking tot het ontwerp van interprofessioneel akkoord (1322/1-5)

Stemming over amendement nr. 42 van Georges Gilkinet cs tot invoeging van een artikel 1/1 (n).(1322/3)

(Stemming/vote 1)		
Ja	22	Oui
Nee	106	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	128	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 2 van Kristof Calvo cs tot invoeging van een artikel 9/1 (n).(1322/3)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (Ja)

(Stemming 1)

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 19 van Georges Gilkinet cs op artikel 10.(1322/3)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 1)

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 10 aangenomen.

Stemming over amendement nr. 23 van Georges Gilkinet cs tot invoeging van een artikel 10/1 (n).(1322/3)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 1)

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 20 van Georges Gilkinet cs op artikel 11.(1322/3)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 1)

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 11 aangenomen.

Stemming over amendement nr. 24 van Georges Gilkinet cs tot invoeging van een artikel 11/1 (n).(1322/3)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 1)

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 25 van Georges Gilkinet cs tot invoeging van een artikel 12/1 (n).(1322/3)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 1)

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 21 van Georges Gilkinet cs op artikel 13.(1322/3)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 1)

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 46 van Hans Bonte op artikel 13.(1322/3)

<i>(Stemming/vote 2)</i>		
Ja	22	Oui
Nee	98	Non
Onthoudingen	11	Abstentions
Totaal	131	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 3 van Meryame Kitir cs op artikel 13.(1322/3)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming 2)

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 13 aangenomen.

Stemming over amendement nr. 26 van Georges Gilkinet cs tot invoeging van een artikel 13/1 (n).(1322/3)

<i>(Stemming/vote 3)</i>		
Ja	22	Oui
Nee	105	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	127	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen.

17.01 Philippe Blanchart (PS): Ik heb tegengestemd.

Stemming over amendement nr. 47 van Hans Bonte tot invoeging van een artikel 13/1 (n).(1322/3)

<i>(Stemming/vote 4)</i>		
Ja	22	Oui
Nee	108	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	130	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 22 van Georges Gilkinet cs op artikel 14.(1322/3)

<i>(Stemming/vote 5)</i>		
Ja	22	Oui
Nee	107	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	129	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 48 van Hans Bonte op artikel 14.(1322/3)

<i>(Stemming/vote 6)</i>		
Ja	22	Oui
Nee	106	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	128	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 14 aangenomen.

17.02 **Corinne De Permentier** (MR): Ik heb tegengestemd.

De **voorzitter**: En de heer Stefaan De Clerck ook.

Stemming over amendement nr. 27 van Georges Gilkinet cs tot invoeging van een artikel 14/1 (n).(1322/3)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming 6)

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 45 van Georges Gilkinet cs op artikel 17.(1322/3)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming 6)

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 17 aangenomen.

Stemming over amendement nr. 28 van Georges Gilkinet cs tot weglating van artikel 25.(1322/3)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming 6)

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 25 aangenomen.

Stemming over amendement nr. 35 van Georges Gilkinet cs tot invoeging van een artikel 25/1 (n).(1322/3)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming 6)

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 29 van Georges Gilkinet cs tot weglating van artikel 26.(1322/3)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming 6)

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 26 aangenomen.

Stemming over amendement nr. 30 van Georges Gilkinet cs tot weglating van artikel 27.(1322/3)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming 6)

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 27 aangenomen.

Stemming over amendement nr. 31 van Georges Gilkinet cs tot weglating van artikel 28.(1322/3)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(*Stemming 6*)

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 28 aangenomen.

Stemming over amendement nr. 32 van Georges Gilkinet cs tot weglating van artikel 29.(1322/3)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(*Stemming 6*)

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 29 aangenomen.

Stemming over amendement nr. 33 van Georges Gilkinet cs tot weglating van artikel 30.(1322/3)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(*Stemming 6*)

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 30 aangenomen.

Stemming over amendement nr. 34 van Georges Gilkinet cs tot weglating van artikel 31.(1322/3)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(*Stemming 6*)

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 31 aangenomen.

Stemming over amendement nr. 36 van Georges Gilkinet cs op artikel 32.(1322/3)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(*Stemming 6*)

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 32 aangenomen.

Stemming over amendement nr. 4 van Meryame Kitir cs tot invoeging van een artikel 32/1 (n).(1322/3)

<i>(Stemming/vote 7)</i>		
Ja	22	Oui
Nee	109	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	131	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 38 van Georges Gilkinet cs op artikel 39.(1322/3)

<i>(Stemming/vote 8)</i>		
Ja	21	Oui
Nee	108	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	129	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 39 aangenomen.

Stemming over amendement nr. 39 van Georges Gilkinet cs tot invoeging van een artikel 39/1 (n).(1322/3)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming 8)

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 1 van Kristof Calvo cs tot invoeging van een artikel 55/1 (n).(1322/3)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming 8)

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 7 van Meryame Kitir cs tot invoeging van een artikel 55/1 (n).(1322/3)

<i>(Stemming/vote 9)</i>		
Ja	21	Oui
Nee	98	Non
Onthoudingen	11	Abstentions
Totaal	130	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 40 van Georges Gilkinet cs tot invoeging van een artikel 57 (n).(1322/3)

<i>(Stemming/vote 10)</i>		
Ja	20	Oui
Nee	107	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	127	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 41 van Georges Gilkinet cs tot invoeging van artikelen 58 en 59 (n).(1322/3)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming 10)

Bijgevolg is het amendement verworpen.

18 Geheel van het wetsontwerp houdende aanpassing van de wet van 1 februari 2011 houdende verlenging van de crisismaatregelen en uitvoering van het interprofessioneel akkoord, en tot uitvoering van het compromis van de regering met betrekking tot het ontwerp van interprofessioneel akkoord

(1322/5)

<i>(Stemming/vote 11)</i>			
Ja	72		Oui
Nee	0		Non
Onthoudingen	59	Abstentions	
Totaal	131	Total	

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

De vergadering wordt gesloten om 19.30 uur. Volgende vergadering donderdag 7 april 2011 om 19.45 uur.